

" Mes Chroniques confinées" est le titre du tome 5 de mes chroniques. C'est un recueil d'articles que j'ai rédigé depuis l'annonce de la pandémie du Coronavirus ; l'annonce du premier cas de coronavirus fut à Wuhan en Chine le 31 Décembre 2019, qui fit tâche d'huile sur l'ensemble de la planète pour passer au Maroc où l'état d'urgence sanitaire a été appliqué le Vendredi 20 Mars 2020 à 18H avec un confinement total. Je les ai intitulées " Confinées" car ces durant ce dur confinement de 3 mois que j'ai commencé à rédiger avec leur malignité, les inquiétudes qu'il suscite, la frayeur qu'il génère chez les Marocains. L'ensemble des chroniques, articles et contributions touche essentiellement le géopolitique, l'économique, le social, le psychologique et à certains égards le politique au vu de leurs interférences et leurs enchevêtrements.



Mustapha MAGHRITI est Inspecteur Divisionnaire en chef au Ministère des Finances et titulaire de Doctorat en Relations Economiques Internationales. L'auteur est chroniqueur-journaliste ayant contribué par des chroniques, dans plusieurs supports économiques avant de créer son propre site www.maghriti.ma.



Mustapha MAGHRITI

Mes Chroniques confinées

Mustapha MAGHRITI

Mes Chroniques confinées

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

Mustapha MAGHRITI

Mes Chroniques confinées

FOR AUTHOR USE ONLY

Éditions universitaires européennes

Imprint

Any brand names and product names mentioned in this book are subject to trademark, brand or patent protection and are trademarks or registered trademarks of their respective holders. The use of brand names, product names, common names, trade names, product descriptions etc. even without a particular marking in this work is in no way to be construed to mean that such names may be regarded as unrestricted in respect of trademark and brand protection legislation and could thus be used by anyone.

Cover image: Fourni par l'auteur

Publisher:

Éditions universitaires européennes

is a trademark of

Dodo Books Indian Ocean Ltd., member of the OmniScriptum S.R.L
Publishing group

str. A.Russo 15, of. 61, Chisinau-2068, Republic of Moldova Europe

Printed at: see last page

ISBN: 978-620-3-43712-6

Copyright © Mustapha MAGHRITI

Copyright © 2022 Dodo Books Indian Ocean Ltd., member of the
OmniScriptum S.R.L Publishing group

FOR AUTHOR USE ONLY

Préambule :

" Mes Chroniques confinées" est le titre du tome 5 de mes chroniques. C'est un recueil d'articles que j'ai rédigé depuis l'annonce de la pandémie du Coronavirus ; l'annonce du premier cas de coronavirus fut à Wuhan en Chine le 31 Décembre 2019, qui fit tâche d'huile sur l'ensemble de la planète pour passer au Maroc où l'état d'urgence sanitaire a été appliqué le Vendredi 20 Mars 2020 à 18H avec un confinement total.

Je les ai intitulées " Confinées" car ces durant ce dur confinement de 3 mois que j'ai commencé à rédiger avec leur malignité, les inquiétudes qu'il suscite, la frayeur qu'il génère chez les Marocains.

Leur dessein est de mieux appréhender une économie internationale et Marocaine en ébullition durant la période Covid et post-Covid-19, d'en souligner leur implications géostratégiques, économiques, sociales et psychologiques et les challenges qui l'attendent.

L'ensemble des chroniques, articles et contributions touche essentiellement le géopolitique, l'économie, le social, le psychologique et à certains égards le politique au vu de leurs interférences et leurs enchevêtrements.

Périple meurtrier d'un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 15/03/2020

Depuis l'annonce du premier cas de coronavirus dans un marché aux fruits de mer de Wuhan en Chine le 31 décembre 2019, le nombre de sujets affectés par le Covid-19 ne cesse de faire tâche d'huile en entamant son périple sanguinaire dans plusieurs contrées de la planète (les statistiques actuelles livrées par l'OMS font état de 110.000 affectés et 3800 Morts) avant de passer au Maroc à travers l'infection d'un concitoyen ayant séjourné quelques jours en Italie pour que le bilan passe à 28 affectés . De ce fait, le coronavirus fait partie aujourd'hui du paysage national, avec sa malignité, les inquiétudes qu'il suscite, la frayeur qu'il génère chez les Marocains.

Il fera, toute chose égale par ailleurs, des victimes dans tous les pays qu'il visite à l'instar de sa présence dans plus de soixante États de par le monde. Au regard de ce virus, il convient de rationaliser l'irrationnel en évitant au moins 6 écueils :

- Primo, Il ne faut pas succomber à la frayeur, laquelle est notamment attisée par des Fake/News qui châtient et pullulent sur les réseaux sociaux, ce fléau fait de plus en plus place à une vraie endémie, c'est "l'infodémie" qui l'accompagne ; la fluidité de diffusion de l'information et à l'accès à celle-ci couplés aux infox auxquelles sont exposés les internautes, expliquent en partie le foisonnement des comportements irrationnels

- Secundo, en raison de son statut de pays touristique, les autorités compétentes doivent claustre et barricader les frontières terrestres, maritimes et aériennes à travers des cellules de veille, de riposte et de surveillance épidémiologique qui s'imposent face au virus Corona à travers un dispositif de contrôle et de diagnostic virologique draconien pour éviter que des cas supplémentaires ne passent entre les mailles du filet dans le futur,

- Tertio, il est un Must de dépassionner les rumeurs relatives au virus Corona en menant de véritables campagnes d'information les plus évasées, les plus étendus, les plus explicites en milieu urbain, rural ou en milieu péri-urbain à travers les ondes de radios, de chaînes de télévision, de supports écrits et

affichage pour des actions de longue durée sur les moyens de prévention, car depuis que le Ministère de tutelle a commencé à comptabiliser les premiers cas de Covid-19, nos concitoyens qui sont à la fois surinformés et désinformés sont pris de phobie et d'effroi. A cet égard, le speech du chef de l'exécutif Marocain Saâdeddine El Otmani est à saluer pour dépassionner le débat ainsi que les mesures préventives à prendre pour se prémunir contre le Coronavirus.

- Quarto, afin d'éviter sa transmissibilité, le Ministère de tutelle devra se pencher sur les mécanismes à mettre en place pour augmenter, pour les professionnels de santé, la capacité de production de gants, de masques médicaux et de gel hydro-alcoolique pour se prémunir eux-mêmes, et éviter que leurs patients ne soient infectés ou infectent d'autres personnes. Ils ont aussi besoin de respirateurs, lunettes de protection, écrans faciaux, blouses, etc.

- Quanto, les services du contrôle des prix relevant respectivement du Ministère de l'Intérieur et du département du Commerce et de l'Industrie doivent rassurer les Marocains que l'offre des denrées alimentaires couvre largement la demande pour éviter les comportements "Panurgiens" et hystériques dans les différentes grandes surfaces et des comportements spéculatifs qui peuvent en résulter qui risqueraient de hausser les prix,

- Ultimo, le renforcement de la coopération en la matière devient de plus en plus une nécessité impérieuse pour tous les membres de la communauté internationale. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les besoins mensuels en masques médicaux, en gants et en lunettes de protection sont évalués respectivement à 89 millions, 76 millions et 1,6 million.

Faut-il souligner, en guise de conclusion, une chose rassurante : Malgré toutes ses tares, ses failles et lacunes, les autorités sanitaires Marocaines, véhiculent des informations transparentes au jour le jour accompagnées de mesures d'isolement pour les cas douteux, ainsi que la disponibilité d'infrastructures adéquates pour traiter les malades ; le Maroc est aujourd'hui dans la première phase de son plan de veille et de riposte au Covid-19. Il ne passera à la deuxième phase que si le nombre de cas suspectés dépasse les 200 et celui des cas confirmés les 50. D'où, pas de panique !!

La bataille contre le Coronavirus Covid-19 au Maroc : Un combat national

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 26/03/2020

L'anathème du Coronavirus a chambardé et chamboulé toutes les évidences et les manifestes des prévisionnistes, des scientifiques, des chercheurs, des médecins, même des plus érudits. Une unique et seule contre-offensive : Démolir et détraquer le maillon de la contagion et de l'infection, puisqu'à ce jour, il n'y a aucune sérothérapie, ni vaccin, ni antiseptie. La seule immunisation possible jusqu'à ce moment, c'est annihiler et anéantir la contamination.

Pour preuve, les scientifiques ne se sont-ils pas acculés devant des secrets de polichinelle de l'hygiène, de la désinfection, de la prévention, de la stérilisation, de l'asepsie et de l'antiseptie ?

Les scientifiques ne sont-ils pas coincés devant des mesures séculaires et des bonnes manières primitives à l'instar de se laver les mains régulièrement, éviter les accolades et les étreintes, et se conformer à la distanciation sociale et le confinement ?

Toutefois et paradoxalement à ce que l'on pourrait penser, le confinement ou la distanciation sociale n'est pas une fracture des fils, ni une rupture des fibres sociaux, mais au contraire c'est un acte de solidarité : Chacun de nous est interpellé, pour se prémunir, à protéger les autres. Ainsi, nous redécouvrons que c'est la différence et l'altérité qui forgent le vivre ensemble.

Nul n'ignore que cet ébranlement sanitaire et les corollaires qu'il entraîne ont, assurément, des répercussions économiques et sociales et qu'on ne peut les outrepasser qu'en s'étayant sur deux valeurs substantielles : La discipline et la solidarité.

En effet, au Maroc, à partir de 18H du Vendredi 20 Mars 2020, l'état d'urgence sanitaire a été appliqué à travers l'adoption, par l'exécutif Marocain, de deux projets de décrets lois, l'un pour créer un cadre légal aux situations d'urgence sanitaire, une notion qui n'existait pas en tant que telle dans le corpus juridique Marocain. L'autre pour se mettre en conformité concernant l'actuelle période. Cet état d'urgence sanitaire est d'une durée d'un Mois au maximum, soit jusqu'au 20 avril 2020 à 18H s'il n'est pas renouvelé.

Malgré ce qu'implique ce confinement sur le plan économique, social et psychologique, nous n'avons pas le choix, il nous faut nous astreindre, se soumettre et se plier à genoux aux directives des autorités, sans égocentrisme, ni autisme. Faut-il le rappeler, cela rentre dans l'optique du devoir de la responsabilité collective et partante dans la solidarité.

Depuis que le Souverain Mohammed VI a donné ses instructions pour procéder à la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus, le 15 Mars 2020, la solidarité dans notre patrie, il faut l'avouer, a été exprimée de manière spontanée, bénévole et bienveillante à des niveaux que peu de pays connaissent ou peuvent même espérer.

Contre ce vibrion et microbe, nous affrontons un combat que nous ne pouvons triompher qu'ensemble et que je gage que nous allons gagner parce que nous sommes une nation de solidarité.

A l'appui de notre allégation : Pour atténuer les contrecoups sociaux et économiques du virus Corona, des Millions et des Milliards de dirhams ont déjà été collectés, et le peuple Marocain, chaque Marocain, chacun selon ses moyens, s'attroupe et se mobilise.

Cet engouement et ce zèle ne nous rappelle-t-il pas celui qui a couronné la Marche verte du 6 Novembre 1975? Voir une nation solidaire, soudée et unie avec une seule visée celui de tarir et contenir le virus Covid 19.

Aussi, la solidarité se matérialise par les gestes au jour le jour : N'est-il pas mirifique cette jouvence Marocaine dotée de masques, de désinfectants, à leurs frais pour aseptiser les moyens de transport et qui propose ses services, pour faire les courses à la place des plus âgés ou ceux et celles qui partagent des subsistances et des provisions avec leurs circonvoisin ?

En plus du plan d'action médicale mis en place par la tutelle, l'arrivée en renfort de la médecine militaire sur Hautes instructions du Souverain Marocain, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces Armées Royales ne montre-elle pas une réanimation du sens du devoir, de la solidarité et la cohésion nationale ?

La stratégie Marocaine suscite l'admiration non seulement par la célérité de sa mise en œuvre, mais également et surtout par l'implication multiforme de toutes les institutions et composantes de la société.

Les chiffres sont en effet éloquentes : Le Royaume arrive parmi le quatuor de tête dans les pays ayant mobilisé le plus de moyens par rapport au PIB. Ainsi, le Maroc est classé quatrième avec 2,7% du PIB juste derrière la Suède, le Chili et la Nouvelle Zélande. Une prouesse importante qui en dit long sur le degré d'implication pour stopper la propagation de la pandémie Covid-19.

L'expérience singulière du Maroc en matière de lutte contre le coronavirus s'impose comme l'une des meilleures à l'échelle de la planète. Le constat n'est pas fait au Maroc mais il est de plus en plus dressé par les observateurs avisés de l'étranger. Le dernier article en date a été publié par le quotidien espagnol à grand tirage, El Pais dimanche 22 Mars 2020 où ce dernier positionne le Royaume à «l'avant-garde mondiale» en matière d'adoption de mesures drastiques pour freiner l'expansion du nouveau coronavirus (Covid-19). «El Pais» explique en outre que le Maroc a pris l'initiative de prendre des mesures «plus restrictives» pour faire face à cette pandémie alors que d'autres pays sévèrement touchés par le coronavirus ont pris du retard.

Cette solidarité atteste et certifie que nous faisons Nation. Nous serons une brigade Marocaine irréductible tant que la discipline et la solidarité prédomineront. Nous devons garder cet état d'âme quelle que soit la durée de la pandémie Covid-19.

Le Maroc n'est-il pas in fine, en train de vivre un tournant dans son histoire ? Un nouveau chapitre s'écrit, ce nouveau modèle de développement tant attendu, la pandémie planétaire l'a interpellée en chemin ! Il est en train de se forger d'une manière instinctuelle où la survie du peuple passe avant l'économie et tout cela par la grandeur du Roi Mohammed 6 qui à pris les bonnes mesures, au moment opportun pour aviver un plan de bonne gouvernance et de sauvetage de bonnes augures.

Nous devons nous demander non seulement, en guise de conclusion, comment surmonter la l'épée de Damoclès de la Covid-19 puisque la discipline et la solidarité sont là, mais aussi et surtout quel genre de Maroc nous habiterons une fois la tempête du Corona est passée ?

Le Maroc au temps de Corona, un Maroc nouveau se façonne
Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 09/04/2020

Un anathème sanitaire a sapé l'humanité avec une telle célérité qu'elle semble avoir médusé tous les dirigeants de la planète. Nous perdons nos illusions : Ce qui semblait être le monde dominant et commandant la nature avec les rushs et les ruées des révolutions cognitives, biotechnologiques, de la microbiologie et de la biologie moléculaire a sombré subitement d'un coup. Ces édifices architecturés sur les dogmes du libéralisme, de la mondialisation, de la royauté du marché, de la main invisible et l'Etat gendarme voire même voyeuriste a laissé libre cours à une métempsychose pure et dure du Keynésianisme, voire même d'un nouveau socialisme de réconciliation sociale.

Ainsi, la leçon est patente, le postulat est clair : le marché que chantait en chorale les courants d'obédience ultralibérale à lui seul, ne peut être à lui seul le régulateur de l'économie pour régenter les crises partout dans le monde.

Il a fallu que la razzia d'une pandémie planétaire (Covid 19) affecte l'humanité pour que nous nous rendions compte que moult choses auraient pu être faites et depuis longtemps afin que le Maroc soit différent, sinon meilleur : Crise d'analphabétisme, de pauvreté, de déficit de santé, de citoyenneté ...

A quelque chose malheur est bon : Avec cette pandémie, près de 31 Milliards de Dhs ont été recueillis en quelques jours pour servir à équiper des hôpitaux, à réapprovisionner et ravitailler les besoins des familles les plus démunies, à approvisionner des stocks de médicaments pour étancher nos déficits sociaux. Cette mobilisation sociale sans précédent n'aurait-elle été pas faite naguère ?

Depuis avant-hier Mardi 7 Avril 2020, les familles et les personnes touchées par la crise ayant perdu leurs emplois et déclarés dans le système de la sécurité sociale, ainsi que les personnes disposant du RAMED ont commencé à percevoir leurs pensions issues du fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus créée le 15 Mars 2020 sous les auspices du Souverain Marocain.

Aussi, toutes les personnes faisant partie de la trame de l'économie informelle ne disposant pas de RAMED percevront dans les jours prochains des indemnités sociales en fonction du nombre de personnes à charge dans chaque famille.

Ainsi, le Maroc s'est montré, sur l'arène internationale, capable de mettre en place un dispositif de revenu universel qui permettrait à tous ses citoyens de se sentir prémunis, insérés et intégrés dans la société Marocaine.

Nous ne sommes pas en train d'écrire une autre page de l'histoire pour les générations nouvelles et futures ? Nous y inscrivons la manière dont nous traversons ce moment scénique de notre époque ou d'une nouvelle ère qui s'invente chaque jour, chaque heure. Nous avons ainsi l'opportunité de leur démontrer et attester que nous faisons preuve de solidarité, de tolérance, de compassion et d'entraide les uns envers les autres.

Cette cohésion à la Marocaine ne suscite-t-elle pas le lyrisme non seulement par la vivacité de sa mise en action, mais surtout par l'implication de toutes les franges de la société ? Une prouesse sociale d'envergure qui en dit long sur le degré d'adhésion pour obstruer la prolifération de la pandémie Covid-19.

Cette adhérence authentifie que nous faisons Nation. Nous serons une pléiade Marocaine irréductible tant que la solidarité prédominera. Nous gageons que nous devons garder cet état d'âme quelle que soit la durée de la pandémie Covid-19 et même une fois la tempête du Corona est passée.

Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 21/04/2020

D'emblée et en guise de prologue, la crise du Covid-19 ne constitue-t-elle pas le plus important challenge que les politiques publiques ont eu à "manager" depuis l'indépendance dans notre patrie ? Historiquement et rétrospectivement, aucune crise économique, politique ou sanitaire n'a eu les corollaires dirimants et ravageurs que nous sommes en train de traverser aujourd'hui.

Le défi posé par cette pandémie du Corona est d'autant plus d'actualité que le Maroc vit une phase difficile et complexe : Si le Maroc a connu d'importantes avancées sur la voie de la mise en place d'une nouvelle expérience démocratique connue sous l'Exception Marocaine et réussissant le Printemps Arabe, les transitions économiques et sociales achoppent devant de grandes embarras et notre pays peine à définir un nouveau modèle de développement économique et à mettre en place un nouveau contrat social. Ces difficultés sont venues grever sur les effets déprédateurs de cette pandémie du Covid-19.

Les répliques des institutions officielles n'ont pas tardé à se mettre en place : Sans balbutiement, les stratégies et la réactivité des autorités de l'exécutif Marocain n'a pas tardé à rétorquer en embrassant les dimensions économiques, sociales et sanitaires de la crise.

De notre point de vue, ces réponses doivent continuer à s'inscrire dans une stratégie globale en cherchant à extirper la pandémie et prémunir les citoyens Marocains et les acteurs économiques. A cet égard, au moins, trois priorités nous semblent incontournables :

1- La première des urgences dans la lutte contre le Covid-19 concerne l'arrêt de la transmission du virus. La réponse et la réactivité de notre pays a été rapide indépendamment de l'évolution de la pandémie et des expériences des autres pays (chose qu'il faut saluer). C'est ainsi qu'on est passé d'une stratégie de confinement limité à l'état d'urgence sanitaire décrété le 20 Mars jusqu'au lundi 20 avril 2020 et qui vient d'être prorogé d'un Mois, soit jusqu'au 20 Mai 2020 suite au conseil du Gouvernement du 18 Avril 2020. Or, les autorités publiques éprouvent encore de grandes difficultés à faire respecter le confinement (plus de

25.000 arrestations pour non-respect des mesures de l'état d'urgence sanitaire selon la DGSN et la présidence du Ministère Public) pour plusieurs raisons qui ne sont pas toutes liées à un manque de conscience de la part des citoyens. Il faut aussi mentionner toute cette population exclue du modèle de développement, qui vit au jour le jour et qui ne peut survivre à un confinement aussi strict.

Ces mesures sont incontournables au vu de la progression de la pandémie et des mutations inquiétantes du virus dans le monde et qui rendent sa maîtrise encore plus difficile.

Ces mesures ont été rapidement renforcées par une mesure importante à savoir le port des masques à partir du 7 Avril 2020. A cet égard, Pour garantir ces masques en quantités suffisantes et dans le cadre de la mise en œuvre des instructions Royales, les autorités ont mobilisé un ensemble d'industriels nationaux pour les produire, de même que leur prix de vente a été fixé à 80 centimes l'unité et ce, avec le soutien du Fonds spécial Covid-19.

Tous nos efforts doivent converger vers la réalisation de ces deux objectifs majeurs pour favoriser une maîtrise rapide de la progression du virus. Sur ce registre, les mesures proactives sous hautes instructions Royales ont permis d'éviter le pire et de mettre la pandémie sous contrôle au Maroc avait déclaré le Ministre de la Santé dimanche 19 Avril 2020. Ce sont ces mesures qui doivent être renforcées et valorisées ; elles sont des conditions sine qua non pour envisager un début de déconfinement.

La seconde priorité, c'est soutenir : Dans cette conjoncture mélancolique, l'Etat Keynésien est revenu sur le marbre de l'actualité, l'Etat qui est l'expression de la volonté du vivre en commun doit déployer des efforts laborieux dans la protection et la sécurité des citoyens et des acteurs économiques. A ce titre, toute une batterie de mesures ont été prises par le Gouvernement Marocain. Banque Al-Maghreb n'est pas en reste ; elle a également mis en place des mesures éminentes et "philanthropiques" qui couvrent les acteurs économiques en épaulant les entreprises à faire face à une cavernieuse crise de liquidité et ce en différant moult échéances fiscales ou sociales.

Notre chère Patrie a été intelligente en manipulant le levier monétaire ; les mesures budgétaires ont besoin d'un temps de conception ; une réponse par le

budget exige un mécanisme de validation, un vote au parlement... L'exécutif a donc commencé par la politique monétaire, car elle reste plus flexible dans les situations d'urgence. Elle concerne également un rapport direct entre banques et entreprises en traitant un problème réel et urgent : celui de la trésorerie.

Aussi, Bank Al Maghreb a pris un certain nombre d'initiatives en abaissant son taux directeur et en ouvrant la possibilité à un refinancement beaucoup plus large. Toutefois, il faut désormais inciter les banques à transmettre ces orientations à la sphère de l'économie réelle. Il faut de la veille et de la surveillance. En situation de crise, la banque centrale doit être beaucoup plus vigilante que par le passé.

Ces mesures altruistes ont également comporté les ménages avec des aides sociales pour les couches les plus défavorisées et les plus touchées Ramedistes et non Ramedistes où c'est la première fois qu'on utilise le transfert monétaire en tant que revenu d'assistance.

Toutefois, il est important de souligner deux points essentiels :

- La base de données, créée pour donner corps au RAMED souffre certes d'un certain nombre d'insuffisances, de déperditions, des fuites qui se matérialisent par effets secondaires négatifs : Des personnes qui bénéficient de transferts sans les mériter, et d'autres qui les méritent mais qui n'en bénéficient pas qui se comprend et se justifie par le choc de l'urgence où il a fallait très vite. Ce biais, les autorités en ont pris conscience et c'est pour cela qu'un autre soutien à l'adresse des non Ramedistes a été mise en place en attendant la mise en place du Registre social unique, qui est dans l'agenda politique.

- Si ces mesures étaient nécessaires et importantes, elles ont été marquées par l'urgence et l'approche de court terme ne doit prédominer (certes, le choc et l'urgence de cette question nous imposaient de réagir pour aller très vite dans la solidarité). Or aujourd'hui, il est clair que ce virus continuera à affliger notre Patrie pour des mois. Il est important de réfléchir sur les moyens de transformer ces formes de protection et d'aides pour les acteurs économiques et les citoyens et les rendre plus durables.

La troisième priorité, c'est de relancer : Le Souverain Marocain et la patrie sont persuadés que nous parviendrons à maîtriser cette pandémie. De ce fait, Il faudra avoir une vision de moyen et long terme dès maintenant en commençant à

prévoir et planifier l'après avec le Must de renouveler nos modes de vie et notre contrat social.

A ce titre, nous devons entamer notre réflexion dès aujourd'hui sur trois questions essentielles :

- La première concerne le regain impérieux de l'apostrophe sociale et la nécessité de redéfinir nos priorités sociales et sociétales. Sous cette optique, une nouvelle vision des secteurs de la santé, de l'éducation et des mécanismes de solidarité sociale doit être au cœur de nos urgences. Cette priorité doit commencer sur la base des besoins mis en évidence par la pandémie.

- La seconde question prioritaire concerne le modèle de développement économique et nos choix stratégiques, notamment dans le domaine industriel. Cette crise a remis à l'ordre du jour la notion de souveraineté et la nécessité de développer et de maîtriser un grand nombre de secteurs stratégiques dont l'industrie pharmaceutique. Il est important aujourd'hui de réfléchir sur les priorités de notre développement et les secteurs stratégiques que nous devons développer.

- La troisième question concerne les nouvelles technologies et la numérisation de nos procédures. En dépit des affirmations officielles et des efforts de certaines startups, nous continuons à enregistrer un retard dans le domaine des nouvelles technologies et de la numérisation. En effet, la distribution des aides sociales au cours de cette pandémie et les queues aiguës par les mesures barrières pour les paiements ont montré ce retard. Il est temps aujourd'hui d'élaborer une véritable stratégie pour rattraper le temps perdu et entrer véritablement dans le monde 4.0.

Endiguer, protéger, soutenir et relancer doivent être les grandes priorités et les grandes urgences d'une stratégie de gouvernance nationale de lutte contre le Covid-19. Avec les orientations Royales et la solidarité corps et âme entre les Marocains, nous gagnerons cette bataille.

La révélation Humaine et Sociale des Marocains au temps du Corona

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/04/2020

Avec la pandémie Covid-19, nous traversons une phase morose et épineuse, avec toutes les afflictions et les douleurs qui en résultent. Or, dans une telle atmosphère angoissante du corona, nous devons être optimistes en regardant la partie pleine du Verre : le Covid-19 ne nous a-t-il pas dévoilé de précieuses révélations sur le plan social, et humain ? Certaines ont été déjà connues et se sont amplifiées, tandis que d'autres ne furent-elles pas de véritables dévoilements ?

Ce séjour indésirable du covid 19 est en train de nous procurer des leçons sur le capital humain que recèle notre chère Patrie ; tous les Marocains de Tanger à Lagouira se sont montrés des héros dans la gestion au jour le jour si non minute-minute et seconde-seconde dans la gouvernance du corona.

Avec cet anathème, nous avons appris, chacun de nous, que l'Homme-Maroc-Citoyen instruit ou non instruit est un facteur déterminant dans la réussite de la bataille contre cette pandémie où les ressources sont d'abord et avant tout humaines.

Depuis peu, nous avons pu reconnaître, que les coûts cachés de l'ignorance et l'inconscience sont plus élevés que l'on croyait ; jadis, on estimait que les effets ravageurs de l'ignorance, de la maladresse et l'analphabétisme peuvent aller jusqu'à la délinquance, en passant par l'oisiveté et la pauvreté. Maintenant, ne voyons- nous pas littéralement que cela est aux antipodes dans notre patrie ?

Nous avons pu prendre acte que majestueusement c'est le Capital Humain du Maroc qui s'est réellement mobilisé, soit par des initiatives individuelles ou collectives pour empêcher le pire, en l'occurrence, les médecins, les infirmiers, les enseignants, les gardiens de paix et les services du nettoyage, désinfection et collecte des ordures à travers des agents de propreté (Hommes et Femmes) en premières lignes droit devant le virus Covid-19 avec un important arsenal déployé pour désinfecter les agglomérations, pour nettoyer les rues et stériliser les espaces publics et ce dans un élan de solidarité et un devoir de citoyenneté.

En sus, cette contagion ne nous a pas attestés que tous les secteurs sont interreliés ? Santé, sécurité, économie, éducation, médias, n'interfèrent-ils pas

ensemble, pour induire que la transversalité devient la règle et que seul l'Homme Marocain constitue le point de relai entre les différents champs d'action ?

Dès lors, nous en concluons que, les actions de l'Etat doivent être interdisciplinaires plutôt que de bâtir des plans économiques et chercher, subséquemment, des convergences sectorielles. Le professionnalisme par laquelle est entrain d'être bataillé ce virus au Maroc est due en grande partie à l'approche intégrée et multidisciplinaire d'un problème à caractère sanitaire. Ces efforts auraient pu être beaucoup plus consolidés par une infrastructure de R&D, hélas, quasi inexistante au Maroc. La recherche scientifique (pas seulement médicale) n'est-elle pas un maillon transversal incontournable qui cimente l'ensemble des activités économiques et sociales dans les pays émergents ou développés ?

Aussi, nous remarquons avec satisfaction et gaieté que les médias traditionnels Marocains sont entrain de récupérer leur influence : Pour gagner son combat du 4ème pouvoir contre le Covid 19, l'Etat Marocain ont eu recours aux chaînes officielles, en l'occurrence, bouquets de la RTM et 2M, longtemps désertées à la faveur des réseaux sociaux, à cause d'une overdose du contenu vicinal et rebattu. Toutefois, nous avons remarqué que les Marocains ont regagné les chaînes TV Marocaines une fois le contenu s'est hissé, intéressés par les bulletins d'information, les capsules vidéo explicatives, informatives, constructives.

Ainsi les chaînes traditionnelles sont capables de redorer leur blason en bâtissant un Maroc fort et émergent que nous escomptons ; les chaînes classiques sont capables de reconquérir l'auditoire Marocain à condition de télédiffuser plus de contenu intéressant et constructif dans leurs programmes.

En sus, acculé aux contraintes de la crise, le Maroc est en train de réaliser un grand tremplin vers l'économie digitale où le Capital Humain Marocain a pu développer un savoir-faire qui sera certainement capitalisé au profit de notre chère Patrie ?

A titre illustratif, parmi, les compétences acquises grâce à la pandémie du Covid-19 est l'acheminement sensationnel vers la maîtrise et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ainsi,

le secteur public à travers les administrations, le secteur privé via les entreprises, les étudiants, etc. sont dorénavant taillés à utiliser les outils de la NTIC, stimulant conséquemment la transition numérique du Royaume. Partant, le E-learning, E-gouvernement, E-commerce, Remote Work,etc. ne sont-ils pas présentement une réalité alors qu'ils étaient des chantiers d'avenir?

Les illustrations sont alléchantes et prometteuses augurant d'un Maroc post-crise complètement différent. A titre d'exemple, sous l'étau du confinement, les enseignants sont capables désormais d'enseigner des cours à distance sur des plateformes en utilisant des logiciels adéquats, où les étudiants assimilent les connaissances sur le net et les différents portails académiques.

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale CNSS dématérialise toutes les démarches d'indemnisation, les administrations sous la contrainte du confinement délivrent à distance des documents officiels numériques et tiennent des réunions à travers des téléconférences.

La pandémie du Covid 19 a été un grand dévoilement aux responsables au niveau de l'administration centrale et régionale, rigoureux, plus expérimentés dans le travail en réseau, le travail en situation de tension, la gestion des priorités, la prise de décision, le discernement, la réactivité, la communication et autant de précieuses qualités qui passaient inaperçues en temps ordinaire.

Que ce soit dans le secteur public ou privé, les médecins, les infirmiers, les enseignants, les gardiens de paix et les services du nettoyage, à travers des agents de propreté Femmes et Hommes (veillant, craintif, responsable et social.....) ont montré leurs meilleurs talents et compétences avec professionnalisme et dévouement et par conséquent le meilleur visage du Maroc :

D'ores et déjà, les Marocains accepteront plus commodément les changements majeurs, autant de prérequis péremptoirs au Maroc de demain et qui est en train de démontrer assurément que nous sommes confinés mais engagés! Parce que la distanciation sociale nous rapproche de l'essentiel, Parce que les plus belles créations et ingéniosités se révèlent en tant de crise, Et parce que la solidarité et l'altruisme prennent encore plus de sens et de couleurs en ces temps.

Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 02/05/2020

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une ampleur sans précédent, augure d'une crise économique mondiale bien plus profonde que celle de 2008/2009, l'économie nationale extravertie, a été impactée en conséquence, notamment au niveau des secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux du Maroc 3M (les secteurs exportateurs ayant diminué de 80%), les recettes au titre des voyages, les transferts des Marocains du Monde MDM (- 10%) et les investissements directs étrangers IDE.

Dans cette optique et pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume a pris une décision prudente en procédant, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans.

Faut-il rappeler que l'accord conclu avec le FMI au titre de la LPL accompagne la mise en œuvre des politiques économiques des autorités Marocaines et visent à atténuer les vulnérabilités budgétaires et extérieures tout en consolidant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive, ainsi qu'une assurance utile contre les risques exogènes. Et pertinemment pour se prémunir contre les risques des chocs externes dus à la pandémie, le Maroc a procédé sagement à cette nouvelle décision qui vient s'additionner aux mesures prises par le Comité de Veille Économique (CVE) et aux efforts déployés en matière de mobilisation des financements extérieurs.

Rétrospectivement, ce tirage, s'inscrit dans le cadre de l'accord relatif à la LPL, conclu avec le Fonds Monétaire International en 2012 approuvé le 3 Août 2012 pour un montant d'environ 4,1 Milliards de dollars de DTS, le deuxième, d'un montant de 3,2 Milliards ayant été approuvé le 28 juillet 2014, et le troisième, d'un montant de 2,5 Milliards, le 22 juillet 2016, renouvelé en décembre 2018, dans le but de l'exploiter comme assurance contre les chocs extrêmes, comme celui que connaît actuellement l'économie mondiale.

En dépit des divergences du recours ou non à l'endettement, nous pensons, d'emblée, que cette levée va permettre d'estomper les contrecoups de cette crise mondiale sur l'économie nationale, et ce en préservant les réserves de change à des niveaux commodes ce qui se traduirait pas la consolidation de la confiance des investisseurs étrangers et des partenaires économiques du Maroc au regard du tissu économique Marocain.

Aussi, ces réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés , et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux secteurs exportateurs (ayant dimunié de 80%) en plus de la baisse des transferts des MRE (-10%) et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes).

Ce tirage permettrait de renflouer et d'alimenter la balance de paiements en réserves de changes et n'impactera pas la dette publique selon les dires du Ministre de l'Economie et des Finances Mohamed Benchaâbou.

Avec la pandémie du Covid 19, nous perdrons des milliers d'emplois, décréter une politique de rigorisme et d'austérité est suicidaire pour la stabilité de notre patrie et inefficace même à terme. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous pensons qu'il n'y pas de temps à la critique, aux querelle idéologiques et théoriques antilibérales, ce n'est pas aussi le moment de faire preuve de sectarisme qui va à l'encontre des institutions de Bretton Woods.

Cette circonstance exceptionnelle exige que chacun de nous se consacre pour le bien commun du Maroc. C'est l'urgence et le pragmatisme qui sont de mise et c'est d'ailleurs dans ce cadre qu'intervient la mesure sage et intelligente à travers laquelle le Parlement Marocain a donné son aval à l'exécutif Marocain du surpassement de la barre de la dette extérieure décrétée dans le cadre de la loi de Finances de 2020.

Rappelons qu'en économie, il n'y a pas de cadeaux, le FMI a accordé cette ligne qui est loin d'être un gratis, mais parce que le Maroc mérite cette confiance basée sur plusieurs critères, entre autres la bonne tenue des fondamentaux économiques du Maroc et la mise en œuvre saine des politiques économiques

ayant contribué aux solides résultats macroéconomiques. Il a fallu être intelligent pour éviter le pire en saisissant cette opportunité.

La décision est prise et ne pourra qu'être saluée, il s'agit maintenant de voir loin devant en mettant en place des mesures nécessaires pour assurer sa résilience face à cette crise avec la rapidité et l'efficacité nécessaires en termes de prise des décisions et des mécanismes appropriés permettant de mettre l'économie nationale sur les rails d'un sentier de croissance forte et durable, dans le monde d'après la crise.

FOR AUTHOR USE ONLY

Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 22/05/2020

C'est devenu un secret de polichinelle que la Covid-19 chavire et ébranle, de jour en jour, notre planète, même le plus ignare constata que le Coronavirus chamboule, au fil des jours, notre train de vie, notre routine et notre monotonie.

Par l'amplitude de la tragédie des pertes humaines (plus de 320 255 décès selon l'OMS.), la célérité de sa contamination (plus de 4,9 Millions cas) et notre agénésie à stopper sa transmissibilité, ce microbe est à l'origine d'une grande frousse sans égale depuis la seconde Guerre mondiale et la grande dépression des années 30.

En sus de l'effroi qu'elle a suscité, cette pandémie sanitaire de grande magnitude est en train de remettre en cause nos accoutumances et notre seconde nature ? La Covid 19 n'est-elle pas entrain de révolutionner nos pratiques politiques, économiques et sociales ? Cette épidémie n'est-elle pas témoin des dérivations d'une économie globalisée qui a eu des effets pervers sur notre biodiversité et notre société ?

C'est devenu une tarte à la crème l'opinion que plus rien ne sera comme avant, monde du business et des affaires, milieu politique, acteurs de la société civile, intellectuels et penseurs

C'est une autre économie que nous devons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la fameuse métaphore de la main invisible d'Adam Smith, c'est une autre économie que nous devons nous attacher à refondre très loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich en l'occurrence dans son Best-seller dans les années 90 " l'Economie Mondialisée".

Nous pensons que c'est un nouvel édifice économique qui se reconstruit autour de six piliers essentiels.

- Le premier pilier concerne le comeback en force du concept de la souveraineté de l'Etat et de frontières. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été étayée sur le désaveu du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales, à l'instar des Firmes

Multinationales FMN ou les grandes unités interterritoriales pour reprendre l'expression de Maurice Byé.

Ce credo est en train d'être suppléé et les pays, au temps du Covid-19 sont en train de remémorer la nostalgie de l'auréole nationale, notamment dans les investissements massifs dans les infrastructures et les industries stratégiques, comme les grands projets des barrages durant les années 70 avec la vision éclairée de feu Hassan II, les industries industrialisantes en Algérie si cher à Destanne de Bernis, et les industries lourdes en Asie notamment au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, singulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience et leur aliénation pour les produits industriels attisée par la mainmise de la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leurs illusions du mythe de la fin de souveraineté pour se repositionner sur les chaînes de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

- Le second pilier a trait au retour majestueux de l'Etat et la mission prédominante qu'il est entrain de jouer dignement dans la gestion de cette pandémie et qu'il continuera à assurer dans le monde post-covid-19. Ce regain sensationnel de l'Etat dans la bataille contre les effets alarmants de la pandémie, ainsi que sa gestion économique et sociale, a volatilisé les conceptions du rôle régulateur de " l'Etat Gendarme" et la nécessité de cantonner son interventionnisme dans ses fonctions régaliennes et à la correction des incohérences du marché.

- Le troisième pilier concerne le retour en force, partout dans le monde, de la dimension sociale. Les inégalités sociales extrêmes à travers des rapports alarmants d'OXFAM (qui montrent, avec des réalités chiffrées, l'hiatus abyssal entre nantis et démunis) n'ont-elles pas dévoilé les limites de la globalisation "happy" à contribuer à l'optimum social et à endiguer la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalisation ?

Aujourd'hui plus que jamais, la pandémie du Covid-19 est à l'origine d'un retour du social et d'une plus grande prise en compte de l'effort de solidarité et

des investissements dans la santé et dans l'éducation par l'Etat afin de créer une nouvelle socialité.

- Le quatrième étau est lié à la globalisation de la production et à la perturbation des chaînes de valeur mondiale qui a favorisé une grande division internationale du travail au niveau mondial et qui a fait de notre monde un petit village planétaire pour paraphraser Marshall McLuhan. Assurément, ce trend a été fortement remis en cause au cours des dernières années avec les guerres commerciales et les mesures de représailles, singulièrement entre les Etats-Unis et la Chine. Sur l'échiquier mondial, la pandémie de la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'interpeller les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux ?

- Le cinquième cheval est en rapport avec la financiarisation de l'économie jalonnée par la sophistication de l'ingénierie financière (marché à terme, contrat dérivés, titrisation.....etc.) qui a constitué une armature essentielle de la globalisation et un pendant majeur de celle de la production. Manifestement, la crise de 2008-2009 a contribué à ciseler ce mythe et les normes de risques mises en place avec les accords de Bâle 3 dictée par le G20 en 2010 qui ont été à l'origine d'une introversion des grands groupes bancaires et financiers sur leurs bases nationales ou régionales.

- Le dernier pilier concerne la gouvernance de la globalisation, de la finance mondiale et la tentation de circonscrire la place des entités multilatérales comme la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI, les Nations- Unies....etc. Or, la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas exhibé l'importance du rôle des institutions de gouvernance mondiale dans la gestion des crises économiques : Pour preuve, pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume n'a-t-il pas procédé auprès du FMI, en Avril 2020, à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans afin de renflouer les réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés , et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux

secteurs exportateurs, en plus de la baisse des transferts des MRE et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes) ?

A l'appui des points évoqués ci-haut, à la différence de toutes les épidémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie du Covid-19 n'est-elle pas venue renforcer la crise de la globalisation et la mélancolie qui la couvre depuis quelques années ? Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques ne sont-ils pas en train de façonner un nouveau monde et une nouvelle architecture qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis quelques décennies ? La pandémie du Covid-19 n'est-elle pas en train d'ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité à travers l'émergence d'une nouvelle expérience humaine plus solidaire, ouverte et démocratique ? Le temps est révélateur !!

FOR AUTHOR USE ONLY

Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 02/05/2020

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une amplitude sans égale, engendra une asphyxie économique financière et sociale mondiale bien plus acérée que celle de 2008 avec tous les pronostics apocalyptiques des instances économiques internationales comme le FMI, l'OMC ou la CNUCED : Hausse de l'oisiveté, banqueroute de milliers d'entreprises, altération de la croissance économique et du PIB aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Tous ces indicateurs sont les pièces à conviction d'une crise économique et sociale sans précédent que le monde n'a vécu depuis le Jeudi noir des années 30.

Comme l'exception confirme la règle, au Maroc la pauvreté se délaie pour faire mouche à la classe moyenne qui est le pivot central de la consommation endureissant une hausse du chômage et une quasi-léthargie des activités économiques liées à toutes les branches et les secteurs de l'économie Marocaine, principalement le secteur du tourisme, de la restauration et de voyage d'une façon irréfragable.

Les débouchés classiques du Maroc (France, Espagne et les pays de l'UE) sont fortement altérés par la pandémie du Covid-19. Le Maroc ne peut compter sur eux pour assurer ses exportations, attirer des investissements ou charmer des touristes qu'après quelques années. Les effets négatifs sur l'agriculture ou gouverner, c'est pleuvoir, l'industrie, le tourisme et les services sont nettement audibles.

La pandémie du Covid-19 n'épargna non plus les équilibres macroéconomiques : L'endettement extérieur ascensionna avec un coût économique tiré vers le haut tant que les fondamentaux économiques frôlent des seuils critiques. Le déficit public, celui de la balance commerciale ou de paiement s'inscrivent dans des trends haussiers. A ce titre, les réserves de changes sont très affectées surtout avec le décélération du tourisme, des transferts des MRE et des investissements directs étrangers IDE et les secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux.

La situation ne devrait pas retourner à la normale dans délais courts vu que la conception d'un vaccin prendra plusieurs mois. Plusieurs prophylaxies doivent être prises en matière de déplacement, de shopping ou pour les services de loisir ce qui a impacté les chaînes de production et d'approvisionnement. Un constat qui a accéléré la création de nouveaux modèles économiques prenant en considération les risques sanitaires et épidémiologiques. Les activités de télétravail, les achats online, les services numériques commencent à prendre le relais à la place des modèles génériques.

Comme dit le dicton toute pièce a son revers, sur le plan social, on nota la résurgence du siège si chaleureux de la famille dans le corps social Marocain après de longues années de retrait au profit de l'individualisme, "l'égoïsme" et de l'espace numérique. La résurrection de la place de la "Smooth Family" se fit à travers la présence de canaux virtuels entre les individus. Un new mode social vit le jour faisant une mixture entre les us traditionnels et les interactions virtuelles où le commun des mortels trouve asile en temps de confinement.

Le social est mis sur son piédestal à travers la redéfinition de la place de l'État et ce après son retrait partiel durant les années des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et le rush des privatisations qui s'ensuivirent. A l'appui de nos allégations ; Jeudi 28 Mai 2020, Chakib Alj patron du patronat et le bureau de la CGEM n'ont- il pas été reçus au Cabinet Royal en même temps que plusieurs Ministres ? le Souverain Marocain n'a-t-il pas ordonné ses Hautes Instructions pour une mobilisation forte de l'État pour accompagner les opérateurs économiques pour la réussite de la reprise économique pour soutenir le secteur privé. Ce message Royal à forte dose stratégique n'est-il pas témoin du renouveau du l'Etat ?

Pour émuquer les rétroactions économiques du Covid-19, des Milliards de Dirhams ont déjà été recueillis, et chaque Marocain, chacun selon ses moyens, continue à se mobiliser.

Cette ferveur ne nous montre-t-elle pas tous les signes d'une nation solidaire, soudée et unie avec une seule visée celui de tarir le Covid 19.

Aussi, cette cohésion sociale se concrétise par les gestes au jour le jour : N'est-il pas admirable cette jeunesse Marocaine dotée de masques, de désinfectants, à

leurs frais pour aseptiser les moyens de transport et qui propose ses services, pour faire les courses à la place des plus âgés ou ceux et celles qui partagent des subsistances et des provisions avec leurs voisins ?

En plus du plan d'action médicale mis en place par la tutelle, l'arrivée en renfort de la médecine militaire sur Hautes instructions du Souverain Marocain, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces Armées Royales n'exhibe-elle pas une réanimation du sens du devoir, de la solidarité et la cohésion nationale ?

Cette missive n'est-elle pas témoin du soutien du Souverain Marocain aux opérateurs économiques toutes tailles, tous secteurs et toutes régions confondus ?

Cette confiance royale ne consolide-t-elle pas notre détermination à réussir la relance de notre économie dont les valeurs sont: la solidarité, le patriotisme et la citoyenneté ?

La gestion du confinement, de la crise économique et des mesures de lutte sanitaire ne relève-elle pas exclusivement des institutions publiques ? La pandémie du Covid-19 n'a-t-il pas renforcé le rôle de l'Etat en matière d'encadrement des citoyens ?

Aujourd'hui, l'apostrophe qui interpelle les décideurs Marocains : Quel est le mode de développement nous voulons pour le Maroc Post-Covid-19 ? Est-ce que nous allons étayer nos chaînes de valeurs mondiales, ainsi que nos débouchés sur nos partenaires classiques à travers le fameux modèle la croissance tirée par les exportations Export Led Growth Strategy ? Ou nous allons édifier et relancer les piliers de l'économie nationale sur le modèle Keynésien à travers la consommation intérieure et l'industrie tout en soutenant la classe moyenne ?

Ce choix nécessitera davantage une audace politique et une sagacité stratégique où il est pertinent de revoir le système fiscal national pour être plus juste permettant une répartition équitable des richesses afin de lutter contre la pauvreté et d'élargir la classe moyenne censée être le moteur de la demande intérieure.

Aussi, il est primordial de mettre en place les jalons d'une économie solidaire basée sur la production collective et le produit local et du terroir, les plateformes d'échanges numériques et non numériques locales sur la base d'une utilisation

durable des ressources et des énergies, le développement des compétences locales dans le cadre d'un système, culturel, intégré, solidaire et durable.

A côté de la vulnérabilité de l'économie Marocaine, cette solidarité certifie que nous faisons Nation. Nous serons une brigade Marocaine irréductible tant que la solidarité prédominera. Combien j'espère que nous gardions cet état d'âme après la pandémie Covid-19.

FOR AUTHOR USE ONLY

Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can't breathe

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 12/06/2020

De Toronto à Madrid, le dernier chant de cygne "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas devenu le cri d'orfraie d'un monde qui feutre sous la tyrannie du racisme ? De Berlin à Paris, le dernier soupir "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas la "clabauderie" d'une humanité suffoquée par le despotisme de la xénophobie ? De Washington à Sidney, la dernière haleine "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-elle pas le stigmate d'une aversion asphyxiée par un jingoïsme chauvin ? "I Can't Breathe" tout court n'est-il pas devenue le slogan aussi plus contaminant et plus contagieux que la Covid-19 ?

Faut-il rappeler que "I Can't Breathe" est une phrase originale prononcée par Eric Garner avant sa mort en Juillet 2014, alors qu'il subit une immobilisation par étranglement d'un officier du département de police de New York. La vidéo de Garner détenue par plusieurs officiers le montrait disant " Je ne peux pas respirer" onze fois avant rendre l'âme. À la suite de l'acquittement en Décembre 2014 de l'officier en cause, le slogan "I Can't Breathe" devient populaire dans les manifestations raciales qui se généralisent partout dans le monde.

Dans plusieurs contrées, à l'âme de George Floyd et en geste politique, la posture d'un genou sur le cou incarné par des policiers, des stars, des emblèmes politiques et par la foule humaine chronométré de 8 minutes 46 secondes de silence, qui a agonisé tout ce temps sous les genoux de ce policier misanthrope Américain en guise de solidarité avec la famille de George Floyd et la famille de bonne couleur du monde entier

Sur les réseaux sociaux : Le visage de George Floyd figure sur des milliers de publications ; son cri étouffé fait écho dans le monde entier, "I Can't breathe", ou avec des hashtags comme "Black Lives Matter" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas la misanthropie policière et rappelle que le racisme persiste encore au 21^{ème} Siècle ?

La bestialité de la mort de George Floyd à Minneapolis aux USA, lundi 25 mai 2020 transcendant les frontières Américaines et Communautaires pour se muer en icône mondiale remet sur le marbre de l'actualité la plus importante de la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite

celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique « I've Been to the Mountaintop » pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial , ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations raciales et les les ségrégation raciale qu'on a cru inhumer.

Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui. En effet, nous devons prôner un modèle de société ouvert et tolérant.

Dans cette société, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour le racisme, la xénophobie et les discriminations fondées sur la couleur des gens. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

FOR AUTHOR USE ONLY

Les Relations Economiques Internationale Virales à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 24/06/2020

La pandémie du Coronavirus qui est née en Décembre 2019 à Wuhan en Chine a bouleversé l'ordre mondial. Cet état de choc et de détresse ou ce que certains économistes appellent "sidération mondialisée" a eu un impact important sur les Relations Internationales en attisant les agissements énergumènes chez tous ceux qui étaient enclins à développer des théories "complotistes", provoquant ainsi le développement de tensions nouvelles, sur les laboratoires biologiques ou bactériologiques, entre les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, une guerre sanitaire est venue se greffer à la guerre commerciale qui oppose ces deux pays. Elle s'est traduite par une crise sanitaire pernicieuse, un choc brutal sur l'économie mondiale, et l'exacerbation des Relations Internationales notamment entre les Etats-Unis et la Chine.

Du fait de l'autarcie de la totalité des pays et du confinement de la planète, la pandémie du Covid-19 a engendré une panne foudroyante des Relations Economiques Internationale. C'est la plus alarmante crise économique mondiale depuis celle des années 30, car elle porte préjudice à la demande et à l'offre : D'une part, les salariés (demande) n'ont plus de sources de revenu et les entreprises (Offre) à la pause économique ne génèrent plus de chiffre d'affaires, d'autre part.

La boule de cristal du FMI sur les projections de croissance de l'économie mondiale pour les années 2020-2021 sont inquiétantes avec une anémie économique de plus de 3 points du PIB, et une fissure du commerce mondial de 11%. La Banque Mondiale dans son dernier rapport "Perspectives économiques mondiales" prophétise une contraction de 5,2 % de l'économie planétaire. Ces statistiques ne sont pas figées et évolueront au gré de la pandémie et/ou le rebond de l'activité économique mondiale.

Ainsi, avec le village planétaire de la globalisation et de l'interférence économique entre pays qui en résulte, moult pays occidentaux ont anticipé de relocaliser leurs unités des biens stratégiques en raison de la décélération de l'économie internationale, d'où une menace du retour des barricades du protectionnisme. Ceci est d'autant plus d'actualité que l'OMC a été

partiellement verrouillée par Donald Trump ce qui porte préjudice à la Coopération Economique Internationale alors que le G20, qui avait joué un rôle décisif dans le désamorçage de la crise économique mondiale de 2008, se trouve paralysé et inerte dans la gouvernance mondiale de la pandémie du Covid 19 ce qui obscurcit et envenime davantage les Relations Internationales.

A cet égard, faut-il rappeler que depuis le scrutin de Donald Trump en Janvier 2017 à la maison blanche, la politique étrangère Américaine s'est régentée vers la fameuse sémantique "America First" ou " L'Amérique d'abord " qui s'est matérialisée par la défense farouche et conformiste du nationalisme avec une scepticisme à l'égard du multilatéralisme et l'aide au développement. C'est ainsi que le pays d'Oncle Sam a tiré sa révérence de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), Accord de Paris sur le climat et l'ALENA ainsi que de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme.

Cherchant à reboucher le vide laissé par les USA, la Chine tente de légitimer ses meilleures mesures de réplique à la crise à l'aide d'une propagande de communication sans précédent, en vue d'évaser sa sphère d'influence, d'émasculer davantage l'alliance transatlantique, et de resserrer la pertinence de son modèle de gouvernance. La Chine profite ainsi de cette crise pour conforter sa position en tant que protagoniste de l'assistance internationale en faveur des pays du Sud, notamment Africains. La Russie semble également prête à se saisir de l'opportunité stratégique offerte par cette pandémie pour déployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande puissance sur l'échiquier mondial. Pour éviter une redistribution des cartes qui leur seraient défavorable, les Etats-Unis ne seront-ils pas amenés à déployer des efforts louables pour redorer leur blason d'or de puissance sur l'arène internationale?

Aussi, Donald Trump s'est incommodé sur les Relations Economiques Internationales notamment avec la Chine considérée comme le principal concurrent des USA pour siéger à la première place sur l'échiquier international. En sus, dès 2018, Donald Trump a déchaîné une guerre commerciale à l'encontre de la Chine constituée de hausses en cascade des taxes douanières et de mesures de représailles. Et ironie du sort, la pandémie du Covid 19 va lui donner une autre occurrence de s'acharner contre la Chine, en l'accusant d'avoir différé l'annonce de la pandémie du Covid 19 qui s'est manifestée à Wuhan,

ainsi que d'avoir dépassionné sa gravité. A ce titre, les Relations Internationales entre Pékin et Washington se sont tendues en réclamant des Milliards de dollars à la Chine pour les dommages collatéraux causés par la Covid-19.

De surcroît, les Relations Internationales sont devenues tempétueuses entre les USA et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dirigé par l'Ethiopien Tedros Adhanom en le taxant d'avoir mal géré la crise du Covid-19, et de soupçonner l'OMS d'être en connivence avec la Chine. En corollaire, Donald Trump ordonna la suspension de la contribution financière des Etats-Unis à l'OMS qui est de l'ordre de 500 millions de dollars annuellement.

Entre souris et chat, toujours en querelle, le casse-gueule Chine/Etats-Unis s'est rencogné lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020 où les USA et certains pays occidentaux ont tenté de faire adhérer Taiwan à l'Assemblée mondiale de la Santé, mais en vain du fait de la répulsion et le rejet ferme de la Chine qui considère que Taiwan fait partie de la territorialité chinoise.

En sus, les Relations Internationales ont été court-circuitées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début de la pandémie du Covid-19 sans coordination ni solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus pâti de la pandémie.

La Commission Européenne, qui avait pourtant promis de faire entrer l'Europe dans l'ère de la géopolitique, n'a-t-elle pas irradié par sa taciturnité alors que les États membres ont préféré répondre par des mesures individuelles et unilatérales, en barrant leurs frontières et en interdisant l'exportation de matériels de protection pour éviter l'épuisement de leurs stocks ?

Cette balkanisation de la solidarité Européenne était ostensible au grand jour de la pandémie lors des appels à l'aide lancés par les deux pays les plus sèchement macérés (Italie, Espagne), qui ont dû accepter l'appui inattendu émanant de pays comme la Russie et la Chine.

La désolidarisation entre les pays de l'UE se mesure avant tout au refus des dirigeants du G20 de permettre aux pays pauvres frappés par la pandémie de suspendre le remboursement de leurs dettes. Ces divisions se traduisent également par une guerre sémantique qui étancher l'adoption de déclaration ou de résolution commune au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. L'approche

étriquée et avaricieuse des Organisations Internationales au regard de cette pandémie consacre l'obscurcissement du multilatéralisme, qui continue de subir des coups de boutoir, au moment où l'Humanité en a le plus besoin.

Avec les déplaisances des instances de Bruxelles et pour atténuer les contestations, l'Allemagne et de la France proposèrent le 18 Mai 2020 la création d'un Fonds de relance doté de 500 milliards d'euros au profit des secteurs et des régions de l'Union Européenne les plus affligés par la Covid-19 en autorisant des déficits publics supérieurs à 3%. Cependant, les pays du Nord de l'Europe continuent de rejeter l'idée de mutualiser leurs dettes en créant un fonds de relance financé par la dette commune de l'ensemble des Etats membres (coronabonds). Ces divergences, qui ressurgissent au lendemain du Brexit, jettent également de l'ombre sur les ambitions d'autonomie stratégique de l'UE. La crise sanitaire du Covid-19 a ainsi révélé les défaillances du projet Européen en tant qu'entité politique, en dévoilant de nouvelles fractures au sein de la zone Euro et en créant un "collapsus" qui risque d'alimenter les courants eurosceptiques. Par ailleurs, mannes financières promises restent "abstraites" aux yeux de l'opinion publique européenne et contrastant fortement avec la "matérialité" » de l'aide chinoise et russe, sur lesquelles les deux pays ne cessent de communiquer à profusion.

A cet égard et pour tempérer encore une fois les déconvenues qui s'alimentent dans l'Union Européenne, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont proposé un secours résidant dans la mutualisation de la dette c'est-à-dire sans que les pays affectés n'aient de prêts à rembourser. Le Parlement Européen plaida de son côté pour que le plan de relance global atteigne les 2 000 Milliards d'euros. Toutefois, si les instances Européennes s'accordent sur la nécessité impérieuse d'une action commune et solidaire, les vieux "fendages" économiques entre États du Sud et du Nord sont toujours présents.

En outre, avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aérienne et maritime, les Relations Economiques Internationales ont subi de plein fouet la perturbation des chaînes de valeur mondiale ; une perturbation qui favoriserait assurément le retour vers les Etats-Nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux. D'ores et déjà, la priorité sera désormais accordée à la proximité dans le cadre de mouvements de relocalisation pour permettre aux pays de se protéger des risques de dépendance vis-à-vis des contrées lointaines.

En guise de conclusion et à la différence de toutes les pandémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie Covid-19 aura indubitablement dévoilé un monde désuni sous le prisme de multipolarités exacerbées et venue fustiger la crise de la globalisation et le spleen qui la couvre depuis des années.

Les Relations Economiques Internationales sont en panne d'inspiration, le tribut économique payé par l'économie mondiale au COVID 19 est colossal : Tout s'est arrêté puisqu'il faut stopper la vie économique pour ne pas risquer la mort des citoyens. Cette équation a mis en péril tout l'échafaudage de l'économie internationale et de la finance mondiale (fermeture des marchés étrangers, chute des IDE, arrêt des fusions-acquisitions.....etc.)

Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques sont en train de configurer une nouvelle architecture des Relations Economiques Internationales qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis des décennies.

C'est une autre forme de Relations Economiques Internationales que nous devons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith. C'est une autre économie internationale que nous devons nous attacher à refondre loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich dans son Best-seller des années 90 "l'Economie Mondialisée".

Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 05/07/2020

Nul ne doute qu'avec la pandémie du Covid-19, le monde est entrain d'assister à un chambardement de l'agenda international débobiné par les principales instances internationales (ONU en particulier), ainsi que par les omnipotences mondiales tel le G7 et le G20.

Indéniablement, des dissertations ont, plus ou moins, abordé les corollaires des endémies et/ou des épidémies sur la géopolitique mondiale. Cependant, les institutions les plus réputées en matière de pronostics, FMI, Banque Mondiale, OCDE....., n'ont pu conjecturer les scénarios eschatologiques de la Covid-19. La pandémie du Coronavirus n'a-t-elle pas arboré la caducité des instruments de concertation matérialisés par une gouvernance financière, économique et sociale mondiale mise à genoux par la rapidité de la propagation du virus ?

Alors que cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales est manifeste. La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par le "selfish" des Etats où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 ?

Sous cet angle, l'on a décelé :

- Le retour en force du concept de la souveraineté de l'Etat et des frontières et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été boisée sur l'apostasie du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales et des Firmes Multinationales FMN.

Ce dogme est en train d'être substitué et les pays, à l'heure du Covid-19 sont en train de retracer la nostalgie de l'éclat national, notamment dans les investissements râblés dans les industries stratégiques, à l'instar des industries lourdes en Asie au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, particulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience pour les produits industriels attisée par la "dictature économique" de

la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la Covid-19 et la cloison des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leur prestidigitation de la souveraineté pour se redimensionner sur les chaines de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

Sur le rebord mondial, la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'apostropher les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations et des frontières?

- Dans ce contexte d'interférence accrue aux effets domino pour reprendre Richard Baldwin, la globalisation est plus perceptible comme une épée de Damoclès à refréner qu'une opportunité à saisir. Ainsi, dans le temps et dans l'espace, la géopolitique mondiale se résume à un faciès des rapports de force, une architectonique mondiale qui a été chavirée mettant tous les contrées pays développés ou en développement, sur le même pied d'égalité au niveau de la confrontation du danger public du Covid-19. Il s'agit d'une induction qui n'épargne aucun Etat, ou pour paraphraser le politologue Américain James Rosenau, une zone de turbulence qui a pris d'assaut tous les Etats impuissants face à ce phénomène quasiment chaotique.

- Sur le plan politique, le monde est entrain de vivre une nouvelle étape dans l'équilibre des forces mondiales : Jusqu'à quelques années, la géopolitique mondiale a été dominée par un système unipolaire où les USA avaient la position de leadership aux niveaux économique, technologique et même militaire. Avec la pandémie de Coronavirus et la course effrénée pour trouver la formule du vaccin du Covid-19, la cartographie mondiale bifurque vers un système multipolaire. Avec le sprint échevelé pour concevoir l'équation miracle de l'immunité contre la Covid-19, des domaines d'influence commenceront à apparaître et qui outrepasseraient, à l'avenir, le cadre militaire de la domination.

- les Etats-Unis et l'Europe, obnubilés par leur perte d'emprise, sont encore sur la défensive, se cherchant une piazza dans la grande "bataille des récits", pour reprendre l'expression du chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Cet éréthisme se vérifie dans l'absence de l'hégémonie Américaine dans la lutte contre la pandémie et dans la syncope de la concertation intra-européenne.

Aussi, la cartographie mondiale a été jalonnée par la rétrogression des USA de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, ainsi par leur alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël.

A cet égard, la Chine ne rate aucune opportunité, cherchant à étancher l'hiatus laissé par les USA, l'Empire Céleste en légitimant ses meilleures mesures de riposte à la crise sanitaire du Covid-19 par sa réactivité et l'ampleur de sa politique de la générosité, comme la grande puissance utile, altruiste et responsable, en vue d'élargir sa sphère d'influence, de tordre davantage l'alliance transatlantique, et d'imposer la pertinence de son modèle de gouvernance mondiale.

Le Toit du Monde profite ainsi de cette crise mondiale pour consolider son agora en tant que leader de l'aide internationale en faveur des pays du Sud : En peu de temps, elle s'est projetée en pourvoyeuse d'aide dans plus de 100 pays et au profit des Organisations internationales, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union Africaine (UA).

La Russie semble également se saisir de la conjoncture stratégique offerte par la pandémie du Covid-19 pour redéployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande prépotence sur l'arène mondiale.

- Les Relations Internationales ont été embrasées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début du Covid-19 sans solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus souffert de la pandémie. Aussi, l'absence de coopération n'a-t-elle pas été durement dénoncée par le président Serbe Aleksander Vucic ?

Cet éclatement au sein des pays du vieux continent ne date pas d'aujourd'hui, il s'est amorcé avec la politique engagée par le BREXIT de la Grande-Bretagne qui a désarmé la politique de l'Union européenne. Des voix s'élèvent sur le même trend du BREXIT en Italie par exemple et dans d'autres pays d'Europe de l'Est qui ne se sont pas intégrés suffisamment au sein de l'UE. L'arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays Européens et les relations de déstabilisation poussées par les nouvelles superpuissances vont influencer le vieux continent

pour arriver, peut-être, à l'éclatement ou à l'affaiblissement du rôle stratégique de l'Union européenne dans les affaires importantes de la communauté internationale.

- L'équilibre des forces n'est pas uniquement d'ordre mondial mais aussi régional. A ce titre, L'initiative du Souverain Marocain brave et altruiste d'envoyer des aides médicales à 15 pays subsahariens afin d'accompagner leurs efforts de lutte contre la pandémie de Covid-19 permettra au Maroc de se positionner en leader régional et interlocuteur intercontinental incontournable pour les pays africains vis-à-vis de l'Europe et du reste du monde ; cette initiative Royale à la fois philanthropique et chevaleresque de prêter assistance aux pays africains portera ses fruits en augmentant l'influence du Royaume dans la région en renforçant son rôle diplomatique comme une force croissante dans le continent noir. Cela favorisera la participation du Maroc à la promotion d'un nouveau pôle géopolitique régional qui raccorderait l'Afrique et l'Europe et assiérait une nouvelle géopolitique dynamique de la Méditerranée. Pour cela, le Maroc devra affûter son attractivité pour tirer profit des relocalisations due aux mouvements de repositionnement des chaînes de valeurs mondiales et de régionalisation des activités économiques.

En dépit les coactions géopolitiques, le Maroc ne doit pas abandonner le projet Maghrébin de l'UMA, nécessaire aujourd'hui pour les pays de la région, mais aussi pour l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cette dynamique régionale post-Covid doit être élançonnée sur une rénovation du partenariat euro-méditerranéen qui doit transcender les dimensions mercantiles et s'ouvrir sur une logique de coproduction et de gestion commune à l'exemple des problématiques phares de développement/migration/sécurité. Cela permettra à l'Europe, étant donné son avancée économique et technologique, et à l'Afrique, avec ses potentialités démographiques et son apport culturel, d'accoucher ensemble des nouveaux pôles d'activités et de compétences dans le cadre d'une multipolarité mieux partagée.

En guise de conclusion, la grande récession causée par la pandémie du Covid-19 remodelerait, la globalisation en réécrivant un nouveau lexique des relations internationales.

Cette crise intervient dans une atmosphère de résilience des systèmes politico-économiques dans un contexte exacerbé par la rivalité sino-américaine en même temps qu'une fragilité de l'UE.

A l'heure du Covid-19, la puissance stratégique d'un État concerne non seulement ses forces en matière d'armement et d'énergie, mais aussi ses ressources dans les domaines sanitaires. L'ampleur de la stagnation économique la façon dont les économies sauront la gérer et la maîtriser en définira, semble-t-il, le ton et le tempo de la géopolitique mondiale.

FOR AUTHOR USE ONLY

Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l'heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 12/07/2020

Après le retrait en cascade des USA de plusieurs accords, tel l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, il y a 5 jours, Mardi 14 avril 2020, le pays d'oncle Sam a tiré sa révérence et de façon officielle de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS, et ce en pleine crise sanitaire du Covid-19.

Faut-il rappeler que l'OMS, créée en 1948, après la Seconde guerre mondiale, s'est fixée pour mission de diriger et coordonner la santé mondiale au sein du système des Nations Unis. Avec 192 Etats membres, l'OMS travaille sur un large panorama d'objectifs, allant de la lutte contre les épidémies, les maladies infectieuses, à l'incitation à la recherche médicale, la mise en place de normes et de conventions en matière de santé ou encore l'apport d'un soutien opérationnel aux Etats en difficulté sur le plan sanitaire.

Ce retrait des USA de l'agence Onusienne peut être expliqué par plusieurs raisons :

- Primo, Donald Trump depuis son arrivée à la Maison Blanche mène une politique guidée par la fameuse devise "America First". Cet abandon de la Santé Mondiale est clairement une missive adressée à la population Américaine et notamment aux électeurs qui se rendront aux urnes en novembre prochain. D'autre part, D.Trump, si prétentieux, divorce d'un organisme qu'il ne juge pas utile, car il dispose de son propre centre de contrôle des maladies et prévention, le CDC d'Atlanta (Centers for disease control and prévention) en l'occurrence,
- Secundo, le président Américain taxe la Chine et l'OMS pour bouc émissaire et prend la tangente en minimisant sa responsabilité dans la gestion de la crise du Covid-19,
- Tertio, lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020, la Maison Blanche n'a pas

apprécié que Taïwan ne puisse pas participer au congrès de la santé, car ce petit État insulaire qui dépend officiellement de la Chine a en effet su juguler l'épidémie sur son territoire. Mais la Chine n'a pas autorisé sa présence à travers la répulsion et le rejet ferme de Pékin qui considère que Taiwan fait partie intégrante de la territorialité chinoise,

- Quarto, à ces désaccords, les USA taxent l'OMS d'une communication lente et opaque, son rôle dans la mauvaise gestion et la dissimulation de la propagation du coronavirus durant la crise du Covid-19,

- Quinto, la démission Américaine montre à quel point le jeu politique a aujourd'hui pris le dessus. D'ailleurs avec ce repli, Donald Trump envoie à la communauté internationale la dépêche que les États-Unis ne coopèrent plus sur la gestion de la pandémie du Covid-19.

Avec 893 Millions de Dollars apportés sur la période 2018/2019, soit environ 15% du budget de l'OMS, les Etats-Unis, membre fondateur de l'OMS en 1948, en sont le premier bailleur de fonds, devant la fondation Bill et Melinda Gates, premier contributeur privé, l'Alliance du vaccin Gavi, le Royaume-Uni et l'Allemagne, l'arrêt des versements de la part des USA va peser d'un poids lourd sur les missions que l'OMS. Ce repli et, cette perte financière va certainement amener ses membres à revoir le modèle de financement de l'entité Onusienne. D'ailleurs, au regard de cette régression des USA, déjà l'OMS a appelé les pays qui n'avaient pas encore réglé leur participation à avancer leur financement. D'autres, comme la Chine, ont augmenté leur contribution volontaire. Aussi avec ce retrait des USA, l'OMS devra diversifier ses contributions en démarchant des investisseurs privés.

Sur un autre volet, l'amputation de ce budget portera un coup dur au programme de vaccination de la poliomyélite. Rétrospectivement, depuis 1988, les fonds Américains financent en grande partie la campagne vaccinale d'éradication de la poliomyélite. L'OMS était en passe d'en finir avec cette maladie contagieuse qui ne dispose pas de traitement (En 2019, Il ne restait en effet que 33 cas déclarés dans le monde). Avec la suppression de la contribution financière des USA, il y a un fort risque de la réapparition de nouveaux cas de la poliomyélite : La médecine estime avec l'arrêt la vaccination proactive de la poliomyélite, 200 000 nouveaux cas dans les 10 ans à venir peuvent resurgir. A cet égard, la fondation Bill et Melinda Gates qui est le deuxième donateur de

l'OMS devra œuvrer dans la lutte contre la poliomyélite pour colmater l'hiatus financier des USA.

Le retrait Américain va certainement acculer l'OMS à la nécessité d'une refonte de son fonctionnement : Historiquement, l'OMS a opéré des réformes après chaque crise sanitaire, à l'instar de Sras, H1N1, Ebola.

En outre, les peurs et le repli national qui entraînent le rapatriement des entreprises pharmaceutiques, la volonté d'autonomie vis-à-vis du matériel, des médicaments, occultent l'aspect collaboratif de l'organisation et le multilatéralisme. La crise sanitaire du Covid-19 ne l'a-t-elle pas largement prouvé ?

Ce retrait nuira aux USA eux même qui sont les plus contaminés dans le monde avec plus de 3 Millions de cas et plus de 133.000 décès, et constitue un revers de la coopération internationale et ne fera que nuire à la lutte mondiale contre la Covid-19.

En guise de conclusion, je ne peux que reprendre les propos de Bill Gates, l'ancien patron de Microsoft et aujourd'hui à la tête de la gigantesque fondation altruiste Bill & Melinda Gates Foundation, "l'arrêt des subventions américaines s'avère particulièrement dangereux. Les missions de l'OMS sont en train de ralentir la progression du Covid-19 ; si ce travail est arrêté, aucune autre organisation n'est là pour prendre le relais. Le monde a besoin de l'OMS comme jamais. C'est le moment de se montrer solidaire, pas de saper la coopération multilatérale".

Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/07/2020

Nul ne doute que la Covid-19 a mis à genoux le tissu économique national, notamment la Très Petites Entreprises (TPE) et la Petites et Moyenne Entreprise (PME). La pandémie du Covid-19 a asséché le climat de l'investissement et des Affaires Internationales au Maroc, une telle flétrissure se manifeste par un net recul des investissements directs étrangers (IDE) : Ils ont connu une décreue de 24,5% (2,99 Milliards DH) en raison de la part importante des IDE dans les secteurs dans l'industrie manufacturière et les chamboulements qui ont affecté les chaînes de valeurs mondiales couplés à la chute des prix du pétrole et à la perte de confiance des investisseurs ; leur flux net s'est chiffré à 5,31 Milliards DH, en repli de 16,8, la faillite de plus de 77.000 entreprises à fin Mars 2020, une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats du projet de la loi de Finances rectificative 2020.

Aussi, la défloraison de l'environnement du business international au Maroc se matérialise par l'arrêt de larges segments de production de moult entreprises, y compris des entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte de crise occasionné par la pandémie du Covid-19, la réussite de la relance de l'attractivité du climat de l'investissement et la consolidation du positionnement de l'économie Marocaine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales est tributaire de l'approche, et la cadence avec lesquels l'Exécutif Marocain soutient le milieu des affaires et abreuve le climat de l'investissement du tissu National.

Manifestement, le Maroc a bien avancé en termes de réformes d'ordre juridique et réglementaire en atteste l'embellie du dernier classement de Doing Business 2020. Toutefois, au temps du Coronavirus, il est nécessaire d'opérer des actions

punctuelles et ciblées en relation avec les dommages collatéraux engendrés par la Covid-19 qui, à notre sens, s'articulent autour des axes suivants:

- Primo, la nécessité d'une structuration des dispositifs d'appui aux TPE/PME relatifs au financement, aux garanties et à la mise à niveau du tissu entrepreneurial qui a subi de plein fouet les contrecoups de la crise et aux subventions qui restent inopportunément peu connus et laborieusement accessibles en raison du labyrinthe des intervenants.

À ce égard, il est urgent de regrouper ces mécanismes à travers l'instauration d'un interlocuteur unique à même de prendre en charge tous ces instruments et du déploiement des procédures y afférentes à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays émergents et ce en activant l'édification d'un guichet unique et à la généralisation du système de création d'entreprises dans tous les Centres Régionaux d'Investissement CRI et ce par voie électronique en raison de l'accélération du mouvement de digitalisation à l'heure du Covid-19.

Le numérique est appelé, à se positionner en véritable courroie de transmission de croissance inclusive avec plus de transparence dans la gestion de l'action publique et plus d'équité dans l'accès aux opportunités d'investissement.

- Secundo, la prédilection nationale dans la commande publique, la facilitation et la fluidification de l'accès aux marchés de l'État aux TPE et PME à travers des Partenariats Publics-Privé (PPP) qui sont des conditions incontournables pour relancer le climat de l'investissement, en singulier pour les Très Petites Entreprises et les Petites et Moyenne Entreprise qui forment le maillon du tissu économique National. D'ailleurs et dans ce sens, le Comité nationale de l'environnement des affaires (CNEA) penche sur l'adaptation et l'assouplissement des procédures administratives et de la réglementation en tenant compte des besoins de l'entreprise pendant la période post-Covid-19.

- Tertio, afin d'assurer la survie du tissu entrepreneurial qui est en difficulté, il est primordial d'entreprendre certaines actions urgentes, à savoir la formalisation de l'économie (l'économie informelle constitue 33% du PNB) et la refonte du Code du travail et son harmonisation avec le marché du travail qui sont des éléments vitaux à l'attractivité du climat des affaires économiques internationales et des IDE.

- Quarto, avec les frontières que connaît l'économie mondiale, et pour soutenir les TPE/PME, il est crucial de promouvoir le "Made in Morocco" à travers l'incitation à la consommation locale qui stimulera le tissu entrepreneurial en exhortant les promoteurs nationaux à investir davantage dans différentes niches et segments de l'économie Marocaine. Le brandage "Made in Morocco" renforcera notre indépendance économique, sans exclure l'ouverture sur le monde et l'instauration de nouveaux rapports sur la base de l'équité et de l'intérêt réciproque.

- Quinto, afin d'offrir de la visibilité aux opérateurs économiques nationaux et étrangers dans ce contexte économique sépulcral et nébuleux, il est important d'accélérer les réformes d'ordre réglementaire et judiciaires telles que l'adoption de la loi relative à l'arbitrage, à la médiation conventionnelle, la modernisation et la dématérialisation du système judiciaire et l'amendement du texte relatif aux entreprises en difficulté. L'atténuation des contraintes actuelles qui se dressent devant les sociétés au niveau de la phase judiciaire, le caractère relativement long de la phase contentieuse et la révision des délais devant les tribunaux de commerce et les adapter à la nature des activités commerciales ne sont-ils pas importants pour sécuriser et redonner crédit aux investisseurs nationaux et étrangers ?

- Sexto, les entités chargées de la promotion de l'investissement doivent développer leur rôle d'interlocuteur entre les investisseurs étrangers et l'administration, en privilégiant les activités de suivi des entreprises (AFTERCARE) plutôt que celles visant l'attraction. Ces entités doivent prendre des mesures d'urgence afin de soutenir et pérenniser les investissements existants, et éviter d'éventuels désinvestissements. Aussi, ces entités doivent créer des cellules de crise et de veille dont le rôle est d'informer et de communiquer avec les investisseurs, de répondre à leurs doléances à travers le suivi des interruptions de production.

D'ailleurs, lors de la dernière réunion du Comité national de l'environnement des affaires, tenue Mardi 23 juin 2020 à Rabat présidé par le chef de l'exécutif, le CNEA ambitionne d'entamer l'élaboration d'une politique nationale intégrée dans les prochains jours, en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête nationale sur les freins au développement du secteur privé, réalisée en

2019 avec l'appui d'experts internationaux. Cette feuille de route, qui devra être prête fin 2020, permettra de donner de la visibilité au milieu des affaires.

- Septimo, dans le cadre du redimensionnement des chaînes de valeurs mondiales causé par la pandémie du Covid-19, le Maroc doit être "opportuniste" en attirant une relocalisation diversifiée des industries étrangères au Maroc dans un climat des affaires sain pour reprendre les propos du Ministre Marocain du Commerce et de l'Industrie. Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc recèle des capacités de production et d'ingénierie importantes qui peuvent être mises à contribution pour que l'Europe devienne encore plus compétitive, via la relocalisation industrielle en constituant une des pièces importantes du puzzle de la compétitivité et de la production Européenne de demain dans un contexte de la bataille pour la "relocalisation et la compétitivité" qui s'annonce d'ores et déjà animée entre les puissances industrielles telles que l'Europe, la Chine, le Japon, les Etats-Unis, la Turquie.

A ce titre, dans leur course à la compétitivité et à la garantie de l'approvisionnement, les entreprises Européennes pourront trouver au Maroc la solution la plus avantageuse. C'est ce que cite le site allemand "Deutsche Welle" dans un article "La débandade chinoise pourrait être bénéfique pour l'économie Marocaine": La crise du Coronavirus a révélé leur grande dépendance vis-à-vis de la Chine pour une multitude de produits allant du plus simple au plus impliqué. La recherche des prix les plus bas, n'est pas toujours une solution. Cette dépendance ne plait pas aux Européens. Le Maroc qui constitue, selon les experts, un îlot de stabilité politique dans le voisinage sud turbulent de l'UE et un partenaire commercial fiable du bloc, pourrait être un choix évident pour les entreprises qui cherchent à raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement.

- Octavo, l'accélération de la mise en application de la de la charte de l'investissement qui accuse beaucoup de retard dans sa mise en œuvre. En effet, faut-il rappeler que la charte de l'investissement fait parti de la mouture de la réforme de l'investissement présentée devant le Souverain Marocain lundi 4 juillet 2016 au palais royal de Casablanca. 5 années se sont écoulées sans que cette charte de l'investissement ne voit le jour. A nos yeux, la mise en œuvre de cette armature juridique au temps du Covid-19 serait un signal fort, une véritable mesure d'incitation et de soutien ainsi qu'une grande opportunité

d'investissement pour les investisseurs nationaux et étrangers en regroupant les dispositifs communs à tous les secteurs, les dispositifs sectoriels plus spécifiques et les dispositifs régionaux, en mettant en avant les régions les moins favorisées.

D'autres mesures s'avèrent nécessaires pour fertiliser le climat de l'investissement qui sont contenues dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 tel :

- La mise en œuvre, dans le cadre de conventions sectorielles, de mesures tenant compte des spécificités de chaque secteur, en relation avec l'ampleur de l'impact subi suite à la crise et du temps nécessaire à la reprise de l'activité.
- L'allocation de fonds nécessaires pour couvrir les risques des prêts garantis au profit de tous les segments d'entreprises, y compris les entreprises publiques. Des Conditions avantageuses seront appliquées à travers un taux d'intérêt maximum ne dépassant pas 3,5%, et un délai de remboursement de 7 ans, avec deux ans de grâce et une garantie de l'État variant entre 80% et 90% et pouvant atteindre 95% pour les très petites entreprises.
- L'allocation des ressources du Fonds spécial de gestion de la pandémie du Coronavirus pour continuer, jusqu'à la fin de l'année, à accompagner sur les plans, social et économique, les secteurs qui feront face à des difficultés même après la levée du confinement.
- La promotion de l'investissement public afin d'accélérer la redynamisation de l'économie nationale.

De telles mesures incluses dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 donneront un nouveau souffle pour la stimulation de l'investissement privé et la dynamique économique et sociale du Maroc.

En guise de conclusion, les quelques éléments de réflexion évoqués ci-haut visent à en planter le décor afin d'inventer un récit mobilisateur dans la durée soutenu par une ligne de conduite clairement définie : Le contexte national et international morose, la persistance de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et son impact sur le climat de l'investissement et des affaires internationales interpelle l'exécutif Marocain à donner impérieusement des signaux forts au milieu des affaires à travers le soutien aux secteurs durement impactés par la crise sanitaire en promouvant le " Made in Morocco ». Ces mesures ambitionnent, entre autres, d'inciter les promoteurs nationaux et

étrangers à redémarrer pour retrouver au plus vite leur vitesse de croisière dans une aura d'investissement fécond et fertile.

FOR AUTHOR USE ONLY

Le Deuil du cèdre de Beyrouth

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 09/08/2020

Le Liban vit la pire crise économique et sociale de son histoire, attisée par la pandémie mondiale du Covid-19 et ce dans un contexte politique délicat exacerbé par les tensions entre les États-Unis et le Hezbollah, le mouvement armé chiite allié de l'Iran, qui domine la vie politique libanaise. La détresse de Beyrouth s'accroît aux multiples crises en cascade qui brutalisent le pays de cèdre, un Liban qui passe de la promesse éternelle du Moyen-Orient à la funeste liste des États en sénescence de la région. Ces précarités qui ne s'additionnent pas, mais qui foisonnent avec 300 000 personnes temporairement sans domicile causées par l'explosion du port de Beyrouth Mardi dernier.

Historiquement, le Liban avait tout pour devenir un pays de référence sur la Maré-Nostrum. Sa géographie a largement façonné sa spécificité culturelle du monde arabe dans lequel il est enraciné, grâce à avoir servi d'accueil, d'asile et de refuge à toutes sortes de rebelles ethniques, politiques et religieux, qui ont trouvé abri dans la géographie accidentée du pays.

La carence et le manque de ressources naturelles, ont permis au Liban d'émerger en tant que Hub commercial et repère référent culturel, ce qui a enfanté une forte densité de population et des taux d'alphabétisme élevés.

Isolément de la cause misanthrope de la catastrophe, le stockage 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium à Beyrouth, un engrais dont les propriétés explosives ont été maniées dans des manœuvres terroristes, nous donne la mesure du manque de contrôle qui prédomine.

Dans ce contexte, Il est épineux d'escompter que le Liban puisse voir le bout du tunnel pour amorcer une nouvelle phase de redémarrage avec un tableau économique sombre : des pertes d'emplois en millier, une politique fiscale au point mort qui aurait pu apporter subvenir aux besoins essentiels des familles martyrisées, encore plus marginalisées par la fulmination du port commercial de Beyrouth, une explosion équivalente à un cinquième de la bombe d'Hiroshima.

D'après les estimations économiques, le Liban, de charybde en scylla, entre dans un nouveau cycle infernal de détérioration économique et sociale. En Mars

dernier Lorsque le Liban a été mis en banqueroute, l'exécutif de Beyrouth entama des négociations avec le FMI en vue d'un plan de redressement global.

Cependant, l'Élysée avait renoncé à obtenir des résultats de cette conférence des donateurs qu'elle avait organisée, principalement en raison des suspicions des pays du Golfe quant à la possibilité que les dons s'immiscent entre les mains du Hezbollah, une organisation dont la mainmise sur l'administration libanaise a jusqu'à présent rendu difficile toute avancée dans les pourparlers de sauvetage du FMI.

Bien avant, une Conférence pour le développement par les réformes et avec les entreprises (Cèdre) pour le Liban a été organisée le 6 Avril 2018 à Paris où une quarantaine de pays et 14 organisations internationales pour redresser l'économie libanaise.

Après dix-sept rounds de négociations, les discussions n'ont enregistré aucune avancée et la perspective d'une sortie de l'impasse s'éloigne chaque jour davantage.

Au-delà de l'annulation des prêts, la restructuration de la dette souveraine du Liban semble très complexe : Le Liban pâtit de ressources naturelles, souffre d'une hausse de l'inflation de plus de 53 % en 2020, une dette publique libanaise qui culmine à plus de 86 milliards d'euros, soit 151 % du PIB et frôlera les 250 % du PIB selon le FMI, c'est plus encore que la situation dans laquelle se trouvait l'économie grecque en 2010, ne dispose pas non plus de réserve de change pour faire appel aux importations nécessaires et les 300 tonnes d'or qu'il conserve dans ses coffres forts de la banque centrale du Liban ne valent que 17 Milliards de dollars.

Son unique valeur réelle pour les tiers et le milieu des affaires est sa situation géostratégique : le pays du cèdre importe plus de 80 % de ce qu'il consomme, en particulier des denrées alimentaires et des hydrocarbures. Son secteur financier se cantonne au marché immobilier et à la gestion des transferts de fonds de l'émigration libanaise. De ce fait, Il n'est donc pas impressionnant que les tentatives des banques orthodoxes pour attirer les dépôts en devises étrangères offrant des taux d'intérêt élevés pour renflouer le Budget Général de l'État Libanais aient échoué dans une situation de dépréciation et de dévaluation de

plus de 80 % de la valeur de la lire libanaise et de l'exode massif de capitaux vers d'autres lieux stables.

Ainsi en l'état actuel (la faim, le manque de soins médicaux, l'approvisionnement en eau potable et les coupures d'électricité.....), l'horizon du Liban ne peut émaner que de réformes structurelles qui mettent fin à la corruption systémique en permettant au Liban d'évoluer vers une économie ouverte avec un accord sur un plan d'investissements pluriannuel collectif émanant du FMI et la Banque mondiale. D'ailleurs, Le 13 juillet dernier, le FMI a exhorté les deux délégations libanaises à s'unir autour du plan du gouvernement » et à engager des réformes » annoncées en avril à l'instar de la lutte contre la corruption ou la transparence des adjudications publiques. Toutefois, les guerres intestinales de force politique dominant, favorable à l'alliance des forces communautaires et de l'oligarchie financière, sape à court terme toute perspective d'évolution.

In fine, c'est un secret de polichinelle que le peuple libanais sait congrûment que les problèmes qui l'accablent ne peuvent être résolus par la même élite corrompue (en 2018, le Liban occupait la 138^e place sur 180 du classement des pays les plus corrompus, selon l'organisme Transparency International) et sectaire qui les a créés.

Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19 ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 12 Août 2020

À l'heure du Covid-19 où l'économie mondiale pâtit d'une crise sanitaire sans précédent, tous les crédos et dogmes se ravisent. Les pourtours d'une nouvelle ère mondiale se profilent et les règles du jeu se redimensionnent en matière géopolitique et géostratégique.

Les corollaires de cette pandémie ne se cantonneront pas à une récession économique, probablement jamais vue depuis la grande dépression de 1929. Elle aura également un effet transformationnel sur les États et les sociétés et entraînera certainement des changements d'envergure dans la répartition du pouvoir au niveau international.

Au regard de ce contexte économique fébrile et tumultueux, les Gouvernements doivent ériger de nouvelles stratégies qui doivent être en harmonie avec les nouveaux challenges Post-Covid à travers une diplomatie proactive, capable d'interférer avec l'environnement actuel en exigeant de l'anticipation afin d'assurer les symétries internationales. Dorés et déjà et plus que jamais, le diplomate est interpellé à jouer un rôle vital dans le maintien des Relations Internationales pour l'équilibre mondial.

Dans ce cadre, la diplomatie ne doit pas se dévier de sa responsabilité : Faire cheminer les intérêts du pays en cette occurrence échevelée engendrée par la pandémie du Covid-19 et apporter le soutien et l'accompagnement nécessaire aux diasporas demeurent les principes immuables et structurants de leur approche sans oublier leur devoir de civisme envers leur pays d'accréditation.

Cette période post-confinement doit non seulement nourrir les manières de relance économique, mais animer les ambitions d'une diplomatie altruiste et de cohésion en entamant un véritable temps de rupture avec la diplomatie classique et ce en concevant de nouveaux équilibres mondiaux d'une société internationale en pleine crise.

Aussi, dans cet avenir empreint d'incertitude et d'incohérence. A notre sens, il serait peut-être opportun de sortir des sentiers battus pour dessiner les chemins d'une diplomatie de solidarité, d'empathie et de bénignité : Le sens de l'histoire nous exige à donner de l'effort à la coopération internationale plus d'effectivité,

plus de solidarité et plus de transparence. Cependant aujourd'hui, force est de constater que nombre d'instances internationales sont en déphasage avec cette ambition tel l'Organisation des Nations Unies ONU, l'Organisation mondiale de la Santé OMS, le Groupe des sept G7, le Fonds Monétaire International FMI, l'Organisation mondiale du commerce OMC ...etc. Il s'agit, aujourd'hui, d'inscrire l'action des Organisations Internationales dans des dynamiques de convergence plus renforcée en insufflant une dose de philanthropie dans la nouvelle configuration et les modes de gouvernance de notre système multilatéral.

Dans cette mouvance, le diplomate doit être un vecteur de changement et un acteur proactif capable d'interagir, appréhender et analyser un monde en continuelle mue. En ce temps du Covid-19, le diplomate doit être l'avant-garde d'une bataille qui accole la résilience à la défaillance, qui oppose l'ouverture aux replis identitaires et confronte l'allocentrisme à l'égoïsme.

Aussi, dans ce climat international instable engendré par la Covid-19, les diplomates doivent être des acteurs multifonctionnels et polyvalents au regard de la transversalité des tâches qui leur incombe. Dorénavant, les horizons de réflexion sur ce que devrait être le diplomate "post-Covid" pourraient se résumer comme suit :

D'abord, avec les nouvelles exigences de la période Post-Covid, le multilatéralisme doit devenir le sentier privilégié de l'interférence diplomatique et consulaire qui prémunit l'humanité contre les déséquilibres internationaux.

Si les pourparlers et les négociations demeurent centraux dans le métier des diplomates, il n'en demeure pas moins qu'elle devra être reforgée pour incorporer les nouveaux paramètres structurants de ce nouveau monde en gestation : Le Diplomate devra gagner en expertise, en réactivité et en compétence pour évoluer dans un climat qu'il doit être en mesure de transformer au gré des impératifs de la donne Post-Covid. Sous cet angle, l'importance du "soft power" sera décisive dans les désinences cognitive et technologique. A ce titre, l'innovation deviendra à la fois un instrument et une prédestination et la capacité du diplomate à s'appuyer sur les réseaux sociaux (Think-Tank, media, ONG,,) serait une valeur ajoutée incontournable pour circonscrire les pistes d'une diplomatie performante, proactive et constamment tournée vers l'avenir.

En guise de conclusion, la tâche du diplomate peut être résumée dans un message du Souverain à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie marocaine, 28 avril 2000 : " Le rôle du diplomate revêt une importance capitale et constamment renouvelée, puisqu'il est devenu le pivot et l'intermédiaire incontournable entre les décideurs en matière de politique étrangère et de politique intérieure, sachant que le premier domaine est le prolongement du second. Le diplomate utile à son pays est aujourd'hui celui qui cultive si bien le sens de la communication, la vision globale et le pouvoir de synthèse pour en faire une pièce maîtresse au service de la diplomatie de son pays à même de lui permettre d'assumer pleinement sa mission dans la mise en œuvre de la politique extérieure nationale et la réalisation de ses objectifs."

FOR AUTHOR USE ONLY

L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 17/08/2020

Au lendemain de l'indépendance, le Maroc a choisi délibérément la voie de la libéralisation s'exprimant dans le modèle très connu sous le vocable de la croissance tirée par les exportations Export Led Growth considéré comme le plus apte à répondre à des objectifs explicites (croissance, exportations, privatisation, attraction des IDE....etc.).

Toutefois, depuis l'émergence de la crise du Covid-19, une mutation semble se dessiner dans les rapports de l'État envers l'économie, un revirement qui se matérialise par une sinuosité protectionniste : Ce détour autarcique se concrétise par le label "Consommer Marocain», préférence nationale, sur-taxation douanière, restrictions ou interdictions des importations, qui est d'ailleurs validé par l'argentier du Royaume dans la loi de Finances rectificative 2020.

Pourtant, d'antan, le Maroc avait fait du pari de l'ouverture l'un des piliers des politiques économiques du Royaume à travers la libéralisation du commerce extérieur, le retrait de l'Etat de certains secteurs, et la séduction des investissements directs étrangers (IDE). Aussi cette extraversion s'est matérialisée par la signature de plus de 50 Accords de Libre-échange qui donnent au pays l'accès à plus d'un Milliard de consommateurs.

Aujourd'hui avec la pandémie du Covid-19, on se rend compte qu'in fine, ce modèle d'importation et d'exportation constitue une épée de Damoclès sur l'économie Marocaine. L'option d'instituer la libre exportation et/ou importation n'a pas pu forger une véritable courroie de la transmission de la dynamique économique dans la mesure où les prouesses économiques ont été plutôt dissuasives, plus mal encore, il présente des menaces. Et pour cause, avec un Produit Industriel Brut qui dépend mécaniquement et systématiquement de l'extérieur et des secteurs exposés à la compétition internationale, la crise mondiale actuelle ne fera que rempironner la stagnation et le marasme économique.

L'économie Marocaine, à la fin, se trouve écartelée entre le marteau de l'introversion et l'enclume de l'extraversion car, si l'ouverture a des effets

préjudiciables, le protectionnisme tout aussi, les en a. En effet, l'histoire des faits économiques et sociaux et les récits des manuels de l'économie Marocaine où Le taux de couverture dans les années 70 frôlait les 45% atteste incontestablement que le Royaume a reçu durement les contrecoups de ce modèle autocentré ainsi que d'autres économies de même développement économique et social.

Avec la pandémie du Covi-19 où sans exception tous les pays suivent le mouton de panurge des barrières douanières et commerciales et la prédilection autarcique se rallume et s'attise, le protectionnisme ne doit pas être obscurantiste, comme il est le cas actuellement au temps du Coronavirus.

Ainsi, les choix économiques de l'exécutif Marocain doivent être mûrement réfléchis et les risques calibrés.

Aujourd'hui plus que jamais, l'alchimie du dosage s'impose au Team Saad Dine El Otmani car faut-il rappeler que toutes les économies du monde n'ont guère vécu dans une extraversion totale ou dans une autarcie totale. D'où l'importance de la finesse de la mixtion

Le nouveau modèle de développement en gestation ne devrait-il pas être recontemplé et repensé à la lumière de ce sweet spot : Trouver la meilleure posologie entre libéralisation et protectionnisme pour mieux gérer les contraintes actuelles et futures, avec moins de dépendance structurelle vis-à-vis de l'extérieur et plus d'autonomie territoriale. C'est chercher, en guise de conclusion, la souveraineté Nationale qui est redevenu le maître mot à l'heure du covid-19 et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz.

Repenser le Patriotisme et le Civisme au Maroc à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 24/08/2020

Nul ne doute que depuis l'envolée de la pandémie du Covid-19, le Souverain Marocain a consenti, avec dévouement des sacrifices immenses pour sauver des âmes humaines et ce en faisant primer la vie des Marocains sur l'économie. En outre, le King a déployé des efforts laborieux à travers différents moyens : Etat d'urgence sanitaire décrété le 20 Mars 2020, la création d'un fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus, le 15 Mars 2020. Le confinement a été accueilli à bras ouverts par tous les Marocains malgré ses contrecoups économiques et ses terribles effets psychiques et psychologiques avec ces 100 jours ou presque de confinement drastique qui ont étouffé l'économie du Maroc et achevé le moral des familles.

La solidarité, il faut l'avouer, dans notre patrie, a été exprimée de manière spontanée, bénévole et bienveillante à des niveaux que peu de pays connaissent ou peuvent même espérer relevant que notre pays a été cité en exemple pour son respect des mesures préventives et pour les résultats probants qu'il a enregistrés durant la période de confinement.

Le Souverain Marocain ne s'est-il pas félicité de ce bilan, dans son panégyrique à l'occasion du 67ème anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, qui a été un sujet particulier de fierté, notamment au vu des bas niveaux du nombre de décès et de la proportion des individus atteints, comparativement à ceux de nombreux autres pays.

Ainsi, jusqu'à la fin du confinement, la gestion de la pandémie s'est avérée efficace et le retour à la vie normale était presque envisageable.

Autant en emporte le vent et hélas, juste après la levée du confinement et quand les Marocains ont cru qu'on est sorti de l'auberge, l'état épidémiologique s'est vite démantelée : le nombre des cas confirmés, celui des cas graves et celui des décès ont augmenté in crescendo, en peu de temps, soit plus de trois fois, par rapport à la période de confinement.

Certains ont confondu levée du confinement et fin de la pandémie, d'autres ont affiché un laisser-aller et un relâchement inadmissibles alors que d'aucuns affabulateurs réfutent même l'existence de la pandémie.

La pandémie du Covid-19 s'est embrasée rendant oiseux et vains tous les sacrifices consentis et mettant en lambeaux tous les aboutissements positifs enregistrés jusque-là.

Les causes sont un secret de polichinelle : indifférence, laxité, inattention et insouciance générale. Les Marocains, tout en faisant litière des mesures barrières, ils ont précipitamment renoué avec leur train-train dans les espaces publics ainsi qu'au sein de leur famille.

Ils ont repris leurs accoutumance comme si la pandémie du Covid-19 n'était qu'un feu de paille, pire encore comme s'il n'jamais existé, ou comme une boutade tissée par l'imaginaire de l'OMS.

Et de charybde en scylla, la fête de l'Aid, avec ses débouchés de bétail truffés de vendeurs et d'acheteurs, les attroupements familiaux, les cafés, les voyages, les plages ont été la cerise sur le gâteau. Résultat : Multiplication exceptionnelle de cas d'infection avec une contamination qui dépasse les 1000 cas chaque jour, les services de réanimation pris d'assaut et des pertes humaines en augmentation alarmante avec une moyenne de 32 décès chaque jour.

Sans vouloir jeter de l'opprobre sur les Marocains, on a l'impression qu'il y a désinvolte et irrévérence qui plisse la provocation chez grand nombre de nos compatriotes. La guerre n'est pas menée par tous. Il y aurait ainsi des déserteurs, des irresponsables, des inconscients pour reprendre les propos de Tahar Benjelloun.

Dans son discours à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le Souverain a indiqué que ces attitudes irrationnelles sont d'une part dénuées de civisme car agir en bon citoyen, c'est avant tout se soucier de la santé et de la sécurité d'autrui, notant que ces attitudes traduisent, d'autre part, un manque de solidarité, car être solidaire, ce n'est pas seulement aider autrui matériellement, c'est surtout, dans cette situation, éviter d'être potentiellement un vecteur de contamination pour les autres.

Ce comportement incivique et irresponsable des gens pourrait être assignable à l'inconscience, à la bravade, au fatalisme, au "je-m'en-foutisme" ou encore au scepticisme de nos concitoyens au regard de la pandémie du Covid-19. Pire encore, certains Marocains vont jusqu'à disconvenir son existence en

convoquant la théorie du complot pour argumenter leur manquement aux consignes de protection.

De ce fait, la réticence au port du masque est tangible et la distanciation physique dans les lieux publics ou les marchés n'est pas respectée. Ainsi nous interpelle le pourquoi de cette indifférence et cet agnosticisme à l'égard des discours officiels sur la Covid-19, en dépit de toutes les campagnes de sensibilisation et les mises-en garde contre ce virus :

D'abord, l'incrédibilité des responsables et du Gouvernement voire des scientifiques et ce, pour de nombreuses raisons : l'incohérence et le tohu-bohu des discours scientifiques, les annonces divergents et contradictoires des politiques, les guerres intestinales préjugées sur le marbre des laboratoires des scientifiques et politiques, les débats houleux sur l'efficacité de la chloroquine entre l'école de Marseille de Didier Raoult et ses adversaires les plus acharnés, les discussions orageuses sur la nécessité du port du masque, sur la fiabilité du vaccin et les différentes virevoltes qui s'y rapportent ont alimenté chez les Marocains, et sur d'autres cieux le sentiment de scepticisme à l'égard des chercheurs et des politiques.

Toutes ces incohérences et ce "remue-ménage", ces discours d'obéissance politique et scientifique contradictoire, auraient suscité la suspicion et une sorte de paranoïa au regard de ceux qui sont censés démystifier et prémunir le peuple et en corollaire apporté de l'eau au moulin des apôtres de la théorie du complot et d'autres psychoses.

Aussi, les enjeux économiques liés à la pandémie, les politiques géostratégiques et géopolitiques des différentes puissances, ainsi que les discours médiatiques ont farfouillé les pistes. Ainsi, il n'y a plus de distinguo entre les mensonges des vraies informations, c'est la Tour de Babel où le commun des mortels ne sait plus à quel saint se vouer.

En sus, le rapport du citoyen à l'autorité publique est un autre facteur qui, semble-t-il, pourrait expliquer la désinvolture de certains de nos concitoyens à qui les agents d'autorité n'incarnent plus le " Topo" et le modèle qui fait peur et qui s'approprie le pouvoir absolu auquel le patriote était longtemps subordonné.

Et, le discours pédagogique auquel on a recours ne tient plus car il est devenu orthogonal aux moyens d'éducation et de dissuasion empruntés et auxquels ils

sont habitués. Leur comportement est devenu le pendant de deux modèles d'éducation antinomiques : L'autoritarisme et le laxisme.

Avant le port du masque, le port de la ceinture en voiture, bien que cela soit dans l'intérêt du citoyen et malgré toutes les campagnes de sensibilisation, n'est-elle pas adoptée que lorsque les amendes ont commencé à être infligées ? C'est pourquoi des voix s'élèvent pour demander que des sanctions soient appliquées à ceux qui ne respectent pas les mesures barrières.

En corollaire à cette ambivalence des discours et de ces modèles d'éducation, nous avons affaire à une grande frange sociale qui choisit ses références et ses arguments. Quand on est à court d'argument, c'est le modèle occidental qui est évoqué pour se justifier. "On n'est pas meilleur que ces Allemands ou ces Américains qui ont manifesté contre le port du masque" nous rétorque-t-on.

Ceci dit, il est malencontreux de voir des personnes qui ne sont ni disciplinées, ni responsables, ni solidaires et encore moins altruistes réduire à néant les efforts louables et laborieux consentis durant des mois de confinement. A cet égard, ne faudrait-il pas évoquer une crise de valeurs ; lesquelles valeurs ne constituent pas la prévalence d'une grande partie des Marocains ?

C'est dans ce sillage que le Souverain Marocain a appelé la Nation à faire preuve de mobilisation et de vigilance et à adhérer unanimement aux efforts déployés à l'échelle nationale, afin de sensibiliser la société, éveiller sa conscience et l'encadrer pour juguler la pandémie du Covid-19. Car, in fine, nous sommes en guerre, mais contre un ennemi invisible, génocide, truand, misanthrope et ascétique qui gagne à tous les coups.

Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 15/09/2020

D'emblée, l'immensité de la crise économique et sociale que nous confortons n'est pas seulement imputable à la pandémie du Covid-19, mais remonte bel et bien au tournant du siècle. En effet, notre économie connaît une triple crise :

La première est de nature structurelle, relative à la lassitude du modèle de développement économique bâti au début des années 70 qui avait favorisé une ouverture sur le marché mondial en privilégiant les activités exportatrices et une spécialisation internationale dans les niches économiques à forte intensité en main-d'œuvre non qualifiée et à faible coût salarial. Cette stratégie a très vite sombré sans pour autant instaurer une dynamique économique de croissance et de développement, engendrant la crise de notre contrat social à travers la flambée du déficit de la balance commerciale, et la hausse du chômage, singulièrement celui des diplômés.

Toutefois, si l'exécutif Marocain n'a pas été apte à architecturer un nouvel édifice de développement économique et social, l'économie Marocaine a pu maintenir au cours de ces années les fondamentaux macroéconomiques qui deviendront la " monomanie " des politiques économiques sous les auspices des institutions issues de Brettons Woods Fond Monétaire Internationale FMI et Banque Mondiale.

La pandémie de la Covid-19 va apposer une troisième dimension en creusant l'hiatus de la crise et nous mettra face à un cataclysme économique marquée par un net recul des investissements directs étrangers (IDE), une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats de la loi de Finances rectificative 2020. Aussi, la stagnation se matérialise par l'arrêt de larges segments de production de moult entreprises, y compris les entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Les dynamiques économiques enclenchées vont remettre en cause les finances publiques suite à un trend haussier du déficit budgétaire qui s'est affouillé à 25,5 Milliards de DH à fin Mai 2020. L'Etat a recouru à l'endettement extérieur, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans.

La pandémie Covid-19 devrait causer la plus importante contraction du PIB depuis 25 ans qui se situerait autour de - 5% selon les hypothèses de la loi de Finances rectificatives 2020 et à -6,2% selon un scénario plus pessimiste du Think-Thank de Habib El-Malki le Centre Marocain de Conjoncture CMC. Aussi, au-delà même de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie Marocaine, le PIB serait plombé par la contreperformance de la composante erratique du secteur primaire en raison de la baisse des précipitations pluviales qui induira une mauvaise campagne agricole

Ainsi, à la crise structurelle que notre pays connaît depuis le tournant du siècle, s'est additionnée une crise conjoncturelle imputable aux répercussions économiques et financières de la pandémie du Covid-19.

Le second volet concerne la conception et la philosophie du sauvetage économique et de la relance, ainsi que la vision que doit porter ce projet de secourisme économique. A ce niveau, l'ampleur de la crise et son caractère inédit dans l'histoire économique récente de notre pays exigent beaucoup de fermeté, de rigueur et de détermination. Ces qualificatifs sont incontournables dans la mesure où cette crise économique impose des politiques et des choix non conventionnels qui rompent avec les options d'antan n'ayant pas répondu aux challenges du malaise économique et social que notre pays traversait.

La majorité des contrées du monde, ainsi que les instances internationales, ont regagné cette dynamique mondiale, à la quête de nouvelles ripostes aux défis de ce marasme imputable au Sars Cov2, et dans la refonte d'un nouveau modèle de développement qui met l'homme et la solidarité dans ses priorités.

Ces premiers ébauches constituent un prélude inéluctable à la formulation des stratégies de sauvetage économique que l'exécutif Marocain devra bâtir pour la dynamique de croissance et rétablir la confiance et l'espoir au regard des lassitudes et à la désespérance qui règnent à l'heure du Covid-19.

Il est important de souligner que cette dynamique n'est pas seulement une question technocrate/technicienne, mais il s'agit d'un processus amplement politique qui embrasse les grands choix et les grandes visions du développement de notre Patrie.

L'apostrophe des stratégies de sauvetage et de relance de l'économie concerne quatre volets essentiels, à savoir la vision, les grands défis et les grandes transformations, les priorités et les mécanismes.

Apostrophe N°1 Quelle vision pour une stratégie de sauvetage et de relance ?

L'Apostrophe de la vision est déterminante, dans la mesure où elle concerne le projet d'avenir que l'Exécutif Marocain doit se fixer comme objectif à atteindre et à réaliser. La vision stratégique doit apporter des répliques à deux éléments essentiels :

- Le premier est d'ordre endogène et concerne la nature de l'ordre social et le vivre-ensemble que nous devons chercher à édifier : Nous pensons que la question fondamentale concerne la reconstruction du ruban social qui s'est essouffé autour de la trame du modèle de développement. A ce titre, nous devons reconstruire les fondements du contrat social dont l'ordre politique, le modèle de développement, les relations sociales sont incontournables.

Il ne nous sera pas possible de sortir de cette convulsion économique attisée par la pandémie du Covid-19 sans un consensus large sur une vision commune du contrat social qui doit unir les Marocains au cours des prochaines années.

- Parallèlement à la dimension interne, la vision stratégique doit également apporter des réponses quant à la place de notre économie sur l'échiquier international. A ce titre, nous gageons que notre pays peut jouer un rôle géostratégique pour devenir la nouvelle économie émergente et le lieu de raccordement entre trois espaces majeurs dans l'avenir du monde, à savoir l'Afrique, le monde Arabe et l'Europe. Cette affiliation géographique de notre pays nous permettra de jouer un rôle primordial dans l'avenir, singulièrement avec l'opportunité du retrait de la globalisation et les tentatives de redimensionnement des chaînes de valeurs au niveau régional.

Apostrophe N°2 : Les grands défis et les grandes transitions :

Cette apostrophe doit interpeller cinq orientations essentielles qui vont structurer et agencer l'ère Post-Covid-19 :

- La première concerne l'avenir de la globalisation dont la crise et le repli ont fait couler beaucoup d'encre par un grand nombre d'experts et d'études. Aujourd'hui, l'attention se polarise sur les démarches de restructurer les chaînes de valeur mondiale sur des sièges régionaux pour ouvrir des horizons féconds pour l'avenir de notre développement économique. Notre potentiel pourrait s'émailler en devenant une aire économique de jonction des chaînes de valeur régionales en cours de reconfiguration.

Dans les grands challenges pour l'avenir de notre Patrie, aussi, nous devons poser l'apostrophe de l'abysse géographique de nos dynamiques de croissance, une question qui a soulevé beaucoup de débats, particulièrement en rapport avec l'accord de partenariat avec l'Union Européenne. Cette interrogation ne devra-t-elle pas faire l'objet d'un traitement pragmatique pour un accord capable de défendre nos intérêts et d'ouvrir des perspectives importantes pour nos entreprises ?

A ce niveau, l'UMA, les pays arabes, les pays africains, ainsi que les pays asiatiques doivent demeurer des débouchés importants à même de raffermir nos rapports de coopération et la diversification de nos partenaires économiques et commerciaux.

- Parallèlement à la nouvelle globalité issue de la pandémie du Covid-19 et à la profondeur géographique, notre conception de l'Etat et de son rôle dans la dynamique économique et sociale fait partie des apostrophes qui doivent faire l'objet d'un important débat. La Covid-19 a été à l'origine d'un retour ébouriffant de l'Etat dans les différents domaines de la vie économique et sociale. Ce regain a démontré les écueils de la vision d'un Etat régulateur prêchée en chorale par les théories néolibérales depuis le début des années 1990 et la nécessité impérieuse de "recontempler" ce rôle pour faire face aux inquiétudes, aux incertitudes et aux angoisses de notre monde.

- La quatrième interpellation concerne la souveraineté nationale qui a ressurgi avec force dans le débat public. Cette grande interrogation, qui interpelle tout notre système productif, exige une nouvelle réflexion sur les branches

industrielles, agricoles et "servicielles" afin de déterminer celles qui devront désormais porter le projet de Souveraineté Nationale tout en faisant l'objet d'un soutien afin de répondre à nos besoins stratégiques et desserrer l'étau de la contrainte externe en allégeant le déficit commercial et renflouer les réserves de changes.

- La cinquième grande interrogation concerne notre rapport avec le système Multilatéral. Si la pandémie a été à l'origine d'un retrait de la globalisation heureuse, elle a cependant démontré l'importance des Organisations Multilatérales puissantes, capables de défendre notre monde dans différents domaines dont la santé, l'économie, le commerce, la culture et la science. A cet égard, il est important que notre pays opte pour des stratégies et des politiques plus laborieuses au sein du système Multilatéral qui nous propulse dans le monde Post-Covid

Apostrophe N°3 : Les priorités des stratégies de sauvetage :

Après avoir défini les visions et élaboré les challenges à relever, les stratégies de relance et de sauvetage de l'économie doivent déterminer les priorités. De notre point de vue, les stratégies de relance Post-Covid-19 doivent s'atteler sur quatre grandes primautés :

- La première priorité est le renouveau de la politique industrielle qui exige l'abandon du modèle d'industrialisation en crise hérité du début des années 70, basé sur le paradigme "Ricardien" du coût salarial (Secteurs à forte intensité en travail non qualifié). Les nouveaux secteurs industriels connus sous les Métiers Mondiaux du Maroc 3M ont commencé à faire leur apparition dans notre économie et nos entreprises Marocaines ont démontré leur contenance à bâtir leur compétitivité dans ces nouvelles activités. Ces efforts doivent se transformer en une nouvelle stratégie industrielle 4.0.

- La seconde priorité concerne la transition digitale dans laquelle notre pays accuse un retard important au cours des dernières années par rapport à nos rivaux. A ce stade, nous devons sortir des projets sectoriels pour échafauder une vision globale et cohérente de digitalisation de tous les aspects de la vie sociale dans notre pays. Ceci est d'autant plus opportun que la pandémie Covid-19 accélère le mouvement de digitalisation dans toutes les économies du monde.

- La troisième priorité concerne la transition énergétique et la nécessité de passer à de nouvelles sources d'énergie capables de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.

- La quatrième priorité est d'ordre social et concerne la nécessité impérieuse de reforger les secteurs sociaux telle que la santé, l'éducation et les institutions de solidarité sociale.

Ces 4 priorités constituent les points d'appui d'un véritable programme de sauvetage et de relance de la croissance et du développement de notre économie Marocaine.

Apostrophe N°4 : Les mécanismes et les outils d'une stratégie de sauvetage et de relance :

Les stratégies de relance et de sauvetage imposent des instruments, des mécanismes et des institutions pour les mettre en place.

La définition des mécanismes et de la mise en place des visions stratégiques nécessite aujourd'hui deux points incontournables : Le premier concerne la conception à travers la définition claire des projets stratégiques à long terme qui exigent un processus participatif afin de définir les contours du nouveau contrat social et du projet collectif.

Le second est relatif à l'exécution des projets stratégiques avec des budgets glissants sur trois ans ou plus.

Une des principaux écueils du modèle de développement dans notre pays est liée à l'absence de vision stratégique, ce qui explique le défaut de clarté de nos politiques économiques. Si la pandémie de la Covid-19 a attisé la crise, elle a tout aussi mis l'accent sur l'impératif et l'urgence de définir un projet collectif et une vision commune de notre avenir.

Cette dynamique politique ne peut se cantonner à des formulations ou des prédicats concrets, aussi pertinents soient-ils. La vision stratégique n'est-elle pas l'aboutissement d'un processus politique collectif qui définit le projet sociétal, qui prédétermine les grands défis, profère les priorités et donne corps aux mécanismes et âme aux outils ?

Ce processus politique et cette œuvre collective sont inéluctables pour reconstruire le Contrat Social et croire en notre capacité de conduire et de réussir notre édifice politique, économique et social et de donner un nouvel horizon à notre expérience historique.

FOR AUTHOR USE ONLY

Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 29/10/2020

A quelques jours de la célébration de la fête de la naissance du PROPHETE SIDNA MOHAMMED que la Salate soit sur LUI connu sous le nom de " AID ALMAWLID", dans le pays des lumières, des projections des caricatures insultantes ont eu lieu sur les hôtels de la région, envers le PROPHETE à Toulouse et à Montpellier, des Affiches blasphématoires au nom de l'État de droit et les droits et libertés fondamentaux.

Sur les réseaux sociaux : Le Affiches profanatrice et blasphémateurs contre le PROPHETE figurent sur des milliers de publications ; ces caricatures insultantes font écho dans le monde entier, "Notre Prophète est une ligne rouge", ou avec des hashtags comme " boycotter les produits français, Macron injurie le Prophète, la France injurie le Prophète de la nation, le Prophète est une ligne rouge" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas que la culture de la haine et rappelle que l'intolérance persiste encore au 21ème Siècle ?

Les Affiches sacrilèges et irrévérencieux contre le PROPHETE en France, transcendant les frontières Françaises et Communautaires pour se muer en icône mondiale, remettent sur le marbre de l'actualité le chauvinisme et la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique " I've Been to the Mountaintop" pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial , ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations raciales et les ségrégation religieuses qu'on a cru inhumain. Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui.

Dans notre planète, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour l'intolérance et les discriminations étayées pour l'essentiel sur la couleur des religions. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

Nous pensons que la guerre contre l'intolérance et l'inéquation des cultes est un Must, mais qu'elle reste miteuse. Aussi, nous pensons qu'il existe une autre guerre, toute aussi violente qui est celle de l'éradication des idéologies de la haine. C'est un travail de longue haleine qui concerne toutes les sociétés de la planète. Inopportunément et malencontreusement, dans les pays occidentaux, ce sont les projets d'écluse et d'introversion, qui l'emportent. L'islam est peu ou prou anathématisé en tant que religion.

La laïcité est étalée comme une arme de guerre contre cette foi, alors qu'elle est censée l'immuniser au même titre que les autres dogmes, credo et cultes. L'intolérance s'exacerbe dans la réverbération de la messe de l'abrutissement, il se nourrit et s'abreuve dans les gadoues de la lassitude et du démolissage.

Avouons-le, le chauvinisme a distillé des effets pervers dont le plus préjudiciable est le rejet des religions, en particulier l'Islam. Celle-ci n'est pas une quête de liberté d'expression, mais une grotte et caverne identitaire contre l'Islam, incriminé de tous les dommages collatéraux. Ce sont des élites politiques qui commettent cette fois-ci ces misanthropies en l'occurrence Manuel Macron. La France a un mandat pesant à jouer : Avant les armes et les fusils, il y a des idéologies à neutraliser, avant les fusils, il y a des cultes à désamorcer.

Nous devons reconnaître après ces faits outrageants, que la liberté d'expression laïque est indemne de toute réprobation : Chez certains, elle saupoudre maladroitement ce qui relève de la foi, du divin et de l'humain. Ce nœud gordien doit être tranché si on veut ostraciser la haine et le terrorisme qui en résulte et son obsession criminelle.

La fusillade contre la culture de la haine doit être optimisée, elle doit être absolument globale et internationale. La coopération existe mais elle n'est pas aussi que l'on voudrait. Notre malheur est que nous vivons avec des gens qui pensent que Dieu n'a guidé personne d'autre qu'eux pour paraphraser Ibn Sina (Avicenne).

La Communauté internationale doit s'agglomérer à remettre la paix dans tous ces pays, les grandes puissances ont cette responsabilité à restaurer les Etats nationaux et d'exempter que d'autres Etats ne se contorsionnèrent. Mais, il

appartient tout un chacun de nous d'apporter son écot par la lutte contre la haine, le racisme et l'incitation à la violence au quotidien.

Le discours de Macron est dénonciateur de l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une pensée funéraire et sépulcrale. Si Montesquieu narrait que " Il n'y a point de plus atroce césarisme et de despotisme que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les Couleurs de la justice" je réplique devant ces affiches blasphématoires qu'il n'y a point de plus atroce despotisme que celui que l'on exerce à la pénombre des lois et avec les Couleurs de la liberté d'expression.

Pour donner âme à la religion, ne faudrait-il pas amorcer par l'étiquette de l'éthique et de la morale. Chateaubriand n'a-t-il pas dit, à cet effet, "que ce n'est pas la religion qui découle de la morale, c'est la morale qui naît de la religion."

Pour donner âme à la religion, n'est-il pas temps d'instaurer la religion de l'amour pour paraphraser Louis Aragon, car, sans amour, toute religion n'est qu'une sorte de divertissement métaphysique pour citer André Esparcieux.

A cet égard, faisons de notre morale notre religion, faisons de notre justice notre religion, faisons de notre humanité notre religion, faisons de notre humanité notre opium.

Pour épiloguer, j'exhume la célèbre sagesse du pamphlétaire british Thomas Paine "Mon pays est le monde, et ma religion est de faire le bien." car, in fine, il n'y a qu'une seule religion : l'Humanité.

La Course à la Maison Blanche, le Duel D.Trump/J.Biden : Quel impact sur la géopolitique mondiale et les Relations Internationales

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 01/11/2020

Moins de 2 jours avant le scrutin présidentiel prévu le 3 novembre 2020 qui affrontera l'actuel Président Donald Trump à Joe Biden ancien Vice-Président d'Obama, les élections présidentielles Américaines font la une des médias à travers des réflexions et des dissertations des contrecoups de l'élu à la maison blanche sur la géopolitique mondiale et les relations internationales.

Dans cette chronique, nous analyserons l'impact éventuel que pourrait avoir la course à la "White House" sur les relations internationales. Pour ce faire, il serait judicieux de faire le bilan de la politique étrangère de Donald Trump depuis son élection en 2016.

Dès son accession au piédestal de la maison blanche, Donald Trump a voulu révolutionner la politique étrangère Américaine en se régentant vers la fameuse sémantique "America First" ou " L'Amérique d'abord " qui s'est matérialisée par la défense farouche et conformiste du nationalisme avec un scepticisme à l'égard du multilatéralisme, les organisations internationales et l'aide au développement.

Sur le plan des relations commerciales internationales, l'OMC a été partiellement verrouillée par Donald Trump ce qui a porté préjudice à la Coopération Economique Internationale alors que le G20, qui avait joué un rôle décisif dans le désamorçage de la crise économique mondiale de 2008, se trouve paralysé dans la gouvernance mondiale de la pandémie du Covid 19 ce qui obscurcit et envenime davantage les Relations Internationales.

Aussi, Il a privilégié la compétition stratégique vis-à-vis de la Chine comme finalité première à travers les mesures de représailles commerciales et la levée en cascade des droits de douane.

En outre, la politique étrangère de Donald Trump a été jalonnée par la rétrogression des USA de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme.

En pleine pandémie du Coronavirus, cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales de D.Trump est manifeste : La Covid-19 n'a-t-elle pas dénué l'usage des mécanismes de coordination concrétisés par le "selfish" de Donald Trump où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 ? En sus, les Relations Internationales sont devenues tempétueuses entre les USA et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dirigé par l'Éthiopien Tedros Adhanom en le taxant d'avoir mal géré la crise du Covid-19, et de soupçonner l'OMS d'être en connivence avec la Chine. En corollaire, Donald Trump ordonna la suspension de la contribution financière des Etats-Unis à l'OMS qui est de l'ordre de 500 millions de dollars annuellement.

Sur l'éternel conflit israélien-palestinien, Donald Trump s'est rangé à travers son parti pris total sur les positions d'Israël qui se sont matérialisés par l'alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, la reconnaissance de l'annexion du plateau du Golan, le transfert de l'ambassade Américaine à Jérusalem, le plan de paix pro-israélien, et récemment à travers le contre-seing d'accords d'Israël avec les Emirates Arabes Unis et le Bahreïn.

Par ailleurs, Donald Trump n'a pas hésité à prédilectionner les relations avec le régime autoritaire de Kim Jon-un de Corée du Nord ou avec la Russie de Vladimir Poutine de Russie ou la Turquie d'Erdogan sans toutefois obtenir de résultats probants.

L'Europe quant à elle, elle ne fait partie de l'agenda de l'Europe en lui reprochant le financement insuffisant de l'OTAN et l'ascension du déficit commercial.

De surcroît, la politique "Trumpienne" s'est matérialisée par le durcissement des sanctions contre l'Iran et Cuba.

A cet égard, le 3 Novembre 2020, si le démocrate Jo Biden gagne la course les urnes présidentielles Américaines, sa politique étrangère aura un impact certain sur la géopolitique mondiale en prenant sur plusieurs points le contre-pied de Donald Trump.

La première ambition de l'ex vice-président d'Obama sera de replâtrer la crédibilité du pays d'Uncle Sam sur l'arène internationale :

- primo, Joseph Biden, dit Joe Biden rétablira le crédit avec les partenaires des USA, en singulier en ce qui concerne les relations commerciales internationales. Dans son speech, les USA doivent redevenir une référence de la démocratie dans le monde contrairement à l'égoïsme de Donald Trump. A cet égard, Joe Biden suggère de plafonner le seuil annuel de réfugiés autorisés à entrer aux USA à 125.000 par an et à l'augmenter au fil des années. Tout en sécurisant les frontières, il garantira la respectabilité des immigrants et défendra les droits des demandeurs d'asile.

- Secundo, Joe Biden promet de consolider la coopération avec les pays d'Amérique Centrale en lui accordant un budget de quatre Milliards de dollars. En sus, Il déposera un projet de loi au Congrès prohibant les contributions financières privées aux candidats à des élections fédérales.

- Tertio, Joe Biden s'engagera à réunir aux Etats-Unis un Sommet mondial de la démocratie pour se défendre ensemble contre l'autoritarisme et faire progresser les droits de l'homme.

- Quarto, Joe Biden promet de se prononcer contre le protectionnisme et pour un commerce international équitable, et encouragera les secteurs innovants tels que les énergies propres, l'informatique quantique, l'intelligence artificielle, la 5G et les trains à grande vitesse.

- Quanto, contre la Chine, il proposera d'opposer un front uni des alliés et partenaires de l'Amérique, en définissent des règles communes, en imposant la transparence et en jouant un rôle de leader. Il maintiendra l'effort de défense afin que les Etats-Unis demeurent la première puissance militaire mondiale, et n'hésitera pas à utiliser la force si nécessaire pour protéger le peuple américain.

- Sexto, Pour les alliés des Etats-Unis, en particulier l'Europe, Joe Biden promet que le pays d'Uncle Sam reviendra à l'Accord de Paris sur le climat et s'engagera sur l'ambition d'une économie entièrement décarbonnée en 2050. Aussi, les USA rejoindront également l'Accord sur le nucléaire iranien si les dirigeants de l'Iran respectent leurs engagements.

- Septimo, sur l'agenda nucléaire, Joe Biden se prononcera pour le non prolifération nucléaire et pour parvenir à un accord avec la Russie sur la limitation de l'arme atomique.

En conclusion, il est certain que si Joe Biden sera élu Président des Etats-Unis, les relations internationales vont être plus apaisées, la géopolitique mondiale sera atténuée, et semble-t-il, un nouveau lexique de l'ordre mondial sera érigé surtout après la grande épidémie du Covid 19 qui a frappé la planète en cette année 2020 et définira le ton et le tempo de la géopolitique internationale.

FOR AUTHOR USE ONLY

Covid-19 et repositionnement de l'Union Européenne sur l'Afrique : Une aubaine pour la centralité géopolitique de la Méditerranée

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 10/11/2019

C'est un secret de polichinelle que la crise du Covid19 a révélé toute la vulnérabilité de la globalisation, devenue à l'heure du Coronavirus plus chancelante, plus imprévisible qu'auparavant. Au regard de cette fragilité, le monde ne devra-t-il pas s'acheminer vers une multipolarité partagée ? À côté de la Chine (l'Asie) et des États-Unis (l'Amérique), l'Union Européenne (L'Europe) ne doit-elle pas prendre conscience de la nécessité du repositionnement géopolitique en créant un troisième pôle solidaire avec l'Afrique qui permettrait à la Méditerranée de retrouver sa centralité perdue ?

La pandémie du Covid-19 a engendré de grandes interruptions dans les chaînes de valeurs mondiales, et, de facto, elle a permis aux proximités et aux solidarités régionales de devenir les assises et les ateliers de souveraineté et d'autonomie nouvelle.

Dans cette optique, l'Union Européenne ne doit-elle pas concevoir le mouvement de relocalisation dont il est question ? Avec la rupture des chaînes de valeurs internationales, n'est-il pas opportun pour l'Europe d'adhérer à une dynamique de "ré-régionalisation" dans le cadre d'une logique verticale ralliant l'Afrique et l'Europe avec la Méditerranée pour compatir à l'émergence d'une multipolarité partagée ?

Le Maroc est un arbre dont les racines sont ancrées en Afrique mais qui respire par ses feuilles en Europe pour reprendre la célèbre métaphore de Feu Hassan II, le Maroc, relais entre l'Afrique et l'Europe, devra s'insérer internationalement dans cette séquence vertueuse et les répliques qui seront apportées aux contraintes issues de la crise économique de la pandémie du Coronavirus contribueront à émailler son nouveau modèle de développement économique et social.

En sus, la crise d'origine sanitaire, 2020 restera dans les annales de l'histoire économique et sociale, l'année du Coronavirus, et ainsi dans le Post-Covid-19, la primauté est à allouer à la dimension sociale : La suprématie sera accordée à la santé pour sauver la vie humaine, promouvoir la recherche scientifique pour

manufacturer les médicaments à utiliser avant la course effrénée à la découverte de la formule chimique du vaccin, en vue d'en être à l'abri dans le futur.

Sur ce registre, la santé et la protection de la vie humaine vont devenir des choix stratégiques des politiques publiques. Avec les dommages collatéraux distillés par la pandémie du Covid-19, au même rang que la sécurité et la paix, la santé est en passe de devenir un bien commun de l'humanitarisme.

Corrélativement à la sauvegarde de la vie, partout dans le monde, les États s'attèlent, avec omnibus, au grand "PLAN MARSHALL" de parer l'effondrement de l'économie et la mise en place des instruments de relance des systèmes productifs.

Encore une fois, l'anathème du Coronavirus nous a révélé nos 4 vérités en face que loin de tout autolâtrerie, loin de l'égoïsme ou le Fierté America ou d'autres épithètes égocentriques : Seulement par une action concertée que l'on pourra voir le bout du tunnel. Ainsi, au plus profond de la crise sanitaire du Covid-19, doit jaillir et éclore un besoin d'unité, entre les États et Nations et de solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les Forces Économiques et Sociales. Pour preuve, La crise du Covid-19 n'a-t-elle pas mis les pleins phares aux frontières et aux écueils de l'ultralibéralisme et de l'individualisme ? Avouons-le, la main invisible du marché pour reprendre la célèbre allégorie d'Adam Smith, ne peut, à elle seule, régenter et aiguiller l'économie mondiale.

Loin de tout bord, Etat providence ou État Gendarme, l'Etat que l'on veut désormais est "Un Mieux Etat", qui aura le mandat stratégique d'en redresser les outrages qui se mesurent en termes d'arrêt de l'investissement et de production (dimension économique), de pourrissement de l'environnement (dimension écologique), d'accentuation des inégalités (dimension sociale) et, aujourd'hui avec la pandémie du Coronavirus, d'apparition d'épidémies (dimension sanitaire).

La fragilité et la précarité que le Covid-19 a révélée ne nous apostrophe-t-elle pas nous, Marocains, Maghrébins, Africains, Européens et Sud-méditerranéens ?

Ne doit-elle pas nous amener et nous animer à prendre conscience de la valeur inestimable du voisinage comme un bien commun, à ouvrir nos frontières, créer les socles et les piédestaux de réconciliation et de rapprochement, pour boiser et

blinder nos positions de négociation dans la gestion de la mondialisation post-2020 ?

Dans l'espace Afro-Euro-méditerranéenne, l'Union Européenne ne doit-elle pas tirer les enseignements et les leçons de la crise sanitaire, économique et sociale causée par la Covid-19, et ce à travers la réduction de sa dépendance au niveau des chaînes de valeur mondiales avec le lointain (la chine, l'Inde.....) et créer des interdépendances solides avec sa proximité la zone afro-méditerranéenne ? L'Union Européenne ne doit-elle promouvoir la relocalisation des activités industrielles pour les incorporer dans un maillage régional du pourtour Afro-méditerranéen permettant, in fine, de redonner à la Méditerranée sa centralité perdue en tant qu'espace géopolitique Européen et Africain pour mieux négocier sa position dans les chaînes de valeur mondiales et démontrer sa capacité à maîtriser ses rapports avec toutes les grandes puissances et à bâtir, dans la cadre de la multipolarité future et dans une approche de régionalisation avec l'Europe voisine, une zone de coproduction et une orthogonalité Afrique-Europe avec un nouveau centre de rayonnement : La Méditerranée.

Le Maroc, qui appartient à cette périphérie Afro-Euro-Méditerranéenne, tirera profit et fruit de cette séquence vertueuse porteuse d'investissement, de production, de croissance et d'emploi.

Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 18/11/2020

Après un long suspens Hitchcockien, le nœud gordien du piédestal de la Maison Blanche a été tranché en faveur de Joe Biden avec 273 votes du collège électoral et deviendra le 46^{ème} président des États-Unis.

De part cette victoire aux urnes, les Américains ont démontré que la démocratie ne trébuche pas : Devant la peur d'un nouveau mandat de D.Trump, les Américains ont adhéré laborieusement au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après ce suspens, le monde, les médias, écrites et audiovisuels se pose la question récurrente que va faire Joe Biden ?

- Primo, la campagne électorale de J.Biden a été plutôt un vote pour ou contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été catastrophique sauf un point positif de la diminution des impôts qui a permis à l'Amérique de revitaliser son économie durant cette pandémie.

- Secundo, Joe Biden n'a pas développé réellement un programme économique ; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Est-ce qu'il va garder le crédo protectionniste ? En vérité personne n'en sait rien : Revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19 !!

Par contre, on est sûr que les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour preuve, Joe Biden a déjà donné des hypothèques et des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté. Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre étoile.

Aussi, l'ex sénateur de Delaware compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où Donald Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse "America First and only". De ce fait, Joe Biden cicatriserait les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran.

C'est ce qui explique, d'ailleurs, l'immense soupir de soulagement à Paris, Berlin, Ottawa ou Séoul, les capitales qui ont, sous une forme ou sous une autre, le plus pâtie du style arrogant du républicain D.Trump. C'est ce qui explique, aussi, le silence radio ou les réactions ambivalentes des leaders les plus proches ou ambiguës vis-à-vis de Trump, à Londres, Budapest, Moscou, Brasilia ou Jérusalem.

Aussi, rester au sein de l'Organisation mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le blocage de la contribution financière des USA du montant de 500 Millions de dhs , et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable challenge de l'ère Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs.

Joe Biden n'a-t-il pas annoncé les couleurs en organisant dès sa première année au pouvoir, un Sommet pour la démocratie, réunissant États et sociétés civiles ? Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle phase avec enthousiasme et d'aperception : Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la

Chancelière Angela Merkel -celle qui connaît le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur elle-même."

Joe Biden esquissera sa vision d'une nouvelle Amérique qu'il souhaite pacifiée et unie, comme il l'a souligné dans son discours de victoire

Ainsi, il tentera de "bercer" le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. En outre, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé et de politique climatique. Après quatre ans d'une présidence "Trumpienne" atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

Avec Donald Trump, quatre années de "pollution first", Joe Biden a décidé de retirer son pays de l'accord de Paris et annulé une longue série de réglementations favorables à l'environnement aux Etats-Unis. Une politique qui a provoqué un sursaut salutaire dans de nombreux Etats. N'est-elle pas, somme toute, une mission de replâtrage de l'économie mondiale par J.Biden ?

Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19 ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 01/12/2020

L'aéronomie économique mondiale est à la taciturnité pour les responsables politiques, institutions internationales (FMI, OMC, OCDE, CNUCED....), dirigeants économiques, qui s'intéressent à l'évolution de Relations Commerciales Internationales. Il faut dire que les impulsions de la mélancolie économique internationale ne manquent pas. Il y a d'abord la croissance mondiale qui a du mal à retrouver sa véhémence et son ardeur économique d'avant la grande déconfiture économique, financière et sociale de 2008/2009 déchaînée par la pandémie du Covid-19.

Les fiscal stimulus lancés par de nombreux pays, les politiques monétaires latitudinaires, ainsi que les politiques budgétaires permissives, n'ont pas réussi à redonner à l'économie mondiale une dynamisation de croissance plus marquée.

La vulnérabilité de la croissance économique globale n'est pas le seul facteur des inquiétudes pour l'économie mondiale; le commerce international est une des préoccupations actuelles.

En effet, moult rapports ont décelé que le tempo de la croissance du commerce international devrait enregistrer en 2020 une contraction comprise entre 13% et 32% en 2020, sous l'effet de la pandémie du nouveau coronavirus qui a fortement affecté les chaînes de valeurs mondiales et la vie normale dans le monde selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les économistes de l'OMC arguent que cette baisse sera probablement supérieure à la contraction du commerce mondial causée par la crise financière mondiale de 2008-2009 où les échanges commerciaux devraient accuser une baisse à deux chiffres dans presque toutes les régions de la planète.

Pour certains économistes, inutile de s'attendre à une véritable reprise du commerce mondial : La stagnation serait un fait perdurable auquel il faut adapter notre modèle économique.

Avec l'élection de Joe Biden, les caméscopes du monde sont épinglés sur les premières œuvres du nouvel élu de la maison blanche, qui devrait tenir les

gouvernails de la première puissance mondiale à la mi-Janvier 2021. Sa position en matière du commerce mondial sera plus singulièrement interpellée, en particulier les relations économiques internationales tumultueuses avec le Céleste Empire, attisées par le président sortant D.Trump, un adepte du mercantilisme et ne croit pas, en matière de commerce, au jeu à somme positive. Au contraire, il voit, dans le protectionnisme et l'isolationnisme, la seule voie pour défendre les intérêts américains.

A bien des égards, la compétition commerciale et l'ouragan des échanges commerciaux s'est focalisée autour de ce nouvel affrontement sur l'échiquier mondial, notamment Est-Ouest.

Les argumentations du pays d'uncle Sam pour tenter de rééquilibrer leur déficit commercial le plus élevé du monde (616,8 Milliards de dollars en 2019) sont connus en théorie, et pour certains, légitimaires : affaiblissement du Yuan au regard du Dollar pour aviver les exportations chinoises, barrières à l'entrée au marché Chinois via des barrières non-tarifaires, contingents, préférence nationale appliquée par la Chine, notamment en matière technologique.

Pour plusieurs analystes, même si la politique étrangère évoluerait sur la forme vis-à-vis de la Chine, celle de Joe Biden ne devra pas s'éloigner de la trame tissée D. Trump. Sous cet angle, Hubert Védrine, l'ex-ministre des affaires étrangères n'a-t-il pas dit : N'oublions pas que le futur Président des États-Unis sera avant tout Américain, et aura à cœur de défendre les intérêts de son pays ? A cet effet, soutenir les intérêts stratégiques des USA ne nécessitera-t-elle pas de reconduire le bras de fer avec Pékin ?

Dans les coutumes et les Us de la chose politique aux USA : Les républicains sont isolationnistes, les démocrates protectionnistes ; la main invisible du libéralisme dominant aux États-Unis s'estompe là où les intérêts stratégiques du pays de 50 États sont en jeu.

En additionnant les dommages collatéraux du Covid-19 et la gestion timide et réticente de la pandémie par l'Oncle Sam par D.Trump, l'on se trouve devant une "olla-podrida" engendrant mécaniquement une attitude aussi bien méga-défensive pour prémunir le marché intérieur, qu'offensive pour percer les marchés mondiaux.

Dans ce cas d'espèce de la réduction de ses débouchés au sein de ce grand marché Américain, des tensions additionnelles dans le commerce mondial vont avoir lieu : La Chine va systématiquement investir dans de nouvelles zones commerciales et ce dans le dessein de préserver un niveau de dynamique économique idoine pour conserver ses parts de marché, ainsi que ses fondamentaux économiques et sociaux. Dans cette reconfiguration du commerce mondial, nous assistons à une guérilla économique entre les deux superpuissances ; dans ce faciès du commerce international, l'Europe constitue l'estrade d'opérations principales puisque le vieux continent prédispose d'un PIB par habitant consistant, bien que son marché soit mûri.

Cependant, l'Europe mène la contre-offensive, comme en témoigne la récente mise en place de sanctions européennes à l'encontre du mastodonte Boeing, inculpé d'avoir bénéficié de subsides publics Américains.

Aussi, avec la perturbation des chaînes de valeurs mondiales à l'heure du Covid-19, l'Europe a notifié sa fermeté de relocaliser certaines industries stratégiques sur son tissu économique afin d'amortir la surexposition de ses chaînes de valeurs à l'Asie du Sud-Est : Commotionnés par l'arrêt brutal de leurs approvisionnements, les grands groupes industriels Européens envisagent l'éventualité de raccourcir leurs unités industrielles de l'Europe, afin d'être moins exposés aux différentes incertitudes de pénurie.

Comme la réaction de l'Europe contre les USA, la réplique de la Chine ne se fera pas attendre : Pékin évitera à tout prix tout rush de désengagement des Firmes Multinationales FMN du grand atelier du monde, et pourrait agir par le biais de la fermeture de son marché aux produits de ceux qui sont tentés de partir. Qu'en est-il de l'Afrique dans cette nouvelle cartographie du Commerce International ?

L'Afrique, pour sa part, recèle un potentiel de croissance d'envergure et fait l'objet de toutes les convoitises commerciales. Résolument enraciné dans le continent noir depuis la fin des années 90, la Chine dispose d'avantages compétitifs et concurrentiels en Afrique dans plusieurs niches telles les industries extractives, grands investissements dans les infrastructures, exportations de produits finis semi-finis et d'intrants industriels.

D'ailleurs depuis l'éclatement de la pandémie, Pékin a redéployé des efforts laborieux en direction du continent noir, multipliant les prodromes d'investissement et consentant un effort massif pour épauler l'Afrique à lutter contre le virus du Covid-19.

Mis à part quelques accords de libre échange, l'Amérique n'ont jamais explicitement défini leur politique commerciale envers l'Afrique, et s'échine à mettre en place une dynamique commerciale gagnante.

L'Europe, quant à elle, historiquement prédominante a perdu des places même dans des aires géographiques commerciales où elle était séculairement présente.

Dans cette nouvelle gravure du commerce mondial et pour reprendre la célèbre phrase du légendaire footballeur anglais Gary Lineker en 1990 "Le football est un sport qui se joue à onze contre onze, et à la fin, c'est l'Allemagne gagne", Idem, pour le Commerce Mondial des deux dernières décades, "une compétition commerciale qui se joue à 193 pays, et à la fin, c'est la Chine qui gagne" hormis que la pandémie du Covid-19 est en train de remettre en question de manière abyssale les chaînes de valeurs mondiales, révélant à la fois une surexposition des industries manufacturières mondiales à l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'une ferveur des plateformes technologiques. La pandémie de COVID-19 représente, somme toute, un bouleversement sans précédent de l'économie mondiale : Sommes-nous à l'aurore d'un grand redimensionnement de l'échiquier Commercial Mondial ?

ADIEU SALAH, Salaheddine El Ghomari : Un Journaliste d'exception

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 11/12/2020

Ce n'est un secret pour personne que non seulement le monde des médias marocains est en deuil, mais aussi les téléspectateurs Marocains, la Grande émotion du décès du journaliste Salaheddine El Ghomari qui s'est éteint dans la soirée d'hier du Jeudi 10 décembre 2020 à Mohammedia, des suites d'une crise cardiaque, à l'âge de 52 ans.

Connu du grand public pour avoir présenté le journal télévisé arabophone de 2M pendant deux décennies, Les ondes et le quatrième pouvoir étaient dans ses veines : Après des études de journalisme en Russie, il a rejoint la chaîne d'Ain Sebaa en l'an 2000, où il s'est imposé comme l'un des présentateurs charismatiques les plus en vue du journal télévisé en langue arabe.

Surtout, la cote de popularité de Salaheddine El Ghomari montrera en flèche auprès des téléspectateurs et de l'ensemble des citoyens Marocains depuis le déclenchement de la pandémie du nouveau coronavirus surtout dans la terrible et dure phase du confinement total, grâce au programme de sensibilisation et d'information qu'il a animé durant toutes les phases de cette crise sanitaire la populaire émission quotidienne à forte audience "Questions sur le Coronavirus" ; une émission qui a fait exploser l'audimat en cette période de crise sanitaire.

Selon des sources proches du défunt, le concept de l'émission a été pensé et préparé en 24 heures. En ces temps moroses engendrés par la pandémie du Covid-19, il était important de parler au public et surtout de lui donner la parole. Salaheddine recevait 40.000 messages vidéo et écrits par jour en interaction avec l'émission de prédilection au temps du Covid-19 "Questions sur le Coronavirus".

Avec grande ardeur et zèle, Salaheddine El Ghomari redoublait et suait d'efforts laborieux et louables pour sensibiliser la population marocaine sur la gestion au quotidien de la pandémie.

Même après le déconfinement, Salaheddine El Ghomari restait toujours présent sur facebook, instagram en insistant toujours sur les mesures de distanciation

sociale et le port du masque et en invitant, en sus, les Marocains et les internautes à rester chez eux autant que possible.

La disparition subite de Salaheddine El Ghomari a suscité un grand émoi parmi les professionnels des médias et chez le grand public, comme le démontrent les larges réactions de sympathie sur les réseaux sociaux.

Journaliste engagé, passionné par son métier, adulé pour son franc-parler, artiste dans l'âme, apprécié pour ses qualités humaines et professionnelles, marqué les esprits tant par sa vivacité que par son engagement.

Non seulement 2M et le monde de la presse écrite et du paysage audiovisuel, mais tout le Maroc perd l'une des figures les plus marquantes Marocains.

Certes, il nous a quittés, mais ses proses journalistiques, son émission le rendent immortel. A ADIEU Salaheddine.

FOR AUTHOR USE ONLY

La Seringue de l'Espoir

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 13/12/2020

In fine, l'espoir ressuscite et se ranime après le communiqué officiel par le Ministre en charge du portefeuille de la Santé, Khalid Aït Taleb, de l'amorçage prochain de la campagne de vaccination massive contre la pandémie du Covid-19. Aussi, l'optimisme béat réapparaît et se confirme après la décision magnanime et noble du Souverain Marocain qui a décrété la gratuité du vaccin contre l'épidémie de la Covid-19 au profit de tous les Marocains aux dires du Cabinet Royal. Le Souverain Marocain a tranché le nœud gordien que le vaccin contre la Covid-19 ne devant pas être un bien commercial, mais un bien public accessible à tous les Marocains.

Selon des sources dignes de foi, les premières opérations d'injection de la seringue de l'Espoir démarreront dans les deux semaines du Mois courant de Décembre. Une telle information du Ministre de la Santé est révélatrice de la stratégie chevaleresque initiée par les autorités Marocaines sous les directives du Souverain Marocain, faite de prospectives et d'anticipations positives à l'instar de la décision Royale du confinement de Mars 2020, la conclusion d'accords de partenariat avec la Société Etatique chinoise SINOPHARM (sixième plus grand fabricant de vaccins au monde), la participation aux essais cliniques qui a donné ses dividendes en bénéficiant du vaccin anti-Covid-19, ainsi que le lancement des opérations de vaccinations dans les meilleurs délais.

Et, c'est tout à fait judicieux que les accès pour le Vaccin seront réservés en premier lieu à l'Armée Blanche (le personnel de la Santé), la Sûreté nationale (les forces de l'ordre, les agents d'autorité), les enseignants, les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques avant que la vaccination ne soit élargi à tous les adultes.

Vacciner 25 Millions de Marocains est un engagement colossal. C'est pour cela que cette campagne de grande ampleur mobilisera une logistique inédite : Actuellement, le Staff du Ministère de la Santé est dans la phase concrète de la prise des dispositions pratiques des vaccinations, en termes de logistique, des structures d'accueil dédiées, l'équipement en réfrigérateurs spéciaux de toutes

les pharmacies centrales du pays pour conserver le vaccin à une température de 2 à 8 degrés, des espaces de vaccination et de personnels habilités.

Comme dit le dicton français ancestral, chaque pièce a son revers, Il s'agit, de la communication massive et tous azimuts qui devrait embrasser les opérations de vaccination afin de sensibiliser l'ensemble des Marocains à l'extrême importance de se faire vacciner.

Sous cet angle, il convient d'apprécier que selon la déclaration du Ministre de la Santé, la vaccination ne sera pas obligatoire et les seules nouvelles mesures "astreignantes" relatives à l'obligation de disposer à côté du passeport international, d'un "passeport Santé" pour se déplacer à l'étranger qui signale que le détenteur a été vacciné.

Les raisons de cette relative équanimité sont connues. Elles tiennent à la faiblesse de la communication dévolue à cette opération souvent essentielle pour les personnes âgées, les malades ou les enfants, mais aussi au prix d'un vaccin qui n'est pas considéré comme essentiel par nombre de nos concitoyens.

C'est donc la nécessité de lancer la bataille de la communication qui se pose dès à présent afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures sanitaires.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres cieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux et celles qui sont nourris dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle d'un Jour en pleine pandémie et surtout en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été médusé par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaillent et résonnent sur les réseaux sociaux au Maroc et à l'international, semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du

Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

En outre, les théories complotistes et des boutades à dormir debout alléguant, par exemple, que le vaccin contre le Covid-19 servira à implanter une puce électronique sont également particulièrement présentes sur les réseaux sociaux au Maroc et dans le monde. Cette zizanie ne risque-t-elle pas de dissuader la population au vaccin et freiner la couverture vaccinale ?

Saluer cette dénégation et ce désaveu, n'est-il pas un indicateur qui montre incontestablement l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une telle pensée de doute. Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort louable et laborieux de la communication que doit déployer le Staff du Ministère de la santé pour exorciser une telle suspicion.

On ne peut pas autoriser ces paranos de soupçon et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave. Plus de six mille morts, un virus assassin et meurtrier, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Communiquer est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de lancer le combat de la communication qui se pose en amont : L'adhésion de la population est incontournable, la communication est essentielle avant toute campagne de vaccination de masse, afin de clarifier aux citoyens tous les aspects liés au processus de vaccination pour assurer leur implication et instaurer un climat de confiance, et contrer les voies réticentes loin de toute théorie de complot.

Le vaccin chinois ?

Il a déjà été utilisé sur un million de Chinois. Si leur vaccin n'était pas sérieux, testé et corroboré cliniquement et scientifiquement, jamais le Souverain Marocain ne l'aurait autorisé, le Maroc n'aurait jamais commandé des millions de doses.

L'arrivée imminente des vaccins anti-covid et la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, participer à augmenter la couverture vaccinale,

atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale

C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies. Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction. La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

C'est très bientôt, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité. Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. La "normalité" sera bientôt de retour, Stay open !!

FOR AUTHOR USE ONLY

La Communication : Un préalable incontournable pour la réussite de la campagne de la Vaccination Anti-Covid 19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 23/12/2020

Partout, le monde s'apprête aux opérations de vaccination contre le Coronavirus, au Maroc vacciner 25 Millions de Marocains contre la pandémie du Covid-19 est un engagement colossal. C'est pour cela que cette campagne de grande ampleur mobilisera une logistique d'envergure : Actuellement, le Staff du Ministère de la Santé est dans la phase concrète de la prise des dispositions pratiques des vaccinations, en termes de logistique, des structures d'accueil dédiées, l'équipement en réfrigérateurs spéciaux, des espaces de vaccination et de personnels habilités.

Et, c'est tout à fait judicieux que les accès pour le Vaccin seront réservés en premier lieu à l'Armée Blanche (le personnel de la Santé), la Sûreté nationale (les forces de l'ordre, les agents d'autorité), les enseignants, les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques avant que la vaccination ne soit élargie à tous les adultes.

Quoiqu'en 2013, le Maroc ait déjà réalisé une grande opération de vaccination ciblant 11 Millions de personnes contre la rougeole et la rubéole, cette campagne de vaccination anti-covid-19 s'annonce exceptionnelle du fait de l'ampleur de la population à vacciner sur une période limitée et du contexte particulier de la pandémie dans lequel elle sera organisée. D'où l'importance de la communication massive et tous azimuts qui devrait embrasser les opérations de vaccination afin de sensibiliser l'ensemble des Marocains à l'extrême importance de se faire vacciner.

C'est donc la nécessité de lancer la bataille à travers l'arme de la communication qui se pose dès à présent afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures sanitaires.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres lieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux

et celles qui sont nourries dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle d'un Jour en pleine pandémie et surtout en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été sidéré par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaient et résonnent sur les réseaux sociaux au Maroc et à l'international, semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

En outre, les théories complotistes et des boutades à dormir debout alléguant, par exemple, que le vaccin contre le Covid-19 servira à implanter une puce électronique sont également particulièrement présentes sur les réseaux sociaux au Maroc et dans le monde. Cette zizanie ne risque-t-elle pas de dissuader la population au vaccin et freiner la couverture vaccinale ?

Applaudir cette dénégation et ce désaveu, n'est-il pas un indicateur qui montre incontestablement l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une telle pensée de doute. Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort louable et laborieux de la communication que doit déployer le Staff du Ministère de la santé pour exorciser une telle suspicion.

On ne peut pas autoriser ces paranos de soupçon et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave. Plus de 7000 morts, un virus assassin et meurtrier, une bactérie impitoyable, un microbe fratricide, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Communiquer est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

Le sociologue français Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication, spécialiste des médias et de la communication politique n'a-t-il pas dit "Dans la communication, le plus compliqué n'est ni le message, ni la technique, mais le récepteur" ?

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de lancer le combat de la communication qui se pose en amont de toute opération de vaccination : L'adhésion de la population est incontournable, la communication est essentielle avant toute campagne de vaccination de masse, afin de clarifier aux citoyens tous les aspects liés au processus de vaccination pour assurer leur implication et instaurer un climat de confiance, et contrer les voies réticentes loin de toute théorie de complot.

Le vaccin chinois à travers la conclusion d'accords de partenariat avec la Société Etatique chinoise SINOPHARM (sixième plus grand fabricant de vaccins au monde), Il a déjà été utilisé sur un million de Chinois. Si leur vaccin n'était pas sérieux, testé et corroboré cliniquement et scientifiquement, jamais le Souverain Marocain ne l'aurait autorisé, le Maroc n'aurait jamais commandé des millions de doses.

Au regard de l'arrivée imminente des vaccins anti-covid et au vu la décision Royale de la gratuité du vaccin et dans l'ambition participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale, la bataille de la communication qui se pose en amont de toute opération de vaccination pour inhumer ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies.

Bernard Werber dans, sa sa trilogie des Fourmis, n'a-t-il pas argué que Les bébés ont besoin de communication pour survivre. Le lait et le sommeil ne suffisent pas. La communication est aussi un élément indispensable à la vie ? C'est le cas aussi pour la campagne de vaccination anticovid-19

Le Warning de la Dette Mondiale à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 27/12/2020

A cause de la pandémie du Covid-19, dans la plupart des pays du monde, les entreprises les plus précautionnées, les gouvernements les plus conformistes et les plus disciplinés n'ont pas eu d'autres options que de s'endetter pour survivre, et pour se préparer à des temps moroses.

En vertu des statistiques officielles du FMI, les données sont délirantes : La Dette Mondiale totale a ascensionné en une seule année de 15.000 Milliards de Dollars (ou 15 Billions), pour atteindre atteint son apogée avec la facture vertigineuse de 277.000 Milliards de Dollars, soit l'équivalent de 365% de la richesse mondiale, contre 320 % un an avant du PIB mondial. Une situation qui inquiète les institutions internationales comme le FMI ou la BRI.

Ce bond résulte de l'effet combiné de l'endettement et de la baisse du PIB, en raison du confinement et des mesures de restrictions sanitaires.

En termes de répartition régionale : Toujours en une seule année, la dette mondiale a gravi, dans les pays développés, de 380% du PIB à 432%. A titre illustratif dans le pays le plus endetté du monde, aux USA en l'occurrence, elle s'est hissée de 71 à 80 Billions et à elle seule la dette publique a atteint 101, 5% du PIB, ratio le plus élevé depuis le début des trente glorieuses. Dans l'Union Européenne UE, ce même ratio a éclaté de 86.2% à 95%.

La Chine demeure le pays qui le plus emprunté qu'auparavant sur les dernières années. En effet, la dette chinoise a quadruplé depuis 2007 : Déjà source d'inquiétude pour les experts de l'OCDE notamment, l'endettement de la Chine pèse de plus en plus lourd dans l'économie mondiale. Selon les données que vient de publier l'Institute of International Finance en effet, au premier trimestre de cette année, l'endettement total de la Chine (dette publique, celle des entreprises non financières, des institutions financières et des ménages) a atteint 303 % du PIB du pays, contre 297 % un an plus tôt et de ce fait, la dette chinoise par rapport au PIB mondial, est plus importante que peut représenter celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

Désormais, à plus de 40.000 milliards de dollars, la dette de la Chine pèse désormais pour 15 % de l'endettement total de la planète. Une hausse beaucoup plus rapide que ne l'anticipaient les experts du FMI il y a quelques années.

Ce phénomène a été fluidifié par les taux d'intérêts très bas, voire négatifs, imposés par plusieurs grandes banques centrales. Beaucoup de Gouvernements se sont en effet endettés à travers des programmes de relance à travers des politiques d'assouplissement monétaire des grandes banques centrales pour tenter de faire relancer les économies nationales atones.

Cet embrasement de l'endettement est principalement imputable au secteur privé, qui a profité à plein de l'ère de "l'argent pas cher" attisée par les politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales.

Au niveau de la répartition sectorielle, les deux tiers de cette dette émanent du secteur privé, mais la dette publique de moult pays s'est aussi beaucoup développée depuis la crise financière 2008/2009.

Nous pensons, en guise de conclusion, que la dette mondiale se révèle aujourd'hui un lourd fardeau pour de nombreuses entreprises et constitue une entrave rédhibitoire à la reprise mondiale et un risque pour la stabilité financière. Une telle dette n'est pas sans nous laisser poser 4 sortes d'apostrophes :

- La première apostrophe est le remboursement d'une telle colossale dette : Comment rembourser une dette qui est plus de deux fois plus importante que la richesse de l'économie mondiale ?

- La deuxième apostrophe est le remboursement, par les pays riches, d'une telle dette au regard d'une croissance économique anémique emballée par la pandémie du Covid-19.

- la troisième apostrophe tient au remboursement de la dette par les pays du Sud: Pour rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent puiser fortement dans les réserves de change qu'ils ont accumulées au cours des dernières années en raison de la hausse des prix de leurs exportations. Ces réserves sont menacées de fondre à un rythme plus ou moins rapide à l'instar de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh.

- La quatrième apostrophe est le remboursement d'une telle dette au regard de l'assèchement de la liquidité bancaire. L'épargne présente, dans le secteur

bancaire, au lieu de servir à l'investissement productif, que ce soit sous la responsabilité des pouvoirs publics ou celle des acteurs privés, est systématiquement déviée vers un comportement parasitaire de rentier.

FOR AUTHOR USE ONLY

L'année 2020, une année à oublier

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 31/12/2020

De l'avis même des moins superstitieux, il ne fait aucun doute que pour toute la planète, pour tous les Marocains, endeuillée par la pandémie mondiale, minée par une crise économique, financière et sociale majeure, l'émergence d'un virus responsable de la mort de plus de 1,7 million de personnes dans le monde, l'année 2020 aura été l'une des plus éprouvantes de l'histoire récente de notre pays. Nous gageons que dans quelques Mois, une fois que la grande bataille de vaccination contre la Coronavirus sera achevée et que l'immunité collective aura été atteinte, la pandémie de la Covid-19 ne sera plus qu'un disgracieux récit derrière nous.

Décès (plus que 8000), hospitalisations (plus 400.000 cas positifs), réanimations, incubations, psychose, panique, névrose, anxiété, hantise et confinement total ou partiel ont laissé commotion, traumatisme et laisseront des blessures, offenses et mutilations qui cohabiteront longtemps dans la mémoire collective et perdureront dans les mémoires individuelles.

Outre ces blessures et ces déchirures collatérales, il restera également, parmi les mauvais souvenirs, les annonces en cascade et parfois de dernière minute qui, depuis Mars dernier, ont envenimé le quotidien des Marocains, annonces relatives aux moult restrictions portant préjudice à nos activités quotidiennes, à nos festivités, à nos déplacements, à notre vie tout courte.

Des mesures hâtives et/ou des communiqués de dernière minute au gré de la situation pandémique de chaque région n'ont-ils pas constitué un frein à notre habituel, au point où plus personne n'ose s'engager dans une décision à court terme, un projet, soit-il personnel ou professionnel ?

Annonces et communiqués profusément critiqués par les Marocains au sein des réseaux sociaux; des réseaux qui constituent plus qu'auparavant, en raison du confinement et reconfinement, une plateforme de communication et une soupape de consolations entre les Marocains (famille, amis, collègues..., etc.) au temps du Covid-19.

Au vu de la fin d'année et ce qui s'ensuit en termes de préparatifs pour la célébration du réveillon, la dernière batterie de mesures prises par les autorités publiques ne constitue-t-elle pas, une fois de plus, un exemple éloquent ?

En effet, les pouvoirs publics ont annoncé, pour la région de Casablanca-Settat notamment, la prolongation jusqu'au 10 janvier prochain, de toutes les interdictions prononcées, et notamment le couvre-feu de 21H à 6h du matin, de concert avec les diverses fermetures d'établissements de sport, hammams, etc., mais aussi un couvre-feu national de trois semaines, ainsi que la fermeture des restaurants pour les villes de Casablanca, Marrakech, Agadir, Tanger.

La première conséquence de ces décisions est l'impossibilité de célébrer la fin de l'année civile en dehors du strict cercle familial et domiciliaire, alors que les opérateurs du tourisme, les hôteliers et restaurateurs notamment, comptaient beaucoup sur cette période pour réduire et compenser quelque peu les énormes pertes financières et préjudices conséquents qu'ils ont subi depuis le Mois de Mars.

Avec l'interdiction des rassemblements publics et privés, la fin de l'année 2020 sera donc bien triste et signifiera, très certainement, le coup de grâce porté au secteur serviciel en son entier, avec des conséquences fatales sur l'emploi et les revenus des familles qui en vivent et qui se comptent en centaines de milliers.

Les plus sages et les plus vigilants diront, à raison, que le Gouvernement veut éviter par ces actions, l'apparition d'une troisième vague, chose qui se conçoit parfaitement.

Soyons optimiste et voyons la partie remplie du verre : L'arrivée des 65 Millions de doses des vaccins anti-covid chinois des Sociétés Sinopharm et AstraZeneca, ainsi que la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale.

C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies. Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction. La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

C'est pour très bientôt, on oubliera l'odeur et la texture du désinfectant, le port du masque et ses effets asphyxiants et gênants de démangeaison sur nos oreilles.

C'est dans peu, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité. Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. Demain, il fera jour disait Henry de Montherlant.

FOR AUTHOR USE ONLY

L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 10/01/2021

L'année 2020 a été épineuse ; elle a été stigmatisée par la pandémie du Covid-19 dont les corollaires dévastateurs ne cessent de se faire sentir depuis des Mois (plus de 1,9 Millions de disparus) et qui, selon toute vraisemblance, vont nous accompagner dans l'année 2021.

Outre les effets sanitaires, l'économie mondiale a été tragiquement emballée sur les plans économique et social et ses effets économiques pervers avec un recul dramatique de la croissance où l'économie internationale devrait connaître, une récession historique dont l'ampleur s'élèverait à 4,9 % du PIB mondial selon la boule de cristal du FMI. Tous les indicateurs sont au rouge : le commerce mondial accuserait un recul compris entre 13% et 32%, les cours des produits de base chutent et les investissements directs étrangers pourraient baisser de 40%.

Aussi, la crise se matérialise par les fermetures des outils de production, les pertes d'emploi (un taux de chômage mondial à 5,4 %) ainsi que ses conséquences sociales : Des conséquences des plus affligeantes sur les marchés du travail. Ce dernier subit de plein fouet les perversités d'un impact qui porte, à la fois, sur l'offre, en raison d'une paralysie quasi totale du processus de production des biens et services et sur la demande qui se rétracte sous l'effet de la baisse de la consommation et de la contraction de l'investissement. Plusieurs milliers de postes d'emploi sont mis en suspens quand ils ne sont pas définitivement détruits provoquant une recrudescence inégalée de chômage avec plus 2,5 millions en 2020 selon l'Organisation Internationale du Travail OIT.

Des secteurs entiers sont sinistrés et font face à un avenir incertain. C'est le cas, notamment, du tourisme et des transports qui sont gravement touchés dans leur segment aérien. Une situation délétère menaçant de faillites les entreprises dans leurs différentes tailles, de perte d'emplois sans distinction entre secteurs structurés ou informels et partant de détériorations manifestes de revenus pour une vaste partie de la population.

Aujourd'hui que le monde, y compris notre patrie le Maroc, tout en vivant les restrictions les plus draconiennes (à l'instar du reconfinement total en Grande

Bretagne et d'autres pays de l'Europe), accueille le début de 2021 avec optimisme en escomptant que cette nouvelle année va nous ramener plus de quiétude afin que nous puissions reprendre notre marche vers un avenir serein et solidaire.

A cet égard, vigilance et prudence l'oblige, des signes positifs sont à relever mais, en même temps, des risques évidents sont à appréhender :

- Primo, sur le plan sanitaire, la découverte et la mise à disposition en un temps record de nombreux vaccins (Pfizer/BioNTech, Moderna, AstraZeneca, Sinopharm) contre la pandémie du coronavirus donnent à l'humanité de l'espoir afin d'en finir avec la propagation incontrôlée de la Covid-19.

Toutefois, une grande majorité des pays démunis et à revenu intermédiaire, n'auront pas accès à ces vaccins avant des Mois, et ce en dépit des efforts laborieux de l'Organisation Mondiale de Santé OMS et de ses partenaires du Système des Nations Unies qui jette des équivoques sur la sincérité de ceux qui n'ont cessé d'arguer d'humanisme et d'équité des chances alors qu'ils n'ont pas perdu du temps pour s'approprier la quasi-totalité de la production de ce précieux vaccin, en privant le reste du monde pour l'avenir prévisible. Cela est scientifiquement inapproprié puisque, faut-il le rappeler : Notre l'humanité ne sera pas totalement immunisée contre ce mal avant que toutes ses composantes le soient, d'où l'appel lancé par le Secrétaire Général de l'ONU pour que le vaccin en question soit considéré comme un bien public.

- Secundo, sur le plan économique et social, la pandémie a certes fortement ralenti la croissance et mis à genoux le tissu de la production et des services, mais globalement ce tissu économique, bien que revigoré, peut être apaisé si les conditions locales et internationales reviennent à leur état normal. Ceci suppose que le "repli sur soi" constaté au début de la pandémie et du confinement total laisse vite place à une solidarité suffisante pour permettre à la coopération internationale de reprendre ses droits et aux institutions bilatérales, régionales et multilatérales de reprendre habituellement leurs activités dans le cadre de relations internationales assainies et étanchées.

Ce retour sera, semble-t-il, favorisé par la nouvelle donne politique aux Etats Unis d'Amérique suite aux dernières élections présidentielles, donne qui, certes toujours contestée par l'occupant actuel de la Maison Blanche, semble

cependant inéluctable et promet des révisions bienvenues à l'attitude de Washington vis-à-vis de nombreux dossiers et du multilatéralisme en général.

Il reste que des décisions prises par l'Administration en charge, surtout au cours des quelques derniers mois, risquent de placer la nouvelle Administration, qui ne prendra les rênes du pouvoir que le 20 du Mois courant, devant des "faits accomplis" dont il pourra malaisément s'extirper pour autant qu'elle souhaiterait le faire. Des dossiers coriaces comme celles du Moyen Orient, du nucléaire Iranien, ou de la place de la Chine dans l'équation mondiale risquent d'en pâtir alors que des groupements régionaux sur lesquels reposait en partie l'espoir de trouver des solutions aux conflits existants se trouvent davantage affaiblis.

Faut-il voir la "moitié pleine" du verre ou celle qui est "à moitié vide" ? Chacun dans le monde abordera l'année 2021 selon sa propre disposition d'esprit et les moyens dont il dispose, mais nous devons tous nous en tenir aux protocoles sanitaires prescrits et prier pour le mieux.

Les décideurs quant à eux devront s'imprégner de nouveau de l'esprit de coopération avec davantage de compassion pour les plus faibles afin que nous puissions ensemble sortir de la situation actuelle.

A cet égard, l'OMS a un rôle de premier plan indéniable dans la gestion de la crise du Covid-19. Elle a certes, été le théâtre d'oppositions politiques, mais force est de constater qu'elle a assuré un leadership technique fort. Cela étant, l'aspect technique ne représente qu'un volet de la réponse à la crise sanitaire. La bonne gestion d'une telle situation se joue également sur le plan politique, et c'est précisément là que l'OMS et plus généralement les organes politiques de l'ONU (Organisation des Nations unies) ont montré les limites de leur pouvoir d'action et de coordination.

D'ailleurs, une situation de statu quo s'installe au sein des Organisations Internationales, transcendant même le cadre de l'OMS : L'ONU en a également subi les conséquences, aboutissant à un manque de coordination du Conseil de Sécurité et de l'organisation dans sa globalité. Il est, à cet égard, intéressant de noter que les pays leaders de la réponse apportée à la crise du Covid-19 ont préféré passer par des groupes internationaux restreints, tels que le G20, pour coordonner une réponse internationale, plutôt que de passer par l'UNGA (Assemblée générale de l'ONU). Cela ne témoigne-t-il pas d'un affaiblissement

de la démocratie internationale doublé d'un échec des solidarités internationales marqué par le repli national provenant essentiellement du repli des pays sur eux-mêmes, leur propre population, ainsi que sur leurs propres intérêts.

Ce signe le plus évident de l'échec de la solidarité internationale est d'un part le repli national des pays durant la crise sanitaire (la fermeture des frontières) et la suspension du financement américain à l'OMS, d'autre part.

D'où l'intérêt de la concertation, de coordination et de coopération internationale pour faire face à une situation internationale tumultueuse et fébrile.

L'on ne peut épiloguer cette chronique sans avoir une pensée émue pour tous celles, ceux Maroc et dans le monde qui ont payé de leur vie la pandémie que nous vivons, trouvent ici nos condoléances les plus attristées, nos prières et nos mémoires, comme disait Jean d'Ormesson " Il y a quelque chose de plus fort que la mort ce la présence des absents dans la mémoire des vivants"

FOR AUTHOR USE ONLY

Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 20/01/2021

C'est aujourd'hui le 20 Janvier 2021 que J.Biden prête serment au Capitole à Washington face au président de la Cour suprême John Roberts, la main posée sur une Bible que tenait son épouse Jill et devant par le 46ème Président des USA.

Faut-il rappeler que de part cette victoire aux urnes, les Américains ont attesté que la démocratie ne chavire pas : Devant la peur d'une économie "Trumpienne" clivée et covidée,

les Américains ont participé pesamment au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après le 46ème pas au bureau Oval du nouveau président à la Maison Blanche, le monde, les décideurs politiques, le monde des affaires et les médias se posent l'apostrophe récurrente que va faire Joe Biden ?

- Primo, la campagne électorale de J.Biden a été plutôt un vote contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été cataclysmique et désastreuse,
- Secundo, Joe Biden n'a pas réellement circondui un programme économique ; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Plusieurs interrogations interpellent les décideurs politiques : Le crédo protectionniste et First America, l'apostrophe nucléaire, l'agenda climatique, les relations avec l'Europe et les bras de fer avec la Chine.....etc ?

On est sûr que Joe Biden ne va pas revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19 : Devant une ulcération du leadership Américain, isolé de leurs alliés traditionnels et érodé de ses capacité à faire face aux challenges de sécurité nationale, de la Corée du Nord à l'Iran, de la Syrie à l'Afghanistan et au Venezuela, Joe Biden se donne une mission capitale : Remplumer la confiance avec les alliés des États-Unis sur l'arène internationale ; une confiance qui s'est peu à peu dilacérée pendant le mandat de D.Trump. C'était d'ailleurs l'objet même d'un article

intitulé "Why America must lead again", signé par Joe Biden lui-même dans la revue Foreign Affairs. "Les Etats-Unis doivent redevenir un phare de la démocratie dans le monde", écrivait-il.

En sus, tout en reconnaissant les vertus de la concurrence, dans l'ère de J.Biden, l'Amérique redeviendra un acteur de poids dans le jeu de la concurrence mondiale : Au lieu de se réfugier derrière les barrières illusoires du protectionnisme comme Trump, J.Biden entend équiper les Américains de compétences qui permettront à tous de concourir loyalement dans un commerce international équitable tout en soutenant les entreprises Américaines (400 Milliards de Dollars Le label "made in america" à l'instar des énergies propres, l'informatique quantique, l'Intelligence artificielle, la 5G, les trains TGV).

Les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour preuve, Joe Biden qui connaît bien ce dossier puisqu'il y a participé en tant que vice-président de Barack Obama en 2015, a déjà donné des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté et s'engageront sur l'objectif d'une économie entièrement décarbonée en 2050 pour une économie plus verte (2.000 Milliards de dollars sur quatre ans pour financer des transports électriques). Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre planète terre.

De surcroît, les USA s'engageront dans l'OTAN avec engagement qui, selon J.Biden, sacré et non conditionnel et ce en fortifiant l'alliance militaire avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud. Un OTAN fort très redouté par la Russie.

Aussi dans le mandat de D.Trump, la gouvernance mondiale est plus qu'en panne, elle est devenue chaotique : les Nations Unies ne jouent plus leur rôle depuis longtemps, D. Trump a mis les États-Unis sur une trajectoire de guerre froide avec l'autre super-puissance, la Chine.

A ce titre, J.Biden compte assumer le rôle de leader Américain au regard de la Chine, tout en fixant des règles économiques transparentes. Pour cela, J.Biden le sait : Pour résister à la Chine, la priorité N°1 des US est une alliance

européenne-américaine qui passe par Berlin qui est le partenaire économique européen le plus important pour les Etats-Unis.

Ainsi pour lubrifier la mécanique de la gouvernance internationale, Joe Biden s'est entouré d'une équipe de politique étrangère pour les questions économiques et internationales en nommant William Burns, un diplomate chevronné qui avait été l'homme des premiers contacts secrets avec l'Iran, conduisant à l'accord nucléaire de 2015 dénoncé par D.Trump. William Burns, tout comme le conseiller national à la sécurité Jake Sullivan, et le Secrétaire d'État Antony Blinken, ont en commun non seulement d'avoir travaillé ensemble sous Obama, mais surtout d'incarner une véritable rupture avec l'unilatéralisme et le nationalisme à courte vue de Donald Trump.

De même, J. Biden compte faire un comeback au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le gel de la contribution financière des USA de 500 Millions de Dollars, et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Par ailleurs, J.biden compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où D.Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse "America First and only". De ce fait, Joe Biden compte cicatriser les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran. Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable défi de Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs.

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle architecture de la géopolitique mondiale avec enthousiasme et d'aperception : Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la Chancelière Angela Merkel -celle qui connaît le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable

et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur elle-même."

Aussi, J.Biden ambitionne d'améliorer la coopération économique avec les pays d'Amérique centrale en fixant 4 Milliards de Dollars à une telle stratégie régionale de développement.

En outre, pour cimenter la démocratie à travers le monde, J.Biden s'engagera, à réunir aux USA, un Sommet mondial de la démocratie, afin de définir en commun un programme de lutte contre la corruption, de se défendre contre l'autoritarisme et faire progresser les droits de l'homme.

Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

Ainsi, J.Biden tentera de "bercer" le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. De même, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé.

Après quatre ans d'une présidence "Trumpienne" atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

En somme, J.biden a du pain sur la planche ; son agenda est hyper chargé tant sur le plan national qu'international avec une mission de replâtrage de l'économie mondiale. Allez Biden, Let's Joe.... !

La Seringue et Dose Royale de l'Espoir

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/01/2021

L'espoir ressuscite et se confirme après l'arrivée des premiers lots de Vaccin AstraZeneca et par la suite Sinopharm, des lots suffisants pour le démarrage de la campagne de vaccination massive contre la pandémie du Covid-19. Aussi, l'optimisme réapparaît et se ranime après le lancement officiel de la campagne nationale de vaccination contre le Coronavirus: Et c'est le Souverain Marocain, lui-même, qui a ouvert le bal en recevant la première dose du vaccin contre la Covid-19 ce Jeudi au Palais Royal à Fès.

Aussi, faut-il souligner que sous hautes instructions Royales, le Souverain Marocain a pris la décision magnanime et noble de la gratuité du vaccin contre l'épidémie de la Covid-19 au profit de tous les Marocains en tranchant le nœud gordien que le vaccin contre la Covid-19 ne devant pas être un bien commercial, mais un bien public accessible à tous les Marocains.

Vacciner 25 Millions de Marocains est un engagement colossal et campagne de grande ampleur. D'où la nécessité incontournable de la bataille de la mobilisation qui se pose afin que le maximum des Marocains se plient à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur conseiller que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour éradiquer le Coronavirus, de rester vigilants et de ne pas relâcher en parallèle les mesures barrières et sanitaires du port du masque.

Aussi, le risque est réel que des réticences et des doutes se sont exprimées et s'expriment largement à l'encontre du vaccin anti-Covid : Beaucoup de gens au Maroc et sur d'autres cieux sont peureux et doutent de l'efficacité du Vaccin anti-Covid, même ceux et celles qui sont nourris dans le sérail de la santé malheureusement (des médecins, des professeurs, épidémiologues...)

Je me rappelle un Jour en pleine pandémie, en plein confinement total après le décret de l'état d'urgence sanitaire en Mars 2020, sur les réseaux sociaux, j'ai été médusé par toute une armada d'internautes originaires de plusieurs pays du globe, y compris le Maroc, y compris hélas des intellectuels Marocains, du démenti du Coronavirus et du doute de l'efficacité du Vaccin.

Des voix populistes sonnaient sur les réseaux sociaux semant le doute autour même de l'existence de la pandémie du Covid-19, sur sa gravité, la crainte d'une trop grande précipitation dans la conception du vaccin, ou la peur d'effets secondaires.

Semer la méfiance n'est-il pas un indicateur qui exhibe l'effort laborieux de mobilisation de la vaccination contre le Covid-19 pour exorciser une telle suspicion. On ne peut pas autoriser ces paranos et ces psychoses de méfiance : Le Maroc mort, la situation est grave : Plus de 8.000 morts, un virus assassin, misanthrope et meurtrier, il n'a épargné aucun domaine de la vie.

Mobiliser pour le Vaccin est un Must, tout le monde sait que seul le vaccin pourra anéantir cette pandémie du Covid-19.

D'où encore une fois de plus la nécessité impérieuse de la mobilisation qui se pose : L'adhésion de la population Marocaine est incontournable, la convergence est essentielle, l'instauration du climat de confiance est inéluctable.

Le lancement de l'opération de la vaccination, la décision Royale de la gratuité du vaccin va, à coup sûr, immuniser toutes les composantes du peuple marocain (30 Millions pour vacciner à peu près 80 % de la population), de réduire, puis éliminer les cas de contamination et de décès dus à l'épidémie, et de contenir la propagation du virus, participer à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale.

Soyons patients et mobilisons-Nous pour la vaccination. C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui hante et obsède la planète, sans aucun doute, la plus grande épreuve subie par notre monde depuis des dizaines de décennies.

Certaines personnes perdent patience et sombrent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de malédiction.

La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

Soyons encore une fois patients et mobilisons-Nous pour la vaccination contre le Covid-19. C'est très bientôt, nous allons de nouveau voyager, donner libre cours à notre égotisme et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité.

Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. Mobilisons-nous pour se vacciner contre le Covid-19.

FOR AUTHOR USE ONLY

Les Inégalités Sociales au temps de la pandémie du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 03/02/2021

Adam Smith est souvent considéré comme l'économiste emblématique du libéralisme économique qui dans son ouvrage " la Richesse des Nations" fit l'éloge des vertus du libre échange à travers sa fameuse métaphore "la main invisible" où le libre jeu des acteurs économiques reconduit à une situation d'optimum économique en améliorant la situation de tous, y compris des plus démunis.

Qu'en est-il de la pertinence de cette répartition "égalitariste" de la richesse au niveau mondial, en particulier durant ce contexte morose de la pandémie du Covid-19 ?

D'emblée, et dans l'environnement d'avant-Covid-19, on peut alléguer que l'arène des relations économiques internationales montre manifestement que les dividendes de la croissance économique mondiale sont arbitrairement redistribués et qu'une inégalité configure la répartition de la richesse mondiale et ce en vertu des différents rapports d'Oxfam International qui est, faut-il le rappeler, une confédération composée de 17 organisations indépendantes agissant contre les injustices et la pauvreté.

Dans son rapport intitulé "Le virus des inégalités" publié lundi 25 Janvier 2021, OXFAM publia un rapport accablant sur la répartition biaisée des richesses dans le monde au temps de Coronavirus : La richesse des catégories des grandes fortunes s'est renforcée pendant la pandémie du Covid-19.

A titre illustratif, Oxfam a estimé que les Milliardaires ont augmenté leur opulence de 3.900 Milliards de Dollars entre le 18 Mars 2020 (date du début du confinement total sur toute la planète) et le 31 Décembre 2020 et que paradoxalement, un Million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020 selon les associations caritatives où les femmes et notamment les mères isolées, les jeunes et les travailleurs précaires, qui sont les plus touchés par cette crise.

L'ONG qui avance ces chiffres s'est appuyée sur les données de Forbes et du Crédit Suisse, en indiquant, par ailleurs, que les 1.000 personnes les plus argentés du monde ont pu redresser leur fortune d'avant la pandémie en

seulement 9 Mois, alors qu'il pourrait falloir plus de 10 ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques.

L'ONG OXFAM illustre que les 3 premières privilégiés mondiales, deux Américains, Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, Elon Musk, fondateur de Tesla, et le français, Bernard Arnault à la tête de LVMH, ont gagné plus de 175 Milliards d'Euros sur les 9 premiers Mois de la crise sanitaire du covid-19, dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise.

Autre illustration, la fortune de Bernard Arnault a augmenté de 44 Milliards d'Euros entre Mars et décembre 2020, soit un trend haussier de 41%, qui milite pour la justice mondiale et l'équité, dans la distribution de la richesse mondiale.

En prenant en compte les investigations des économistes Thomas Piketty et Gabriel Zucman visant à combattre les inégalités (à travers l'augmentation de l'impôt sur la fortune et le combat de l'évasion fiscale), l'épineuse apostrophe de l'imposition et de la taxation des plus hauts revenus soulevée par le rapport de l'ONG est crûment d'actualité dans de nombreuses Nations. Et se pose les grandes interpellations des moyens, des mesures et les mécanismes d'un modèle social et économiquement redistributif sur le toit de l'économie mondiale à même de limiter le divorce croissant entre l'exigence démocratique d'égalité et la multiplication des inégalités économiques pour reprendre l'auteur "Les fractures du capitalisme" l'économiste, Lester Thurow.

Sur le plan mondial, avec la pandémie du Covid-19, pour la première fois depuis plus de vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020, prévoit la Banque Mondiale, en mettant en lumière les conséquences aggravantes de la pandémie de Coronavirus (COVID-19) : L'institution de Bretton Woods estime que 150 Millions d'individus, soit plus de 1 % de la population mondiale plonge dans l'extrême pauvreté.

En outre, la découverte des vaccins anti-covid-19 par (Pfizer/BioNTech, Moderna, AstraZeneca, Sinopharm) a montré les fortes inégalités sociales entre pays du Nord et pays Sud : Une grande majorité des pays pauvres et à revenu intermédiaire, n'ont pas encore accès à ces vaccins et qui durera des Mois, et ce en dépit des efforts laborieux de l'Organisation Mondiale de Santé OMS et de ses partenaires du Système des Nations Unies qui jette des équivoques sur la sincérité de ceux qui n'ont cessé d'arguer d'humanisme et d'équité des chances

alors qu'ils n'ont pas perdu du temps pour s'approprier la quasi-totalité de la production de ce précieux vaccin, en privant le reste du monde pour l'avenir imprévisible. Cela est scientifiquement inapproprié puisque, faut-il le rappeler : Notre l'humanité ne sera pas totalement immunisée contre ce mal avant que toutes ses composantes le soient, d'où l'appel lancé par le Secrétaire Général de l'ONU pour que le vaccin en question soit considéré comme un bien public.

FOR AUTHOR USE ONLY

Quelle diplomatie climatique à l'heure de J.Biden ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 25/02/2021

Chose promise, chose due, après exactement 77 jours, J.Biden a tenu sa promesse en faisant un revers vers l'accord climatique de Paris abandonné par D.Trump lors de son mandat présidentiel après quatre années de mandat chaotiques qui ont considérablement changé le visage de l'Amérique aux yeux de la planète.

Dans le parapheur des premiers décrets présidentiels : Joe Biden n'a-t-il pas scellé celui qui ramène les États-Unis dans l'Accord de Paris ? Joe Biden a bardé son équipe avec John Kerry à la tête de la diplomatie climatique, Washington va disposer d'un Team particulièrement chevronnée en la matière. C'est un nouveau point d'inflexion qui fait suite à de multiples virevoltes du second émetteur mondial de gaz à effet de serre (avec 5,1 milliards de tonnes de CO₂ émises) après la Chine (9,5 milliards de tonnes de CO₂ émises) : Adoption du protocole de Kyoto sous Bill.Clinton en 1997, délaissé par l'administration Bush en 2001 ; Engagements d'Obama à Copenhague en 2009, dédaignés en 2010 par le Congrès, puis ratification de l'accord de Paris en 2016, rejetée par D.Trump dès son arrivée à la Maison Blanche.

Pour booster sa diplomatie climatique, J.Biden ambitionne d'orchestrer un sommet des dirigeants mondiaux le 22 avril prochain, jour de la Terre. Son objectif est d'impulser les pays à relever leurs objectifs en vue de la COP 26 de novembre 2021 qui sera organisée en Ecosse doit remettre à niveau les « contributions déterminées au plan national » déposées par les différents pays auprès des Nations Unies.

J.Biden entend donner l'exemple en arrivant au sommet avec une nouvelle contribution en faveur de la biosphère en demandant à son équipe de préparer un nouveau plan de financement en faveur du climat d'ici 90 jours.

En outre, J.Biden a annoncé qu'il fera pression dans tous les sommets diplomatiques comme le G7 et le G20 pour que la dimension climatique soit au centre des préoccupations, de même qu'à l'occasion d'évènements sectoriels comme les forums traitant de l'énergie propre, de l'aviation, du transport

maritime, de l'Arctique, de l'océan, du développement durable, de la migration et d'autres sujets pertinents.

La diplomatie climatique du nouvel élu de la Maison Blanche s'appuie sur une plate-forme ambitieuse d'accélération de la transition "bas carbone" dont la cadence est difficile à prophétiser en raison des entraves politiques : Les promesses de campagne sont une chose. Les mettre en application en est une autre. Le ticket Biden-Harris ne devra-il pas composer avec le Congrès, en particulier avec le Sénat où les Démocrates ont une majorité des plus étroites (une seule voix) à la suite du scrutin en Géorgie ?

In fine, l'une des grandes inconnues politiques concerne la capacité J. Biden à trouver les majorités requises pour faire adopter par le Congrès des lois en phase avec son programme.

FOR AUTHOR USE ONLY

Le 8 Mars et la Femme à l'heure du Covid-19 : Un slogan Onusien aux pieds d'argile

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 08/03/2021

Le 8 Mars de chaque année, le monde célèbre la journée internationale de la femme. C'est un jour où les femmes sont reconnues pour leurs réalisations, sans égard aux divisions, qu'elles soient nationales, ethniques, linguistiques, culturelles, économiques ou politiques. C'est une occasion de faire le point sur les luttes et les réalisations passées, et surtout, de préparer l'avenir et les opportunités qui attendent les futures générations de femmes.

Chaque 8 mars, la femme Marocaine est hissée sur un piédestal avec des proses en eau de rose sur un ton doucereux, des slogans qui dissimulent l'écran de fumée d'une réalité phalocrate dans le gémissement et l'affliction, non pas d'une journée célébrée, mais des temps d'épreuves et de chemin de croix sans parvenir à l'équité des chances, dans tous les domaines de la vie. Chaque 8 Mars, la Femme Marocaine est hissé sur un piédestal qui ne reflète pas toutes les réalités vécues et endurées par les femmes au Maroc.

Les Femmes avec un grand F Majuscule, dans leurs profondes différences, relèvent de grands challenges, au jour le jour sans attendre un 8 Mars pour se remettre en selle ; elles n'attendent pas ce jour Onusien pour gagner leurs vies, pour se battre pour leur dignité et leur intégrité.

Pour preuve, faisons un point d'orgue sur le rôle chevaleresque et héroïque de la Femme Marocaine lors de la pandémie du Covid-19 : Les Femmes n'ont-elles pas été aux premières lignes de la crise COVID-19, en tant que travailleuses de la santé, pourvoyeuses de soins médecins, soignantes, innovatrices, organisatrices communautaires et parmi les leaders nationaux les plus exemplaires et les plus efficaces dans la lutte contre la pandémie ? La crise du Coronavirus n'a-t-elle pas mis en évidence à la fois le caractère central de leurs contributions et la charge disproportionnée que les femmes portent ?

La pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas montré les incroyables efforts déployés par les femmes Marocains et les femmes du monde entier pour façonner un avenir et une relance plus égalitaires à l'heure du Coronavirus et post COVID-19 ?

Sur d'autres cieux, les Femmes dirigeantes et les organisations de femmes ont fait montre de leurs compétences, de leurs connaissances et de leurs réseaux pour mener efficacement des plans de lutte et de relance face à la Covid-19. Aujourd'hui plus que jamais, chacun reconnaît que les femmes apportent des expériences, perspectives et compétences différentes, ainsi que des contributions irremplaçables en faveur de décisions, de politiques et de lois qui fonctionnent mieux et profitent à tous.

La plupart des pays qui ont mieux réussi à contenir la vague de la pandémie de Covid-19 et à répondre à son impact sanitaire ainsi qu'à l'ensemble de ses répercussions socio-économiques sont dirigés par des femmes. A titre illustratif, les Cheffes de gouvernement du Danemark, de l'Éthiopie, de la Finlande, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande et de la Slovaquie n'ont-elles pas été largement reconnues pour la rapidité, la détermination et l'efficacité de leur réponse nationale à la Covid-19, ainsi que pour la compassion dont elles ont fait preuve dans leur communication d'informations factuelles sur la santé publique ?

Loin du slogan du 8 Mars La longue marche des femmes est bel et bien célébrée chevaleresquement dans la dignité et le silence tous les 365 jours.

Le Multilatéralisme entre hurricane et œil de cyclone à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 09/03/2021

En pleine pandémie du Covid-19, de grands mastodontes pharmaceutiques se sont épanchés à un sprint récalcitrant pour concevoir l'équation miracle de l'immunité contre la Covid-19: Sinopharm, AstraZeneca, Moderna, Pfizer, Johnson&Johnson et Sputnik se sont attelés à une course effrénée à la microscopie biochimique de dernière génération pour aboutir à la combinaison chimique du vaccin anti-covid-19.

En se livrant à un embrasement échevelé pour arriver à la formule chimique du sérum anti-covid-19, de nouvelles fissures et fêlures sont manifestées à travers une bataille sans merci pour la production, l'acheminement, l'injection et l'immunisation du vaccin, un combat faisant l'éclosion d'une géopolitique mondiale nouvelle du sérum remettant en cause les équilibres internationaux et les rapports de forces mondiaux.

Avec le selfish des pays développés au temps du Coronavirus envers les pays du Sud et parfois entre des pays qui prétendaient être intégrés commercialement dans ces espaces économiques similaires en terme de développement, à l'instar de l'Europe qui a négocié le début du Covid-19 sans solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus pâti de la pandémie. Cet émiettement de la solidarité européenne était visible au grand jour lors des appels à l'aide lancés par les deux pays les plus durement touchés (Italie, Espagne), qui ont dû accepter l'appui inattendu provenant de pays comme la Russie et la Chine.

La guerre du plasma ne signifie-t-elle pas le crépuscule de nos illusions pour l'émergence d'un monde économique multilatéral ? Pour preuve, la pandémie du Coronavirus n'a-t-elle pas arboré la caducité des instruments de concertation multilatérale matérialisés par une gouvernance financière, économique et sociale mondiale mise à genoux par la rapidité de la propagation du virus ?

Alors que cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche multilatérale coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales a été manifeste. La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par "l'égoïsme" des

Etats où le “chacun pour soi” est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l’instar de l’Américain Kenneth Waltz ?

Que ce soit l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses multiples girandoles dont l'Organisation Mondiale de Santé (OMS), la parole des panthéons multilatéraux n’a-t-elle pas été décrédibilisée lors de l’anathème sanitaire du Covid-19 ?

Censés recomposer les rapports entre les Etats sur des thématiques cardinaux, ces entités multilatérale ont été reléguées au second statut d'organes confusément et obscurément consultatifs, dont la sentence consensuelle s'est liquéfiée dans le récital des convictions unilatérales. Ces idées reçues, parfois dogmatiques, agnostique, souvent antinomiques, ont été bassinées par des institutions et des pseudo-experts aux prises avec une situation sanitaire, économique et sociale chaotique, et qui n'ont pas eu d'autres options que de tâtonner des résolutions faute d'avoir une politique aiguillée par un savoir commun fortifié et consolidé à un palier transnational.

Pour preuve, au cours de l'épreuve tragique du Covid-19, pas une seule initiative multilatérale n'a permis d'endiguer et de refréner efficacement la pandémie du Covid-19 hormis la tentative philanthrope de la Commission Européenne de canaliser et de centraliser les commandes de vaccins.

Cette initiative, comme l'a élucidé récemment l'épreuve de force avec AstraZeneca, a également montré ses limites tant juridiques qu'organisationnelles, douchant tous les zèles et les ferveurs de ceux qui ambitionnent une coopération multilatérale sur le revers de la pandémie du Coronavirus. Pire encore, même au niveau économique, des instances à la composition plus amenuisée, rituellement plus efficaces dans la prise de décision tel que le G7, tergiverse et tatillonne sur l'itinéraire à suivre, bien que l'arrivée au bureau ovale de J.Biden semble avoir étanché les agitations.

Ainsi, insuffler une nouvelle dynamique à une coopération multilatérale ne semble pas être plausible rapido-presto, d'autant plus que dans cette reconfiguration géopolitique, les Gouvernements sont sous l'étau rocambolesque pour catapulte à très brève échéance leurs campagnes de vaccination avec des obstacles aussi nombreux que complexes :

- D'un côté, les fournisseurs de sérum sont assujettis à la contrainte temporelle pour devoir organiser leurs chaînes de production dans les meilleurs délais et solutionner en quelques jours des difficultés qu'ils surplombent coutumièrement en plusieurs mois.
- De l'autre côté, les Etats doivent édifier une chaîne de valeurs logistique inouïe en temps record à même à organiser le convoyage aux habitants. Dans les deux cas de figure, les challenges sont cyclopéens et tout un éventail d'options cornéliennes pavoise le sentier du sérum sans occulter les batailles commerciales, juridiques et diplomatiques pour l'arrivage du vaccin.

En somme, cette "belligérance" des vaccins, ne réverbère-t-elle pas les fractures économiques natives de la globalisation, ainsi que les close-combats des empires transnationaux, cantonnant les autres au rang de simples voyeuristes ?

Comme l'a souligné président de l'Assemblée générale des Nations Unies Volkan Bozkır que le régime multilatéral est l'unique voie crédible pour sortir de la crise de la Covid-19, réduire les inégalités et renforcer, ainsi, les développements socioéconomiques, partout dans le monde.

Le Bonheur au temps du Coronavirus

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 25/03/2021

Dans les librairies servi en livres, les ouvrages aux titres évocateurs disparaissent des rayons aussi vite qu'ils y sont entrés. L'Homme qui voulait être heureux, de Laurent Gounelle, Quand on veut, on peut!, du pape de la pensée positive, Norman Vincent Peal, ou Le Sel de la vie, de l'anthropologue Françoise Héritier, font partie de ces best-sellers. En films, avec le succès des Petits Mouchoirs, les Intouchables ou plus récemment de Comme des frères, voyage de trois camarades autour du souvenir d'une amie disparue, en émissions de télévision, enseigné en cours particuliers, séminaires ou des coachs aidant des candidats à retrouver la joie de vivre.

Il est le Graal ultime de l'humanité depuis deux mille ans: capricieux, polymorphe, c'est le bonheur qu'Aristote identifie comme le Souverain Bien et but ultime de l'existence. Les chercheurs rappellent que le bonheur est si essentiel à l'existence humaine que l'Organisation Mondiale de la Santé OMS le désigne de plus en plus comme un composant à part entière de l'état de santé.

Le sujet est indémodable et la recherche du bonheur a rarement autant concentré les énergies. Il est propulsé sur le devant de la scène par des scientifiques qui en scrutent l'ADN, étudiant la chimie de nos cerveaux à la quête de la molécule du bonheur. D'autres estiment qu'on peut même le mesurer et le calibrer.

Et précisément, la sustainable development solutions network publie chaque 20 Mars, à New York, le rapport sur le Bonheur dans le Monde le World happiness report, qui coïncide avec la Journée Internationale du Bonheur de l'ONU, en se basant sur plusieurs batteries d'indicateurs tel que le PIB par habitant, l'entraide sociale, l'espérance de vie, la liberté, la générosité, la perception de la corruption.

Sur le panel de 165 pays sondés et sans surprise, la Finlande se classe en tête de l'euphorie suivie du Danemark, de la Suisse, l'Islande, la Norvège et des Pays Bas.

Qu'en est-il du Maroc en matière de félicité et de gaieté ?

Au plan de la géographie mondiale du Bonheur et de l'extase, le rapport de 172 pages dans son édition 2021 verrouille le Maroc dans la 102^{ème} position, en obtenant un score de 5,09 points. Il s'agit d'un recul palpable par rapport à l'année dernière, où il avait occupé le 96^{ème} rang. Ce recul est imputable à l'anathème du Covid-19 : Après une année dure et éprouvante qui a chamboulé leur quotidien, les Marocains ont l'air moins heureux que d'habitude. Par ses restrictions de déplacement, son coup dur aux relations sociales, son confinement liberticide et ses corollaires venimeux sur les activités économiques, la pandémie a pesé lourdement sur l'état d'âme de la grande majorité de la population, plongée dans un climat d'angoisse généralisée.

Les Etats d'Afrique possédant les indices du Bonheur les plus élevés, selon le rapport, sont Les îles Maurice, la Libye (que l'actualité présente chaque jour comme un pays à guérilla et de dissension), la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Congo.

Les pays du continent ayant les plus faibles indices au bien-être sont le Soudan du Sud, le Zimbabwe, le Rwanda, la Centrafrique et la Tanzanie

Le plus frappant est le positionnement du Royaume par rapport à son entourage régional. Les Marocains seraient moins heureux que treize pays africains qui les ont devancés dans ce classement Onusien, dont l'Île Maurice (53^e), la Libye (85^e), la Côte d'Ivoire (90^e), le Bénin (91^e), Congo (93^e), le Ghana (96^e).

À l'échelle des pays arabes, le Maroc est arrivé derrière les Emirats Arabes Unis (23^e), l'Arabie Saoudite (29^e), le Bahreïn (44^e), le Koweït (52^e). Par contre, le Royaume reste en tête du classement dans la région du Maghreb, devant l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie, qui occupent respectivement les 107^e, 136^e et 137^e places.

A notre sens, la méthode, voire le principe même de calibrer le bonheur, reste très discutable et même réfutable : On pense qu'il convient de séparer de manière tranchée et nette, d'une part la mesure objective du développement, du bien être et du bonheur collectifs et, d'autre part, la mesure subjective du bonheur individuel. Dans notre esprit, le bonheur collectif constitue un ensemble de conditions qui rendent plus facile l'accession au bonheur individuel.

Aussi et surtout, nous soutenons l'idée que ce n'est pas parce que la Finlande est en tête du classement que tous les Finlandais sont heureux, ni même qu'ils sont forcément plus heureux que les Marocains.

A l'appui de notre allégation, le classement de la Finlande au peloton des pays de la délectation et du Bonheur est sibyllin en s'étayant sur les chiffres alarmants de l'Institut Statistique Européen Eurostat qui dénombre plus de 13 suicides pour 100.000 habitants, soit un taux supérieur à la moyenne européenne. Difficile avec un tel ratio de suicide et d'autodestruction prétendre à la sérotonine et au bonheur : Le suicide n' jamais fait bon ménage avec le bonheur, l'annihilation n'a jamais fait bon flirt avec l'ascèse, le suicidaire n'a jamais fait bonne cavalière avec l'allégresse.

En sus, le rapport sur le bonheur, depuis sa première apparition, ne cesse de mettre en piédestal les pays scandinaves comme les nations qui savourent la Dolce Vita et les auteurs qui dissertent sur le bonheur, brandissent en permanence le package bonheur des vikings : équité sociale, politique familiale paritaire, économie florissante et on les décrit comme des lieux de plénitude et on en occulte presque qu'ils ont des taux de suicide parmi les plus élevés du Monde avec respectivement 28,9% en Finlande et 16% au Danemark.

Cette année, le Happiness Research Institute qui siège à Copenhague au Danemark pointe un taux de divorce et un taux de suicide tous deux assez importants, à même d'entacher la réputation du paradis du bonheur, de l'aubaine et de l'enchantement en Finlande ce qui met de manière tangible l'absence de corrélation entre développement économique et sentiment de bien-être connu communément sous l'appellation du paradoxe d'Easterlin.

Cependant et rigueur scientifique nous l'oblige, nous pouvons être d'accord sur des facteurs qui rendent les Marocains moins heureux ou plus rigoureusement des soucis qui préoccupent les Marocains. A cet égard, l'étude menée par le département de Lahlimi, le Haut commissariat au Plan en l'occurrence, nous illumine et nous renseigne sur les différentes inquiétudes dont se soucient les Marocains qui sont :

Primo, le logement vient en tête, avec 60% des réponses des 3.200 personnes sondées avec une note obtenue sur le plan national de 4,7/10, autant dire que les Marocains, à 64%, ressentent plutôt mal leurs conditions de logements, tant au niveau de l'espace dans lequel ils vivent que des conditions qui sont les leurs dans les logements.

Secundo, les Marocains restent soucieux également pour les questions de santé, et surtout au niveau de l'accessibilité et de la qualité des soins qui leur sont prodigués. Ils attribuent la mauvaise note de 3,4/10 à la question de la santé, sans différence singulière entre milieux urbain et rural. Récemment, une feuille de route sanitaire a été élaborée, suivant en cela les recommandations du Conseil économique, social et environnemental (www.ces.ma), pour une meilleure répartition de l'offre de soins à travers tout le Maroc.

Tertio, l'éducation est une source de chagrin et de préoccupation à son tour : Elle représente 33% de sentiments négatifs des Marocains, 15,3% de ces sentiments pour la qualité des infrastructures et 11,8% pour la compétence des enseignants.

Quarto, les conditions de travail sont notées, elles, à 4,7/10, les Marocains interrogées dénonçant essentiellement le niveau de salaire et celui du système de retraite qui inquiète de plus en plus les Marocains, avec 63% des sentiments négatifs impactant le bien-être de l'homme Marocain. Soulignons que cette investigation avait été menée, bien avant les remous actuels sur la réforme de la retraite.

Quinto, l'environnement constitue à son tour une source de tribulation, les Marocains n'ayant pas un grand crédit dans leurs institutions et principalement sur le plan politique : Les partis, les communes, les organismes parlementaires n'inspirent pas une grande confiance aux sondés, qui leur attribuent le score de 4,5/10.

Sexto, la culture, et bien entendu les loisirs, ne rendent pas les Marocains particulièrement heureux. Les infrastructures dédiées sont en nombre insuffisant et de qualité douteuse, et les sondés attribuent une note moyenne globale de 3,8/10.

A notre sens, d'autres facteurs s'ajoutant à ceux évoqués ci-haut par le HCP, nous paraissent importants, qui mettent de l'endorphine dans le quotidien des Marocains. En effet, l'enquête menée récemment par la Compagnie d'Assurance Atlanta, en faisant appel à l'expertise du cabinet Institut International de Sondages Ipsos (www.ipsos.com), met en exergue des facteurs qui secrètent de la dopamine et distillent du sel dans la vie des Marocains, Il en est ainsi de :

- La religion qui apparaît comme créatrice de béatitude en apportant sérénité, réconfort et confiance aux Marocains. L'étude a démontré que 80% des Marocains estiment que la pratique du culte procure du bonheur. Ce pourcentage traduit la profondeur spirituelle de la personnalité marocaine qui, en dépit de la modernisation de sa société, reste une personnalité attelée à l'histoire avec toute sa connotation religieuse.

Cette adoration spirituelle du Marocain représente sous un angle d'analyse religieuse la nature de la personnalité de l'Homme Marocain qui, à travers la pratique religieuse, tente de se réconcilier avec soi.

DIEU n'a-t-il pas dit dans Sourate AR-RA'D (LE TONNERRE) (Verset 28), Au nom d'Allah le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux "Ceux qui ont cru, et dont les cœurs se tranquilissent à l'évocation d'Allah". N'est-ce point par l'évocation d'Allah que se tranquilissent les cœurs? ". A défaut, Dieu n'a-t-il pas dit dans Sourate TAHA (Verset 124), Au nom d'Allah le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux "Et quiconque se détourne de Mon Rappel, mènera certes, une vie pleine de gêne".

- La stabilité : A priori, beaucoup auraient pu penser que, selon la perception des Marocains, l'argent est le secret du bonheur : Il n'en est rien, pour le Marocain et comme dit le dicton ancestral français "L'argent ne fait pas le bonheur » puisque l'enquête, auprès d'un échantillon de 2.100 personnes révèle que le bonheur des Marocains réside dans leur tranquillité d'esprit. Ainsi, 36% des personnes interrogées y consentent une importance capitale. Effectivement, la paix intérieure (stabilité) nous permet de ressentir un état de tiédeur intrinsèque indispensable à la perception extérieure de la joie de vivre.

Sur ce registre, la stabilité ne peut être que source de bonheur et de quiétude au vu de ce qui passe dans certaines régions du monde : Depuis ces dernières années, certains pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont en proie à des tourbillonnements incessants : l'ordre public est chaotique, la sécurité des personnes n'est plus assurée et leur vie sombre dans une situation épineuse et instable. Toutes ces subversions ont été une source de grandes calamités pour les habitants de ces pays et placent en piédestal la stabilité comme source de bonheur.

Jean Claude Martinez l'ancien Numéro 2 du Front National FN qui a publié « Mohammed VI, le Roi stabilisateur » qui est une bonne raclée au « Roi prédateur » n'est-il pas convaincu que dans un Maghreb et un Sahel instables, le dernier rempart aux menaces terroristes d'AQMI et de Boko Haram est le Royaume Chérifien du Maroc.

A cet égard, il y aura toujours certains individus malintentionnés qui voudront tirer parti des problèmes à caractère économique et social qui subsistent dans notre patrie pour fomenter des troubles. Il nous faut donc impérativement rester lucide. Nous devons autant que faire ce peu savoir apprécier à sa juste valeur cette excellente exception Marocaine et préserver consciencieusement l'harmonie et la stabilité, saisir et mettre à profit l'importante période stratégique actuelle et persévérer sur la voie de la dynamique économique et sociale. L'avenir sourira alors au Maroc, et gageons que les conditions de vie de son peuple seront encore meilleures.

- La Famille : Cette étude nationale sur le bonheur d'Atlanta Assurances nous a permis de naviguer dans l'océan qui fait le Bonheur des Marocains, à savoir les relations familiales sociales solides dont jouit le tissu familial Marocain qui sont des conditions importantes du bien-être psychologique où 70% des Marocains le citent comme source de bonheur.

Il nous semble que les résultats de cette étude sont un véritable document de référence sur les projections des Marocains pour le bonheur. Ce qui peut aider les acteurs politiques et économiques dans la planification et la construction des éléments de bonheur pour le Marocain : L'étude du HCP le confirme, il faut travailler dans l'ordre du logement, en trouvant une solution à cette offre de plus en plus problématique des « champions » de la promotion immobilière qui se trouvent être aujourd'hui, presque tous, dans l'œil du cyclone. Puis il y a la santé, comme cela a également été confirmé par l'enquête récemment menée par Atlanta. Ce n'est pas à elle seule l'argent qui fait le bonheur.

Bonheur et bien-être devraient donc être érigés en tant qu'objectifs de politique publique, non seulement pour leur finalité en tant que tels mais aussi pour leurs nombreux effets secondaires et leurs externalités positives car le bonheur des uns fait le bonheur des autres ; Le bonheur des gens dépendrait du bonheur de ceux qui les entourent : c'est une des conclusions des recherches menées pendant

plus de 20 ans par deux scientifiques américains, dont l'étude est publiée, en décembre de cette année 2015, par le British Medical Journal (BJM).

Ce serait pourtant dans l'intérêt de tout le Maroc, car, à notre sens, plus un Marocain est heureux, plus il est productif, gagne davantage et se comporte plus civilement en société: On n'est plus, in fine, dans le Produit National Brut (PNB) ; l'économie n'a pas à elle seule la clé du Bonheur, mais bel et bien dans le Bonheur National Brut (BNB) du Maroc.

Stabilité-Santé-Religion-Famille voilà le quadrilatère et la molécule du bonheur chez les Marocains. Stabilité-Santé-Religion-Famille : C'est la thérapie d'une terre-happy du Maroc !!

FOR AUTHOR USE ONLY

**Agitation des chaînes d’approvisionnement du vaccin Covid-19,
perturbation de l’agenda-de la-compagne de-vaccination : Les raisons de la
frénésie**

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 31/03/2021

La pandémie du Coronavirus était initialement une crise mondiale sanitaire, mais qui a très rapidement évolué en une crise économique et sociale qui a affecté tous les contrées du monde à des degrés différents, mais surtout les plus intégrés d’entre eux. Les arrêts de production ont touché les grandes puissances économiques mondiales, d’une manière brutale et soudaine et la dépression économique généralisée n’est plus une crainte mais une réalité. Au même titre que ses partenaires, le Maroc a subi de plein fouet la crise du Covid 19 qui a mis rude épreuve les chaînes de production mondiales à l’instar des équipementiers automobiles, qui pâtissent à une disette mondiale de puces électroniques et se trouvent refréner de laminer les ailes en comprimant leur investissement et partant leur production.

C’est dans ce sillage que le Géant Français de l’automobile Renault, avait annoncé, Février écoulé, le rajustement de sa production industrielle sur le Mois de Février dans plusieurs unités de production, dont celle de la perle du Nord Tanger, en raison de la perturbation des chaînes d’approvisionnement mondiales qui se matérialise par le manque de composants électroniques chez certains de ses approvisionneurs.

Une agitation des chaînes d’approvisionnement qui fait boule de neige pour affecter celle des chaînes logistiques de l’industrie pharmaceutique. En effet, aujourd’hui avec la forte pression sur la provision en vaccin anticovid-19, l’on ne s’inquiète non seulement de la rareté des doses de vaccin, mais aussi de celle de tous les organiques qui composent la production des vaccins contre la Covid-19.

Faut-il rappeler que l’investissement dans l’industrie pharmaceutique doit produire plus de 10 Milliards de doses de vaccins anti-Covid-19 pour l’année 2021, soit, tous vaccins confondus, le double de la capacité de production de 2020.

La carence de certaines matières premières nécessaires à la production de vaccins se fait de plus en plus se faire sentir à l'exemple des verres, plastiques, bouchons...etc, une pénurie sur les chaînes d'approvisionnement préoccupante à tel point qu'elle a fait l'objet d'une symposium récent entre différents acteurs, dont les partenaires du système Covax, notamment l'Organisation mondiale de la santé, la GAVI (Alliance pour les vaccins), sa branche recherche (CEPI) et la Fédération internationale de l'industrie pharmaceutique.

Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) est une nouvelle collaboration mondiale novatrice visant à accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'à assurer un accès équitable. Le COVAX est co-dirigé par l'Alliance Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS. Son objectif est d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale

Durant ce congrès, les participants ont rapporté les contrôles sur les exportations à l'instar des États-Unis avec le "Defense Production Act". Ce qui atteste des dissidences sur le marché des vaccins, qui va continuer, semble-t-il avec les nouvelles vagues du Covid-19 ce qui n'est pas sans conséquence sur le risque de préjudicier les agendas des campagnes de vaccination à travers le globe.

D'ailleurs, plus que quelques jours avant que le Maroc ne consomme la totalité de son stock de vaccins anti-Covid-19 : Ayant reçu 8,5 millions de doses depuis le début de la campagne de vaccination fin janvier dernier, le Maroc en a déjà administré 7,75 millions à sa population, soit plus de 91% des doses en sa possession. L'urgence d'une nouvelle cargaison est signalée aux principaux partenaires du Royaume, mais la lenteur des productions et la très forte demande internationale compliquent la mission des autorités marocaines à l'exemple de la hausse des cas de contamination en Inde a contraint le Serum Institute of India (SII), l'usine productrice du vaccin Covishield -sous licence d'AstraZeneca-basée à Pune (Inde) de suspendre ses exportations à l'étranger ; une suspension qui risque de durer encore plusieurs semaines.

C'est dans ce contexte que le Maroc multiplie ses efforts pour trouver d'autres fournisseurs comme Russie avec le vaccin Sputnik V, tandis que le Vaccin

Américain Johnson and Johnson autorisé fin février 2021 par l'agence américaine des médicaments (FDA) reste une des options de l'avenir car le Royaume ne peut recevoir sa première commande qu'en janvier 2022

In fine, et à l'évidence, le Maroc, recadrera sa campagne de vaccination, et autant en emporte le vent, il semble invraisemblable de la boucler, comme prévu, dans les 3 à 6 prochains Mois en vaccinant environ 30 millions de citoyens marocains, soit 80% de la population pour atteindre l'immunité collective.

FOR AUTHOR USE ONLY

Une année après la pandémie du Covid-19 : Doit-on être optimiste en cette période sombre ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 11/04/2021

C'est un secret de polichinelle que partout sur notre planète terre, l'humanité vit au tempo des resserrements et des couvre-feux nocturnes avec des ports des mascarons qui ont déguisé nos gueules.

Certes, on doit cautionner tout cela (confinement, gestes barrières...etc.) au nom de l'intérêt collectif de la santé publique. Toutefois, on ne peut pas, dénier que la récession plombe les sphères économique et sociale. En effet, sur le volet économique, le tableau est sombre: Les entreprises Marocaines qui publièrent leur chiffre d'affaires de l'année 2020 affichent des reflux outrés qui donnent la migraine. Pour preuve, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc CGEM qui représente le secteur privé auprès des pouvoirs publics et des institutionnels n'a-t-elle pas annoncé, lors d'une webinaire tenue il y a plus d'un Mois que les entreprises affiliées à la CGEM accusèrent une décrue de plus de 50% de leur chiffre d'affaires en 2020 ? Aussi, la vague de faillites a coûté la vie au tissu économique entrepreneurial avec comme conséquence la déconfiture des milliers d'entreprises, soit 6.612 entreprises fin 2020.

En outre, les chèques impayés atteignent des pinacles qui tourmentent l'Institut d'Emission et qui font ébranler la rentabilité des Banques Commerciales de près de 50%.

Sur le volet social, en vertu des statistiques du Haut Commissariat au Plan HCP, le chômage continue d'écumer, et notre tissu économique frôle le Million d'emplois perdus à fin Décembre 2020 avec un taux de chômage qui grimpa à 11,9% en 2020 selon la boule du cristal du Fond Monétaire International FMI.

A côté de ce panorama économique et social morose, soyons optimiste et regardons la partie pleine du verre : En dépit de la vulnérabilité de notre système sanitaire, une chandelle après le début de cette pandémie mondiale, les autorités Marocaines ont autant que faire ce peu, bien géré cette crise sanitaire ; une dépression qui a été, à bien des égards, une source d'opportunités d'investissement : Nous ne devons pas occulter que notre patrie a pu se reconverter en investisseur, producteur et exportateur net de masques et

producteur des kits de prélèvement PCR (test PCR 100% Marocain) ainsi que d'autres matériels médicaux.

Ce rappel optimiste est important, car il nous interpelle sur l'utilité, dans ce monde d'aujourd'hui et celui de demain, d'avoir un tissu productif dense et fort, avec des entreprises compétitives futées sur l'innovation et le savoir-faire. Cette crise doit servir de baliseur sur le plan industriel. C'est d'ailleurs, un des motifs pour lequel l'Etat aspire à substituer plus de 83 Milliards de dirhams d'importations par une production locale pour aller vers plus de souveraineté économique loin du modèle classique d'Industrialisation par Substitution aux Importations .

Toujours dans l'aura d'optimisme, sur un autre volet, la reconnaissance de la Marocanité du Sahara par le pays d'Once Sam et la campagne de vaccination ont, il faut le dire, insufflé une brise d'optimisme au moral des Marocains. Mais de là à ce que ces effets d'annonce soient instrumentalisés par certains membres de l'Exécutif et médias Marocains comme des indicateurs de rebond économique, on prend certainement la tangente en mettant la charrue avant les bœufs !

Loin des dogmes nationalistes, une apostrophe interpelle tout le milieu du business, des affaires économiques internationales et des fabricants d'opinion : Doit-on être optimiste en cette période sombre ? Comment un patron d'entreprise qui vit cette toquade peut-il se prononcer et affirmer que les fondamentaux économiques sont bons et que son unité productive est bien prête pour prendre le sentier de la relance ?

Dans ce flot de panique, d'inquiétude et surtout de peur d'un lendemain incertain, assurément, l'optimisme est une arme, mais à la condition d'être raccordé à la réalité, l'optimisme est une force manifestement, mais il doit être accolé à l'évidence. Instaurer l'état de confiance à la Keynésienne est un arsenal infailible, mais il doit être embranché à la factualité et du réalisme du tissu économique et social. Dans cette atmosphère déprimée, le pessimisme de la connaissance n'empêche pas l'optimisme de la volonté disait Antonio Gramsci.

Certes être optimiste est un devoir moral comme disait Karl Popper, mais lancer des campagnes d'optimisme, dans ce contexte économique et social tumultueux,

c'est manquer de réalisme et peut s'avérer coûteux et contreproductif. Soyons optimistes, soyons réalistes

FOR AUTHOR USE ONLY

Généralisation de la Protection Sociale : Nouveau Chantier de Règne à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 18/04/2021

RAMADAN n'est-il pas le Mois de la cohésion sociale par excellence ? Adéquatement et délibérément, le Souverain Marocain a fait du premier jour du sacré Mois RAMADAN un jour légendaire et illustre par le lancement, au palais royal de Fès, Mercredi 14 avril 2021, de la mise en œuvre du projet de généralisation de la protection sociale.

Ce nouveau chantier social de règne reflète parfaitement l'intérêt prééminent consacré par le Souverain Marocain aux problèmes sociaux, plus singulièrement ceux qui concernent les franges sociales les plus démunies de la population Marocaine.

Il n'est pas casuel que le lancement de ce vaste projet social intervienne au lendemain de l'enclenchement officiel par le Souverain Marocain de " l'opération RAMADAN " qui permettra à plus de 3 Millions de nos compatriotes en situation précaire de bénéficier d'aides alimentaires pour leur donner de vivre 30 jours de jeûne décent et sain.

Aussi, le projet de la Généralisation de la Protection Sociale exprime une autre révélation qui veut que le Souverain Marocain se situe très haut et en dehors des indéterminismes circonstanciels, des agendas politiques politiques et des spéculations partisans, qu'ils soient politiques ou syndicaux : Le Souverain Marocain a tranché le nœud gordien en affirmant que la couverture sociale universelle relève de l'intérêt supérieur de la Nation et la décision Royale le corrobore avec fermeté.

En outre, à travers la Couverture Sociale Universelle, le Sultan transcende les comportements corporatistes ou partisans dans l'ambition de donner à ce chantier social la noblesse et la chevalerie qu'elle lui échoit et satisfaire les besoins sociaux et les attentes des secteurs les plus défavorisés du tissu social Marocain.

Qu'en est-il des effets économiques et sociaux de ce vaste projet de la Généralisation de la Protection Sociale?

Ce chantier "méga social" aura des retombés fructueux sur les conditions de la formation économiques et sociale et, par ricochet, sur la vie des citoyens Marocains, qui seront mieux allotés et prémunis économiquement et socialement.

En sus, à côtés de ceux qui ont un statut, la généralisation de la protection sociale touchera la main d'œuvre exerçant dans le secteur informel, qui sera dorénavant et déjà éligible aux droits sociaux, tout en ciblant cette classe sociale vulnérable par son inclusion dans les circuits formels de tissu économique et social Marocain.

Ainsi, ces catégories sociales démunies auront le même statut, et seront soumises au même régime et bénéficieront des mêmes avantages que celles de l'économie formelle.

Il s'agit là d'un pylône cardinal et un repère inéluctable de la Monarchie Constitutionnelle démocratique, parlementaire et sociale Marocaine, comme en attestent explicitement les mesures déclarées par le Souverain Marocain dans le discours du Trône de 2020 et celui prononcé devant le Parlement en Octobre de la même année, et de ce fait le pilier social demeure omniprésent dans toutes les lois fondamentales du Royaume depuis celle de 1962 ce qui met en relief l'importance d'une pleine citoyenneté qui implique, aux côtés des droits politiques, civiques et économiques, les droits sociaux, garants de l'estime, la dignité, la piété des Marocains et la justice sociale .

Avouons-le, en guise de conclusion : La politique n'est authentique que si elle débouche sur la dignité de l'être humain, la politique n'est solennelle que si elle parvient à promouvoir un projet de société, la politique n'est formelle et formaliste que si elle prend en charge la sueur de la force du travail et des vies des citoyens Marocains. D'où la leçon Royale qui s'inscrit dans la vision d'un projet de société dont tous les partis politiques doivent s'inspirer.

A l'approche des rendez-vous politiques des élections 2021, la Généralisation de la Protection Sociale, expression d'une volonté Royale affirmée du leadership visionnaire du Souverain Marocain garantira la protection de la classe ouvrière et de ses droits, et de facto, personne ne pourra, ainsi, en pétitionner la paternité, personne ne l'instrumentalisera, par des promesses électoralistes pour illusionner les électeurs Marocains.

"TARAWIH" au temps de Coronavirus : Sauver la Vie des Marocains passe avant tout

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 23/04/2021

Autant en emporte le vent, voilà encore une fois, on est emporté par le vent de la pandémie pour une deuxième année de confinement pour vivre sous le joug de l'épidémie du Coronavirus, nous privant d'une bonne respiration, de notre liberté nocturne et TARAWIH, objet de cette chronique.

Comparativement au Maroc qui a interdit TARAWIH, des pays à l'instar de l'Égypte, l'Arabie Saoudite sont parmi les pays ayant autorisé le rituel TARAWIH. Au Maroc, précautionneusement et prudemment, dans un environnement jalonné par la pandémie du Covid-19, pour la seconde année successive, les TARAWIH ont été interdit, une interdiction qui a engendré objurgation et réprobation qui a enflammé la toile sur les réseaux sociaux. Plus encore, dans la réalité, dans la perle du Nord, Tanger, une proclamation a eu lieu pour implorer l'ouverture des mosquées dans l'espoir d'accomplir TARAWIH durant le mois du Ramadan.

La réaction des Marocains est certes compréhensible qui décrypte, loin s'en faut, que cette décision, à la veille du Ramadan, constitue une entorse à leur culte, voire une foulure à leur foi. Non et non !!!

- Soyons judicieux : le bon sens, veut que la préservation de la santé des Marocains transcende tout surtout dans un contexte international et national marqué par la recrudescence de la pandémie qui augure d'une redoutable 3^{ème} vague de l'anathème sanitaire du Covid-19.

En outre, l'apparition de nouvelles souches (Britannique, Sud-Africain ou Amazonien) ayant affecté le Royaume se proliférant dans plusieurs régions, le ralentissement manifeste de la campagne nationale de vaccination dû à la spéculation des vaccins anticovid-19 sur les marchés mondiaux avec la loi qui paie le plus, ainsi que la nature imprévisible et mercurienne de la Covid-19 sont autant de mobiles qui nous poussent à être vigilants et éveillés devant ce virus redoutable et misanthrope qui n'épargne personne et accepter la décision du Gouvernement du durcissement des mesures restrictives durant Ramadan et se priver des Tarwihs au nom de la santé des Marocains et ceux pour ne pas

tomber dans un embrasement des vagues de contamination comme celle d'Aïd Al-Adha passé auquel les Marocains, il faut le rappeler, lui ont vivement désavoué de s'être soustrait lorsqu'il a autorisé la célébration de l'Aïd Al-Adha qui a engendré des contaminations record frôlant les 6.000 cas positifs et des décès avoisinant les 90 par jour.

- Soyons alertes : Nous ne devons pas prendre le risque de ruiner tous les efforts déployés jusque-là par les autorités Marocains qui, depuis plus d'une chandelle, ont fait preuve d'exemplarité en acceptant, pour la bonne cause, de se voir privés de leurs libertés individuelles et familiales. Nous ne devons pas effondrer tous les acquis et les efforts prodigués jusque-là qui ont suscité l'admiration par l'implication multi-forme de toutes les institutions et composantes de la société.

Nous n'avons pas le choix, il nous faut nous astreindre, se soumettre et se plier à genoux aux directives des autorités, sans égocentrisme, ni autisme : Le Maroc mort, la situation est grave, on frôle les 9.000 décès et les nombres de contaminés à dépassé la barre de ½ Millions un virus assassin et meurtrier, il n'a épargné aucun domaine de la vie.. Faut-il le rappeler, cela rentre dans l'optique du devoir de la responsabilité collective et partante dans la solidarité.

- Soyons vigilants : Nous ne devons pas donner en aucun cas une aucune occasion pour ceux qui instrumentalisent la religion pour jouer aux séditeux et récalcitrants en semant les remous sociaux au nom de la religion et de TARAWIH qui, il faut le souligner en noir et blanc dans cette chronique, dans le rite malékite, sont surérogatoires, c'est à dire non obligatoires de l'avis même des théologiens Marocains.

D'ailleurs, le Conseil supérieur des oulémas a tranché le nœud gordien, le 21 avril 2020 pour qui "la préservation de la vie est privilégiée du point de vue de la charia sur tout autre acte, y compris la réunion pour les prières surérogatoires."

In fine et eu égard à la situation épidémiologique actuelle, liée à la pandémie du Covid-19, la préservation de la vie des Marocains et l'intérêt public prévalent, du point de vue de la Charia et en corollaire la polémique autour de l'ouverture des mosquées pour l'accomplissement des TARAWIHS pendant Ramadan n'obéit ni à la religion, ni au bon sens ; il s'agit de faire passer l'intérêt public avant les rites spirituels.

Darwin a bien dit que "Les espèces qui survivent ne sont pas les espèces les plus fortes, ni les plus intelligentes, mais celles qui s'adaptent le mieux aux changements" Adaptons-nous pour sauver la vie des Marocains.

FOR AUTHOR USE ONLY

Covid-19 : Une hydre coriace, la bataille n'est pas terminée

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 30/04/2021

Avec le progrès faramineux que connaît la science, la découverte de plus de 6 vaccins antidcovid-19 (Sinopharm, Astrazeneca, Johnson&Jhonson, Moderna, BioNTech Spoutnik...etc.) ainsi que 8 autres vaccins ont déjà atteint le stade des essais sur l'homme et la vaccination qui se fait à grande échelle dans le monde m'ont fait croire que l'orage est passé, qu'il n'y a plus de danger et qu'on peut respirer sans masque. Détrompez-vous, la situation épidémiologique alarmante en Inde (½ Millions en un jour, soit une moyenne de 52.894 cas par jour), au Brésil (où le nombre de décès frôle les 400.000), ou l'état dramatique tout près de nous en Tunisie m'ont fait perdre mes illusions : Le Covid-19 est subversif, coriace, récalcitrant et misanthrope, le Coronavirus nous suit toujours à la trace.

Après plus d'une année de stress de suivi des JT et des bilans épidémiologiques au Maroc et dans le monde, j'ai appliqué la politique de l'autruche en attendant que la vie normale reprenne d'autant plus qu'au Maroc à la veille du sacré Mois de Ramadan, la situation épidémiologique s'est nettement amoindrie, heureusement ou malheureusement très peu de personnes portent le masque, les salles de Fitness et les bains Maures ouverts à nouveau. Avec, la vaccination qui se fait de façon assidue, diligente et laborieuse m'ont fait croire que le Coronavirus est vaincu et qu'il n'y a plus de danger. Non et non, décillez les yeux.

Le Virus est coriace, redoutable et s'habille dans d'autres variantes plus mortelles à l'instar des variantes Indienne et Brésilienne considérées comme les plus mortifères : Elles se rebellent en tuant en bloc, elles se rebiffent en résistant aux vaccins.

Nous sommes tous, pays développés ou en développements, pays riches ou démunis dans le même temps d'épreuves, on n'est pas encore sorti de l'auberge.

Dans ce contexte miné et avec l'apparition de ces nouvelles souches (Britannique, Sud-Africain ou Amazonien), sont autant de facteurs qui nous poussent à être vigilants et éveillés devant ce virus redoutable qui n'épargne personne et accepter le durcissement des mesures restrictives durant Ramadan décidé par les autorités Marocaines.

Le propos de ma chronique n'est pas de saupoudrer l'horreur et la frayeur, le propos de ma missive est d'avertir nos concitoyens et leur alerter que la bataille n'est pas parachevée. Le virus filoché toujours quoiqu'il est moins acerbe qu'en France ou moins venimeux en Espagne. C'est une "hydre de Lerne" qui ne cède pas ; c'est un polype qui ne renonce pas. La variante britannique se prolifère sept fois plus vite que le virus originel, six fois plus dangereux et 64% plus mortel que le coronavirus classique. Tout ceci pour de redoubler de vigilance et de restaurer toutes les mesures de protection.

Faut-il souligner que quelques jours avant le Ramadan : Un relâchement dans plusieurs villes du Royaume qui se matérialise par le port du masque sous le menton, d'autres n'en portent même pas, pas de distanciation, ni précaution. D'autres se croient qu'ils sont sortis de l'auberge par l'argument qu'ils sont vaccinés.

C'est une erreur, la vaccination pourrait être anéantie par les redoutables variantes indienne ou brésilienne.

Nous sommes toujours sous le tunnel, on n'a pas gagné la bataille ; pour le moment, c'est le virus qui triomphe toujours.

La politique de gestion de la pandémie du Covid-19 de notre Patrie à travers le confinement partiel est une sage décision, encore faut-il que nous participions tous à cet effort louable en restant vigilants, prudents et ne pas croire que la guerre est terminée et de se comporter plutôt que l'épée de Damoclès nous guette toujours.

Les Sirènes de Kaboul

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 16/05/2021

Pour reprendre, en guise de prologue, les proses de Yasmina Khadra dans son best-seller "Les Hirondelles de Kaboul" « : Dans les ruines brûlantes de la cité millénaire de Kaboul, la mort rôde, un turban noir autour du crâne. Ici, une lapidation de femme, là un stade rempli pour des exécutions publiques. C'est le cas dimanche dernier à Kaboul, alors que les Américains sont en train de retirer leurs derniers soldats du pays, des explosions en cascade à la porte de l'établissement scolaire "Sayed Al-Shuhada" s'est produite devant cet établissement scolaire pour filles du quartier surtout peuplé de chiites hazaras, dans l'ouest de la capitale Afghane, au moment où nombre de ses habitants faisaient leurs courses : Plus de 50 personnes, en majorité des lycéennes de jeunes filles de 13 à 18 ans, bravant la peur, les interdits et les menaces, ont été tuées et ont été enterrées dans un cimetière situé au sommet d'une colline appelé "cimetière des martyrs" à Kaboul.

Leurs âmes y reposent laissant derrière plusieurs apostrophes sans réponse : Quel est leur crime ? S'instruire ? S'émanciper ? S'alphabétiser, apprendre ? Ou vivre leur droit incessible à l'éducation ?

Ce drame sidère la communauté internationale et laisse, en vain, le monde à la recherche de réponses tant cette fatalité, comme celles qui l'ont précédé, se dérobe à la raison et se loge dans des cultes extrémistes.

La semaine dernière, ces sirènes avaient contesté contre le manque de corps professoral et de matériel didactique. Ses sirènes plus lumineuses studieuses se battaient chaque jour pour aller à l'école sous le joug des talibans.

Cet attentat misogyne contre des innocentes de Kaboul n'est pas une mésaventure esseulée : C'est une chronologie qui serine au jour le jour, à des filles qui misent leur vie à la quête de leurs ambitions.

A Kaboul, les agressivités et les violences contre les femmes orchestrées dans le cadre d'une stratégie politique délibérée et préméditée : Les talibans et toutes les forces ignorantistes et obscurantistes les instrumentalisent pour opprimer les femmes et confisquer leurs droits les plus élémentaires de lire, d'écrire, de

penser par elles-mêmes, et de se libérer de la servitude des phalocrates pour vivre dans une société à leur égale.

Avec ce drame, les Sirènes de Kaboul regagnèrent le cavalcade ténébreux des lycéennes de Chibok au Nigeria, des jeunes Yézidiés, des dizaines de milliers de victimes de viol au Soudan, en RDC, en Colombie, au Népal, en Inde, en Tchétchénie.

En 2020, l'Afghanistan est encore l'un des pires pays où naître femme: faible taux de scolarisation des filles, mariage des filles et mariages arrangés, violences basées sur le genre, santé reproductive et maternelle catastrophique, entre autres...

Plus récemment, on constate que les femmes sont les victimes invisibles du Covid-19 en raison de la distance avec les centres de santé, mais surtout des attitudes conservatrices des hommes qui refusent que leur femme, mère ou fille se rende à l'hôpital non accompagnée – la plupart des femmes doivent toujours être accompagnées d'un mahram, un homme de leur famille, pour se déplacer.

Ce féminicide nous rappelle, sur d'autres lieux, que les jeunes filles sont devenues des instruments de terrorisme en Afrique du Sud, en Ouganda, ou au Sierra Leone.

La dévastation des Sirènes de hazaras nous apostrophe sur la nécessité impérieuse de construire des abris pour nos filles ; les violences à l'encontre des femmes ne peuvent plus continuer dans une société misogyne.

C'est un Must, la communauté internationale doit se mobiliser pour prémunir ces filles contre une perte mondiale dans un vaste sursaut de conscience planétaire, pacifique.

C'est un Must, de "réalléguer" le droit l'apprentissage à l'éducation comme un droit fondamental, véridique et authentique à la déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948, et à la déclaration universelle des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'unanimité le 20 novembre 1959.

C'est un Must, de défendre ensemble l'universalité des valeurs humanistes contre tous les extrémismes et conservatismes de tout bord.

C'est un Must, d'assurer une implication effective des femmes dans les valeurs de paix et excommunier l'emportement des révoltes sexistes pour consacrer une véritable diplomatie des droits des femmes.

Le deuil des Sirènes de Kaboul rétrocedent un héritage plus immémorial que la mort : Le credo en l'humanité, la justice et la promotion de la parité comme cause mondiale.

FOR AUTHOR USE ONLY

Le serpent de mer à Gaza ou Le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 24/05/2021

Un bilan lourd, plus de dix jours de tirs où le ministère Palestinien de la Santé à Gaza a annoncé que le bilan des victimes des violents raids israéliens contre la Bande de Gaza s'est alourdi à 230 morts, dont 65 enfants, 39 femmes, 17 personnes âgées et 1 710 blessés. Plus de 40 000 personnes ont fui leur logement dans le micro-territoire.

Un tel bilan est une aubaine pour le Premier Ministre Israélien Netanyahu, qui n'a pas réussi encore à former un Exécutif, et qui est poursuivi par la justice israélienne pour de moult infractions. Il prétend être le tuteur d'Israël où dans un discours à la télévision, le tuteur Israélien Netanyahu a promis de donner "une fricassée" au Hamas. C'est ainsi que les avions de chasse et les hélicoptères israéliens ont lancé un rush de bombes sur Gaza.

Parallèlement à ces événements mortels et pour la première fois, les Palestiniens de nationalité israélienne se sont soulevés contre les Israéliens brûlant des commerces, des voitures, et des synagogues.

On ne peut que se lamenter de ces affrontements sanguinolents entre Israéliens et Palestiniens.

Le cessez-le-feu déclaré après 11 jours de bombardements n'est qu'un serpent de mer, qui peut réapparaître à tout moment. La solution du conflit israélo-palestinien ne peut être militaire, mais politique : Historiquement, c'est par la force et la trahison que les juifs ont traqué les Palestiniens de leur terre et ont créé un Etat d'Israël en 1948.

Depuis cette date, plusieurs guerres israélo-arabes ont eu lieu et moult Accords de paix ont été signés à l'instar des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël en 1977, mais dont le plus prometteur est l'Accord d'Oslo signé le 13 Septembre 1993. Cet Accord a engendré la création de l'Autorité palestinienne censée préfigurer un Etat palestinien indépendant. Cependant, le signataire israélien de l'Accord Yitzhak Rabin est assassiné le 4 Novembre 1995 par un fanatique juif religieux d'extrême droite pour avorter le processus d'Oslo.

Et depuis 2009, le gouvernement israélien, présidé par le misanthrope Netanyahu, est prédominé par le parti de droits Likoud et d'autres partis d'extrême droite.

Aussi, Israël a toujours bénéficié du soutien inconditionnel USA du fait du puissant lobby juif American Israeli Public Affairs Committee AIPAC aux Etats-Unis dont le budget et la mainmise ne cesse d'augmenter. Pour preuve, Donald Trump n'a-t-il pas reconnu le 6 Décembre 2017 Jérusalem comme capitale d'Israël, en transférant l'Ambassade Américaine le 14 Mai 2018 de Tel Aviv à Jérusalem. Donald Trump n'a-t-il pas reconnu la souveraineté d'Israël sur le plateau syrien du Golan ? Donald Trump n'a-t-il pas protesté contre la colonisation illégale d'Israël à Jérusalem-Est et en Cisjordanie ?

L'apostrophe est désormais de savoir si cette alliance stratégique continuera d'exister, quelle que soit l'attitude du gouvernement israélien. Et après les mitraillades sur Gaza et les attaques à Jérusalem, la question peut de nouveau être posée : D.Trump a tout accepté de la part de Netanyahu. Joe Biden sera moins tolérant, mais, certes, il ne devrait pas remettre en cause cette alliance. Les événements récents ont cependant apporté l'ouverture d'un débat sur ce point aux USA. Il y a un mois, la grande organisation Human Rights Watch baptisait Apartheid la destinée réservée aux Palestiniens par Israël.

En outre, la communauté juive américaine prend du recul avec Netanyahu, celui-ci était lié à Donald Trump alors que les juifs américains votent aux 2/3 pour les démocrates. De jeunes élus démocrates, à l'instar d'Alexandra Ocasio-Cortez, critiquent ostensiblement l'attitude d'Israël. D'ailleurs, Joe Biden a même fait le 18 Mai l'éloge public de Rashida Tlaib, Congress woman d'origine palestinienne qui avait pourtant critiqué le soutien américain à Israël

La seule issue politique du conflit sempiternel israélo-palestinien est la création d'un Etat Palestinien viable. Pour y parvenir, le cessez-le-feu pour stopper les bombardements de part et d'autre entre Israël et la Bande de Gaza n'est pas la solution.

Il faut aussi arrêter toute nouvelle implantation israélienne à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

En sus, des négociations doivent s'ouvrir le plus rapidement possible entre Israéliens et Palestiniens sous les auspices du Quartet pour le Moyen-Orient constitués de l'ONU, de l'Union Européenne, de la Russie et des USA.

Le rôle du Quartet où l'Union européenne doit jouer un rôle crucial, est important dans la mesure où le Conseil de sécurité de l'ONU a été incapable de s'accorder sur une déclaration commune.

Si ce processus n'est pas entamé avec des résultats probants, les confrontations continueront entre Israéliens et Palestiniens avec de nouvelles victimes dont des enfants innocents et le serpent de mer du cessez-le-feu resurgit.

FOR AUTHOR USE ONLY

Khalid Jamaï un journaliste d'exception, une plume sans détour
Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 02/06/2021

Une plume d'exception vient de nous quitter hier 1er Juin 2021 en l'occurrence Khalid Jamaï à l'âge de 77 bougies. En sus noir sur blanc de ces proses franches, il était doté d'une grande carrure : Une plume sans détour, une langue qui ne mâche jamais ses mots lorsqu'il s'agit de dire les 4 vérités.

Je n'ai malheureusement jamais rencontré Khalid Jamaï, cependant je l'ai côtoyé à travers ses chroniques sur les pages de l'Opinion dont il fut belle lurette le Rédacteur en chef.

Figure emblématique d'un 4ème pouvoir de force d'âme audace, de bravoure et de fermeté : Pour pièce à conviction, le lectorat Marocain se souviendra de Khalid Jamaï comme le journaliste qui osa crâner et braver le tout grand puissant vizir Driss Basri qui avait la mainmise sur les medias, les services de police, de sécurité et de renseignement, alors qu'il était à l'apogée de sa prépotence et son magnat, avec sa missive culte formulée à travers une chronique acrimonieuse redevenue fétiche et réintitulée par l'épigraphe populaire Marocaine "Chkoun Nta ?".

La presse écrite et audiovisuelle ici au Maroc et ailleurs se remémore d'un Journaliste qui avait le cœur sur la main, altruiste qui a transmis les dédales d'une plume qu'il savait manier avec habileté et maestria à toute une progéniture de journalistes et de chercheurs.

Khalid Jamaï était une hybridation de philanthropie, de rigueur professionnelle, d'activisme, de pragmatisme et militantisme limpide, cristallin.

Aux effrois, affres et frayeurs de ce " Présumé Coupable" pour reprendre le titre de son livre édité en 2003 aux éditions Tarik où il décrit son incarcération en 1973, la supplice, la répression et de la martyre des années de plomb, Khalid Jamaï n'avait jamais perdu de sa crânerie, de sincérité et de sa transparence.

S'il y a un cercle des poètes disparus, tout aussi, il ya un cercle des journalistes disparus. Certes, il nous a quittés, mais ses écrits resteront immortels.

Covid-19 et si la Vie est Belle reprend de plus belle !!

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 07/06/2021

Alors que l'humanité vécut au tempo des resserrements et des couvre-feux nocturnes, la pandémie du Covid-19 marque un trend baissier chez nous au Maroc, comme ailleurs à travers le monde, notre Gouvernement se montre généreux sur l'agenda et les conditions d'un retour à une vie déconfinée.

Assurément, l'optimisme béat réapparaît et se confirme, la fréquentation des espaces publics, à l'instar des lieux de restauration et loisirs (les théâtres, cinémas, musées) ou de culte, est rendue possible, quoique que graduellement.

Aussi, l'espoir ressuscite et se ranime où la liberté retrouvée va de concert avec la possibilité accordée aux étudiants, thésards et chercheurs de pouvoir se rendre dans les bibliothèques, enfin autorisés à ouvrir leurs portes, à raison de 50% de leurs capacités.

Le retour très vite à une vie normale nécessite l'implication large et volontaire d'une grande frange de la population dans le processus de vaccination ; le maximum des Marocains, soit 25 Millions doivent se prêter à l'opération de vaccination Anti-Covid-19 et leur avertir que la vaccination est le moyen le plus sûr, le plus efficace pour ostraciser le Coronavirus

Malgré la grande difficulté de s'approvisionner en vaccin, le Maroc déploie des efforts louables et laborieux afin d'en acquérir des quantités importantes. En Afrique, le Maroc est en tête du peloton en termes du nombre et du taux d'individus vaccinés, tandis qu'au niveau mondial, le Royaume est à la 15ème place pour ce qui est du nombre des personnes ayant reçu l'injection du vaccin.

L'adhésion des Marocains est inéluctable, la communication demeure toujours incontournable, afin de les impliquer et instaurer un climat de confiance, et contrer les voies réticentes

Tout le monde sait que seul le vaccin pourra éradiquer cette pandémie du Covid-19. La vaccination de masse est de nature à augmenter la couverture vaccinale, atteindre l'immunité collective et permettra de mieux respirer et de reprendre une vie normale.

C'est très bientôt, le temps pour oublier ce mal qui tenaille et obnubile la planète, sans aucun doute, le plus grand schibboleth pour reprendre Voltaire, subi par notre monde depuis des dizaines de décennies. Certaines personnes perdent patience et succombent dans des dépressions. Une angoisse née d'une peur normale règne sur les esprits. On parle de tunnel, de cauchemar, de fatalité et de malédiction. La vie est mouvementée, agitée, l'espace de liberté est réduit, bloqué, figé.

C'est très bientôt, nous allons donner libre cours à notre égotisme, nous allons de nouveau voyager et croquer la vie à plein dents avec appétence et insatiabilité. Oublier la noirceur du tunnel et aller de l'avant. Le bout du tunnel est pour très bientôt. La "Dolce Vita" sera bientôt de retour, Stay open !!

FOR AUTHOR USE ONLY

Géopolitique du terrorisme en Afrique : Odieuse et Insidieuse

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 13/06/2021

Le problème du terrorisme revient sur le devant de la scène après la scène odieuse de 160 morts (Parmi les victimes figurent une vingtaine d'enfants) par des djihadistes dans le village de Solhan, province du Yagha (région du Sahel) dans le Nord-Est du Burkina Faso, un bilan fatal le plus meurtrier que le pays ait connu depuis le début des violences djihadistes, en 2015.

Ces offenses ont suscité de nombreuses réactions d'indignation, de colère et de solidarité. De sa part, le Maroc, via le chef de la diplomatie Nasser Bourita a condamné vivement ces attaques terroristes ignobles qui sont rejetées par toutes les religions et les valeurs humanistes universelles.

Aussi, ces attaques misanthropes ont réveillé la peur, parfois l'effroi au regard des actes de primitivisme où la violence aveugle, tuant sans loi, ni foi, a contribué à désobjectiver chaque victime réduite à une simple cible à atteindre. Il s'agirait de représailles contre des incriminations de combattants auprès de l'armée.

La terreur gagne l'espace social en Afrique alimentant des fantasmes de martyr et de tyrannie, faisant revivre à chacun l'angoisse de la mort. N'est-ce pas l'apoastre de la subversion, du terrorisme, le jihadisme?

Inopportunément, ces terroristes sont des jeunes en perte de boussole et ils tuent d'autres jeunes. Ils cherchent, semble-t-il, à détruire une société africaine en quête de liberté, de démocratie, de culture et d'ouverture. Cette projection de la violence et de la haine sur l'autre va parfois jusqu'au retournement de cette violence contre soi ; le tueur finit par se tuer, comme s'il achevait ainsi, par sa propre mort, le cycle de cette violence destructrice sans limite, dans un mouvement d'auto-désengendrement.

Nous pensons que la guerre contre le terrorisme est incontournable, mais au préalable, nous pensons qu'il existe une autre guerre, toute aussi violente que les armes qui sont celle du déracinement des idéologies de la haine et de la répulsion.

C'est dans le continent noir, et pas seulement dans la zone sahélienne, que les groupes se réclamant de Daech, sont aujourd'hui les plus éveillés et les plus actifs, parsemant la terreur, la phobie et le terrorisme, sans toutefois contrôler des territoires comme ils l'ont fait au Moyen Orient.

C'est un travail de longue haleine qui concerne notre continent. Inopportunément, dans l'Afrique, ce sont les projets de schizoïdie et d'introversión, qui l'emportent. Pour preuve, cette étendue géographique est sensationnelle, et tient autant sinon plus à la vulnérabilité des structures étatiques locales et à la misère, qu'au pouvoir d'attraction du djihad global.

Quelle géopolitique du terrorisme en Afrique ? Les groupes Jihadistes et fanatiques sont actifs dans plusieurs contrées du continent Africain :

- Primo, sur les terres d'islam d'Afrique de l'Ouest, qui connurent autrefois de véritables “guerres saintes”, au 19ème siècle contre les armées coloniales,
- Secundo, en Somalie, dans la corne de l'Afrique, où les “Chebabs” islamistes sévissent depuis des années, dans une guerre sempiternelle,
- Tertio, dans l'Est de la République démocratique du Congo, irréfugable talon d'Achille de l'Afrique où la guerre fait partie du quotidien depuis si longtemps où le djihadisme est venu s'accoler à bien d'autres sources locales de conflit ;
- Quarto, dans le nord du Mozambique, sur la côte de l'Océan indien, où l'islam est ancré depuis des siècles, et où, depuis trois ans, sévit un groupe lui aussi affilié à l'État islamique.

Pour autant, ces labels djihadistes agissent comme des “franchises”, c'est-à-dire sans centralité, sans concentration et sans commandement unique ; même s'il est probable que les groupes agissent de concert en apprenant l'un de l'autre.

En Afrique, les terroristes savent tirer parti des fragilités des États, qu'il s'agisse d'un État “insolvable” comme la Somalie ou “perclus” comme au Nigéria. Au Mozambique, les djihadistes agissent dans une zone en passe de devenir l'Eldorado du gaz naturel où les petits paysans sont des proies faciles pour ces groupes violents.

Dans ce contexte miné, la réponse au terrorisme ne peut être figée à la seule dimension sécuritaire ; même au Sahel où la contre-offensive militaire est la plus

exploitée. Ce sont des décennies de problèmes livrés à eux même qui attisent cette subversion meurtrière de la violence armée et la radicalisation.

L'aberration serait de mettre ces désenchantements anarchistes et ces messages écrits avec des plaies, du sang, des larmes, des souffrances, sur le passif d'une religion ou d'une culture, ce que, inopportunément, plusieurs discours laissent entendre en particulier l'Islam.

La communauté internationale a un mandat laborieux à conclure. Avant les fusils et les armes, il y a des idéologies à neutraliser, avant les flingues, il y a des cultes à désamorcer.

Il est plus facile d'écraser des armées que de venir à bout d'une idéologie surtout celle qui s'abreuve de haine, d'aversion, de fanatisme et de cruauté. L'idéologie n'est à craindre que lorsqu'elle s'appuie sur la haine.

Nous devons reconnaître que l'éducation religieuse dans les pays musulmans n'est pas indemne de toute répréhension. Chez certains, elle incorpore gauchement ce qui relève de la foi, du divin et de l'humain. Ce nœud gordien doit être tranché si on veut exorciser la Salafiya Jihadia et son obsession subversive.

La bataille contre la prolifération du terrorisme doit être absolument globale et internationale. La coopération internationale existe, mais elle n'est pas aussi optimisée que l'on voudrait ; la riposte sécuritaire ne suffit pas. Force est de constater que les guerres de la Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et la création d'autres foyers de tension en Afrique, ont plutôt envenimé le phénomène jihadiste.

Faute de quoi, la terreur continuera à terroriser, y compris les terroristes, la violence se transmettra en spirale de génération en génération dans la haine et la vengeance.

La Communauté internationale doit s'atteler à remettre la paix dans tous ces pays, les grandes puissances ont cette lourde responsabilité à restaurer les Etats nationaux et d'épargner que d'autres Etats ne s'agitent. Aussi, il appartient tout un chacun de nous d'apporter sa quote-part par la lutte contre la haine, le racisme et l'incitation à la violence au quotidien.

Avouons-le et disons nos 4 vérités en face : On ne naît pas terroriste, on le devient. Le mal est en l'homme, il n'a pas de territoire privilégié, il est partout

sur cette Terre. Ce mal, il nous faut le combattre par la raison, la loi, le savoir, l'école, l'éducation, l'ordre, la justice et par la promotion et la défense des valeurs universelles et universalistes liées aux droits humains.

Malheureusement, je me rappelle, il y a plus de 5 ans (Lundi 19 Décembre 2016), après l'assassinat ignoble de l'ambassadeur Russe en Turquie, je suis entré sur mon compte facebook pour consulter l'actualité et subitement j'ai été sidéré par le comportement fanatique et téméraire d'une armada internautes originaires de plusieurs pays arabes, y compris le Maroc, saluant l'assassinat de l'ambassadeur Russe. N'est-ce pas l'apogée de la haine ?

Saluer cet assassinat odieux n'est-il pas un accusateur qui montre immanquablement l'hiatus qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour enterrer une pensée funéraire. N'est-ce pas l'apothéose de la subversion et du terrorisme ?

L'altruisme, la clémence la tolérance et l'amour sont les palliatifs dont dispose l'humanité. Manions-les. N'est-il pas le moment, en guise d'épilogue, de décider d'opter pour l'Amour, car la haine est un fardeau trop lourd à porter pour paraphraser Martin Luther King.

Baccalauréat au Maroc au temps du Covid-19 et l'énigme des mentions !!!

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 22/06/2021

Avant-hier, Dimanche 20 Juin 2021 était le jour qui tenait en haleine tous les bacheliers du Maroc ; il était un jour J exceptionnel pour tous les bacheliers du Royaume. Résultat, Ils étaient 221.031 candidats et candidates scolarisés de l'enseignement public et privé à avoir décroché le précieux titre du baccalauréat pour cette année 2021, soit 68,43%, (une évolution de 3 points par rapport à 2020) qui leur ouvrira le sésame des universités et des grandes écoles. Des Epreuves, faut-il souligner, se sont déroulées dans un contexte tumultueux marqué par la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 avec le protocole du port du masque et gestes barrières durant les examens.

IL y a dix ans, le taux de réussite au baccalauréat ne dépassait guère les 35%. En termes d'évolution, entre 2007-2008, le taux de réussite était de 44%, ce taux de réussite a escaladé, en une seule année, de près de 8,19 points entre 2019 et 2018. Faut-il rappeler qu'en une seule décennie, il a grimpé de 28 points et de 17 points en deux ans, après une évolution en dents de scie entre 2007 et 2015. 116.518 candidats scolarisés ont obtenu leur bac avec mention, soit 52,72 % de l'ensemble des bacheliers.

La meilleure moyenne au niveau national, soit 19,53/20, a été obtenue au niveau de l'Académie régionale d'éducation et de formation de Marrakech-Safi, dans la branche des sciences physiques, section française selon les chiffres officiels du ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique-département de l'Éducation nationale.

L'apostrophe qui nous interpelle : Que s'est-il passé en moins de deux décennies pour qu'on ait atteint un tel niveau de réussite dans un laps de temps très court, et que les mentions bien et très bien soient distribuées à discrétion ? Serait-ce imputable à un coup de balai du diplôme ou à des candidats bien plus doués, plus clairvoyants, plus perspicaces que notre génération et la génération qui nous a précédés? Serait-ce assignable à un système de notation courtisan ? Serait-ce attribuable à un système éducatif miséricordieux par lequel certaines écoles privées gratifieraient leurs élèves de notes non méritées ?

De ce fait, ce qui devrait, de prime abord, s'apercevoir et se dévoiler comme une nouvelle exhilarante nous interpelle à poser moult apostrophes. Le système éducatif marocain que tous les rapports mondiaux issus d'organisations internationales pointent du doigt en l'affublant de toutes les épithètes péjoratives ne saurait expliquer ce jubilé inopiné, encore moins cet "ouragan" des mentions dont s'adjugent 52,72 % des lauréats Marocains. Des moyennes de 17, 18 et 19 et qui frôle le 20 au bac sont servies à profusion et à volonté.

Devant ce pullulement des mentions, une note de 13 ou de 14, qui était dans notre génération une prouesse et un exploit ne garantit plus une inscription aux grands instituts cotés du Royaume qui, en sus, des moyennes élevées comme premier ticket d'entrée, ne sont accueillants que sur concours.

Si jadis, le bac du cercle des poètes disparus, de par sa rigueur, constituait un réel clé d'entrée pour diverses disciplines, son obtention est aujourd'hui imposée y compris pour certaines filières de la formation professionnelle fondées à l'origine dans les années 70 pour ceux qui n'avaient pas atteint le niveau bac ou qui n'avaient pas réussi à le décrocher.

Le mystère et l'occultent sur ces records historiques de réussite et ces moyennes générales tellement élevées et en grand nombre qu'elles en deviennent peu plausibles. Seule des enquêtes et des investigations rigoureuses permettraient d'ouvrir la boîte de pandore, l'énigme et le talisman du foisonnement des mentions !!!

L'argent ne dort jamais ou le boom des Fusions&Acquisitions au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 29/06/2021

L'argent ne dort jamais, le titre semble dévier l'imaginaire des cinéphiles vers le film culte "Wall Street : Money Never Sleeps" d'Oliver Stone incarné magistralement par le trio Michael Douglas, Shia LaBeouf et Josh Brolin. Il n'en est rien, il s'agit des grandes opérations jamais réalisées en bourse aux USA et en Europe par les gourous de la finance. En effet, en raison de la crise sanitaire du coronavirus et au moment où le monde dissèque et disserte de la chlorose de la croissance économique et de la panne de la globalisation économique, les dynamiques de fusions acquisitions Internationales ne cessent de proliférer et les concentrations économiques n'ont jamais été aussi importantes.

Pièce à conviction en est, jamais les appétits d'acquisition insatiables n'auront été aussi enflammés qu'en début 2021, alors que se pointent les premiers signes de sortie de la crise pandémique : Plus de 1.770 Milliards de dollars de deals ont été signés dans le monde entre début janvier et fin avril 2021, en atteste l'agrégateur de données financières Refinitiv. Un record, proche de ceux de 2007, qui correspond à une hausse de 124 % en un an. Une frénésie d'achats tirée par les USA (plus de 1.000 Milliards de dollars), ou le mariage de deux géants dans l'automobile entre PSA et Fiat Chrysler, dans le ferroviaire avec Alstom et Bombardier.

Au niveau de la structure des F&A, c'est l'industrie IT qui a le vent en poupe malgré la crise sanitaire. Les transactions mondiales ont totalisé la somme de 243,37 milliards de dollars au 4e trimestre 2020 d'après GlobalData, soit une augmentation de 12,5% par rapport au trimestre précédent.

Dans la répartition entre les différentes régions du monde, l'Amérique du Nord est en tête avec un total des transactions annoncées au cours de la période s'élevant à 121,92 milliards de dollars.

L'Europe, qui occupe la seconde place du classement (suivant la valeur des transactions), voit l'ensemble de ses transactions s'élever à 85,61 milliards de dollars, suivi par l'Asie Pacifique qui comptabilise un total de 31,41 milliards de dollars de transactions.

Selon le rapport de GlobalData, le premier pays en termes d'activité de fusions et acquisitions au quatrième trimestre 2020 était les États-Unis avec 680 transactions, suivis du Royaume-Uni avec 159 et de la Chine avec 115. A noter que les États-Unis arrivent en tête de liste en termes de valeur de transactions à 117,97 milliards de dollars soit plus de 96% du montant total de la région Amérique du Nord.

Aussi, cette tendance ne se cantonne pas au seul créneau de la communication et de l'IT ; on la retrouve dans d'autres niches économiques dont l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, ou l'industrie agroalimentaire. Cette dynamique nourrit une course au gigantisme et à l'acromégalie en dépit d'un climat tumultueux de la croissance économique.

Plusieurs facteurs expliquent ce mouvement de fusion & acquisition au sein de l'économie globale :

-Le premier est d'ordre économique et constitue une réplique rationnelle aux grands groupes économiques et financiers et à la faible croissance via un accroissement de leurs parts de marché,

-Le second facteur est d'ordre technologique et explique également ces rapprochements avec de grands groupes traditionnels qui prennent le contrôle des start-up dans les nouvelles technologies,

-Le troisième est d'ordre politique où derrière cette course aux fusions de la part des géants mondiaux qui s'inquiètent de l'insatiabilité des mastodontes financiers chinois qui arrivent sur les grands marchés avec une force de frappe financière sans égal et parviennent à prendre le contrôle de quelques fleurons de l'industrie européenne ou américaine,

-Le quatrième est d'ordre fiscal : Les fusions-acquisitions internationales enregistrées, sont imputables à des reconfigurations d'entreprises, notamment à des transferts de domiciliation fiscale.

Ce phénomène a été singulièrement manifeste aux États-Unis et en Europe, où plusieurs entreprises multinationales ont conclu des mégatransactions pour transférer leur domicile fiscal dans des pays où l'impôt sur les sociétés est plus faible et où les bénéfices mondiaux ne sont pas imposés. Cette omnium au gigantisme distille et secrète une véritable rivalité sur un marché relativement limité provoquant une surenchère sans précédent sur les

débouchés économiques et financiers. Ainsi, les sommes déboursées par les grands groupes sont estimées entre 20 et 40% supérieures à la valorisation des entreprises achetées.

En sus, dans moult cas, les fondamentaux ne sont guère respectés et les retours sur investissements restent visiblement en deçà des moyennes exigées pour ce type d'investissement. Il s'agit tout compte fait d'une concentration économique de nature particulière qui s'inscrit dans une stratégie défensive dont le dessein est de faire face à une croissance des débouchés et ce à travers une augmentation des parts des marchés.

Faut-il souligner que le souci financier est loin d'être la première préoccupation dans cette course au gigantisme mais il s'agit plutôt de cimenter et resserrer les positions et les parts de marché des grands groupes traditionnels, particulièrement dans un contexte jalonné par l'appétit des groupes asiatiques et surtout chinois.

Cette stratégie de fusions & acquisition est d'autant plus lubrifiée par des mécanismes et des conditions de financement laxistes : Le boom d'acquisition des années 2000 a été financé par les fonds de private equity et les LBO qui répondent bien à un modèle de financement très particulier où l'exigence d'un très bon retour sur investissement est essentielle. Or, cette nouvelle vague bénéficie des politiques monétaires expansionnistes et des taux d'intérêt bas qui prévalaient dans la plupart des pays développés permettant par là aux grands groupes de franchir le rubicon et d'opérer leurs investissements en escomptant que l'effet taille contribue à l'amélioration de la rentabilité de ces investissements.

Tout compte fait, en dépit d'un contexte économique fébrile et d'une croissance atone marquée par la pandémie du Covid-19, les grands groupes continuent à foisonner et font de la course au gigantisme le moyen de renflouer leur rentabilité et de préserver leurs parts de marché. Toutefois, cette effervescence et cette forte concentration du pouvoir économique motionne au plus haut point les responsables politiques. Les dirigeants Américains n'ont-ils pas appelé les régulateurs à observer attentivement ces évolutions et à mettre les réglementations nécessaires à même d'éviter la formation de monopoles qui seront à l'origine de dysfonctionnements de marché qui peuvent avoir des effets pervers sur les consommateurs ?

Ainsi, au moment où la croissance est morose, les inégalités à leur apogée suscitant lassitude et désespoir, les mastodontes et financiers continuent leur quête d'expansion. De telles attitudes n'appellent-ils pas les pouvoirs démocratiques à une plus grande vigilance afin que la liberté économique ne détruise pas les deux autres piliers des sociétés démocratiques : la justice et l'équité ?

FOR AUTHOR USE ONLY

Le Nouveau Système Fiscal au Maroc à l'épreuve de l'Équité et la démocratie : Quelques pistes de réflexion

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 19/07/2021

Tenues les 03 et 04 Mai 2019 à Skhirat, sous le thème "Équité fiscale", plus de deux chandelles après les 3^{ème} Assises Nationales sur la Fiscalité marquées par l'annonce de l'argentier du Royaume relative à l'élaboration de la loi-cadre sur la fiscalité, cette dernière a enfin été adoptée il y a quelques jours lors du dernier Conseil des Ministres. Faut-il souligner que ce projet a pour dessein d'instituer une armature système fiscale respectant les droits fondamentaux du contribuable tout en garantissant un meilleur financement des politiques publiques.

En outre, le projet ambitionne de mettre en place un système fiscal à fort tenue sociale à travers la cristallisation de la solidarité, pour le financement, en particulier des cordeaux sociaux de la protection sociale à l'instar de la couverture médicale, allocations familiales, réduction des inégalités sociales.....etc.

En sus, le nouveau système fiscal projette de refondre la fiscalité des collectivités territoriales à même de renflouer leurs ressources financières en synergie avec les dispositions régissant les impôts de l'Etat.

L'adoption de la loi-cadre sur la fiscalité intervient dans un contexte marqué par la crise sanitaire du Covid-19 engendrant une flambée du seuil d'endettement international (où le Trésor a levé 3 Milliards de dollars sur le marché Eurobond, la plus importante levée de son histoire soit un endettement extérieur de 60 Milliards de DH en 2020 contre 25 Milliards en 2019), une dette nationale qui effleure les 78% et un taux d'endettement intérieur élevé avec l'absence de recettes exceptionnelles.

Aussi cette réforme s'inscrit dans le cadre des recommandations de la Commission spéciale lors des troisièmes Assises Nationales sur la Fiscalité qui a appelé à la mise en place d'un système fiscal plus équitable en élargissant de manière importante l'assiette fiscale à travers la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, la rationalisation des dépenses fiscales et l'intégration de l'économie informelle.

Nous pensons que l'Etat ne parviendra pas à une équité fiscale sans la mise en place d'une politique fiscale intégrée en parfaite coordination avec les autres formes de politiques économiques et sans l'édification d'une nouvelle génération de réformes fiscales marquées par le front, l'audace et l'innovation à travers la neutralité totale de la TVA, un IR applicable à tous dans l'équité et un IS qui évite les frottements fiscaux tout en inscrivant cette réforme fiscale dans le cadre de l'efficacité, l'adhésion et la citoyenneté.

Sur ce registre dans le discours, adressé à la Nation le 20 août 2014, à l'occasion du 61ème anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, Souverain Marocain a appelé " à renforcer le rôle stratégique de l'Etat en matière de régulation et d'organisation et d'engager avec audace les grandes réformes, notamment [...] de fiscalité, tout en veillant à poursuivre l'application des règles de bonne gouvernance dans tous les secteurs"

Force est de constater que nous ne sommes pas encore dans une politique fiscale de volontarisme économique ; l'Etat est toujours dans une politique fiscale d'équilibrage budgétaire et de renflouement des recettes. Pour preuve : La structure des recettes fiscales montre une concentration fiscale sur la TVA, l'IR et l'IS ; 50% des recettes des trois principaux impôts (TVA, l'IR et l'IS) sont issues uniquement de 140 entreprises, les recettes de l'impôt sur le revenu demeurent concentrées sur les salariés qui représentent la classe moyenne, soit une part de 73% de l'IR salarial contre 5% de l'IR professionnel. 80% des recettes de l'IS émanent de 1% des entreprises, alors que 50% de la TVA proviennent seulement de 150 entreprises ce qui atteste du fardeau de la pression fiscale sur les salariés et un nombre limité des firmes.

Le projet de loi-cadre relatif à la réforme des établissements et entreprises publics (EPP) ne s'inscrit-il pas dans la quête d'amélioration des recettes de l'Etat ?

Le volontarisme économique n'exige-t-il pas un effort d'accompagnement à la demande (réforme de la TVA) et l'instauration d'une fiscalité active au niveau de l'offre ?

Cependant, la tendance actuelle dans la fiscalité déverse plutôt vers l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement du contrôle des dépenses fiscales comme en témoigne la volonté d'intégrer certaines professions libérales

non imposables ou celles qui échappent au contrôle fiscal ; une situation qui traduit, nous semble-t-il, un tarissement des ressources de l'Etat qui recourt davantage à l'impôt sans innovation en matière de mobilisation des deniers de l'Etat, qui est la norme au niveau international et au niveau même de la Constitution de 2011.

Aussi, dans le système fiscal actuel, certains secteurs continuent de bénéficier des avantages fiscaux sans contrepartie, comme celui de l'immobilier et paradoxalement d'autres pâtissent de charges fiscales comme le tourisme grevé par 13 taxes et impôts. Aussi, le taux de l'IR atteint 38% et celui de l'IS 31% ce qui érode en conséquence le pouvoir d'achat et l'épargne des contribuables.

Dans un tel contexte, la nouvelle réforme fiscale doit rectifier plusieurs dysfonctionnements au niveau du système fiscal, notamment en matière d'efficacité et d'équité ; des distorsions qui brident la réalisation des objectifs du système fiscal et constituent une éclipse à la redistribution du revenu, à l'amélioration de la capacité dudit système en termes d'inclusion sociale, car un système fiscal bien conçu n'est-il celui qui est capable de générer suffisamment des ressources intérieures au budget de l'Etat et de s'assurer de la durabilité des dépenses publiques sans créer des distorsions économiques ou de la richesse au sens de Laffer (1980) où "Trop d'impôt tue l'impôts" ? La théorie économique ne stipule-t-elle pas que, la fiscalité ne cherche pas seulement à mobiliser des recettes intérieures, mais à remplir simultanément les trois fonctions de Musgrave (1959), à savoir : l'allocation, la distribution et la stabilisation ?

C'est un secret de polichinelle que depuis 1980, les pouvoirs publics marocains ne cessent d'entamer des réformes fiscales afin de conduire la politique fiscale vers une sphère équitable capable d'améliorer le tissu économique. L'objectif principal de ces réformes est d'élargir la base imposable dans le sens d'un recouvrement accru des recettes fiscales. Cependant, les résultats n'étaient pas trop satisfaisants.

Avec un budget foncièrement fiscal (80% des recettes fiscales), le système fiscal marocain souffre de certaines déficiences, principalement, le taux de la pression fiscale élevé qui pèse sur la classe moyenne et un nombre limité des entreprises marocaines. Ainsi, la hausse du taux d'imposition entrave les programmes d'action de l'Etat en matière de création d'emplois, de lutte contre les inégalités sociales et spatiales et d'amélioration de la cohésion sociale ce qui laisse

présager un sentiment d'injustice fiscale chez les contribuables dans la mesure où la relation de confiance entre l'administration fiscale et les contribuables assujettis est devenue inquiétude.

Compte tenu de l'importance de la fiscalité comme un levier de la dynamique économique et sociale, une apostrophe principale nous interpelle en guise d'épilogue : Dans quelle mesure pouvons-nous orienter le système fiscal Marocain vers une meilleure mobilisation des recettes fiscales, sans altérer au principe de l'équité fiscale, car les effets de la fiscalité deviennent néfastes dans la mesure où ils créent des distorsions économiques et conduisent les contribuables vers un comportement de l'incivisme fiscal, la fraude et l'évasion fiscale et font naître des comportements indésirables principalement la corruption?

La volonté des sociétés à payer volontairement leurs impôts dépend de la perception selon laquelle les institutions gouvernementales sont honnêtes, réactives et capables de créer un régime démocratique et d'un État de droit.

Dans une démocratie, les citoyens expriment leur confiance dans l'Etat en payant des impôts et ce dernier rétribue cette confiance par une politique de dépenses judicieuses. La réforme fiscale peut et doit aider à renforcer l'efficacité, l'équité, la légitimité et contribuer, de facto, à la démocratie.

Asymétrie et inégalité de la Vaccination mondiale contre Covid-19 : L'autre pandémie

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/07/2021

La pandémie du Covid-19 continue de faire rage avec plus de 4,16 Millions de décès et quelques 100.000 morts chaque semaine. Avec les dommages collatéraux qui en résulte, selon la Banque mondiale, ce sont jusqu'à 150 millions de personnes qui ont été précipitées dans une pauvreté extrême par la Covid-19. Et, d'après le Programme alimentaire mondial PAM, la famine menace 34 Millions de personnes, soit une hausse de 35 % en un an.

Les pays riches comme Crésus se sont accaparés du vaccin, alors que les pays pauvres comme Job font face à des déficits chroniques de doses compromettant leur campagne de vaccination.

Les pays riches disposent de plus de stocks qu'il n'en faut, et en sont même arrivés à l'obligation vaccinale face à des citoyens qui refusent de se faire piquer à l'instar de la France. Pendant ce temps, les pays intermédiaires et pauvres courent après les doses pour circonscrire les ravages d'une pandémie qui y tue chaque jour des milliers de personnes. Cette inégalité d'accès aux vaccins est forcément un terrain fertile à la propagation du virus et à la naissance des variants.

La distribution inégale des vaccins n'est pas seulement un scandale moral, mais aussi un échec économique et épidémiologique, déclara le chef de l'agence de santé des Nations Unies lors d'une réunion ministérielle extraordinaire du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Devant cette situation alarmante tant sur le plan économique, social que sanitaire, distribuer, de façon équitable, des vaccins partout dans le monde représente plus que jamais non seulement un impératif sanitaire et économique mais aussi éthique pour augmenter la couverture vaccinale et parvenir à l'immunité collective mondiale. Or, l'organisation actuelle de la vaccination mondiale pose un véritable problème de répartition et d'équité. Pour preuve, plus de 80% de toutes les doses de vaccins contre le Covid-19 administrées dans le monde ont été accaparées dans des pays à haut revenus alors que les pays à faible revenu ont eu seulement la part chétive de 0,3%.

Sur les 832 Millions de doses de vaccin administrées, 82% sont allées à des pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur, tandis que seulement 0,2% ont été envoyées aux pays à faible revenu.

Et encore, ces statistiques générales camouflent des disproportions intenable. Ainsi, au moment des pays comme le Canada ou les USA disposeront respectivement de 10 et 8 doses par habitant, des pays aussi bien développés que ceux appartenant à l'Union européenne ne détiendront que de moitié moins. Quant à notre patrie, le Maroc, bien que le mieux loti parmi les pays en développement, ne s'adjuge que de 2,5 doses de vaccins anti-Covid-19 par habitant.

Les pays les plus nantis ou pays intermédiaires à bas revenus, ils ne leur échoient que 1,9 pour le Brésil, 1% pour la Thaïlande, 0,7% pour l'Afrique du Sud, 0,2% pour la Tunisie et un infime ratio de 0,01 pour le Sénégal. Un ratio qui chute à 1 sur 500 dans les pays plus pauvres.

Avec ces ratios, on comprend bien que, compte des incertitudes sur la disponibilité et l'efficacité des vaccins, les recommandations de l'OMS de la nécessité d'une injection supplémentaire qui se profile pour 2022, il faut commander plus de trois doses par personne.

Pour les pays pauvres, on est très loin du compte de cet objectif, la plupart des individus dans les pays les plus pauvres n'ont pas eu cette chance de se faire piquer par la seringue de l'espoir. Même le programme COVAX, porté entre autres par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et à ce jour le seul mécanisme d'attribution de vaccins qui répond à une logique mondiale, n'arrive pas à administrer plus de 5% du 1,28 Milliards d'injections déjà réalisées au niveau mondial.

Au regard de ce panorama inégal, bravissimo que notre pays arrive à s'en sortir et à tirer son épingle du jeu, en administrant pas moins de 9,9 Millions de doses à ses citoyens, sur les 1,28 Milliard de doses de vaccin contre le Covid-19 répartis au niveau planétaire.

Ceci n'enlève en rien au fait que le virus continuera à circuler avec l'apparition de nouvelles variants. Et de plus belle. Et que la dissémination de nouveaux variants risque d'acheminer la population de certains pays, notamment parmi les 10 les plus vaccinés dans le monde (d'Israël à la Serbie en passant le Royaume-

Uni, les Emirats arabes unis, les États-Unis, la Hongrie, le Chili, le Canada, la Finlande, et l'Allemagne) tout droit vers une 4^{ème} vague.

Variant britannique, sud-africain, résiliente, indien variant Béta, Variant Delta, Variant Gamma, Plus de 4.000 variants du SARS-cov-2 ont été identifiés à travers le monde. Les variants foisonnent, mais l'Invariant reste l'ingratitude, l'égoïsme et le selfish Humain. L'Humanité ne sera Universelle que quand l'Humanité est Uni...Vers...Elle.

D'où, la nécessité impérieuse de la solidarité, car toute stratégie qui consiste à vacciner uniquement une partie de la population mondiale ne saura guère une stratégie efficace, car une pandémie mondiale ne peut être combattue seulement par une réplique nationale ou régionale, mais par l'union et la coopération de tous les pays de la planète.

FOR AUTHOR USE ONLY

La Famine au temps du Covid-19 : Epée de Damoclès et Cri d'Orfraie sur la planète

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 03/08/2021

Qui de nous, n'a pas pensé que la dénutrition a été séquestrée dans le sarcophage de la littérature économique ? On était tous persuadé que et la sous-alimentation étaient mollies de notre planète et que l'humanité pouvait manger à sa faim et subvenir à ses besoins fondamentaux. Malencontreusement, en grande partie aux répercussions de la pandémie de Covid-19, la faim dans le monde s'est considérablement attisée en 2020, alerté l'agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) dans un rapport récent sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde établi conjointement par avec le concours de quatre organismes de l'ONU (le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon ce document, 1/10 environ de la population mondiale, ce qui pourrait représenter jusqu'à 811 Millions de personnes est en situation de sous-alimentation en 2020.

Inopportunément, la pandémie du Covid-19 continue de faire ressortir les faiblesses de nos systèmes alimentaires, lesquelles mettent en péril la vie et les moyens d'existence des personnes partout dans le monde.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Sommet de la nutrition pour la croissance et la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui ont tous lieu cette année, doivent offrir une occasion de progresser vers l'objectif de la sécurité alimentaire et de la nutrition par la transformation des systèmes alimentaires et doivent avoir une incidence déterminante sur la deuxième moitié de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, un engagement pris au niveau mondial qui cherche encore son rythme.

Avec le Coronavirus, l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2021 nous interroge sur la réalité calamiteuse que l'épée de Damoclès

de la famine nous épie et que la malnutrition est en train de saper les personnes les plus vulnérables dans le monde.

La sous-alimentation, dans le monde, constitue un cri d'alarme sur l'évolution de la famine et ce nonobstant les engagements pris par les pays à travers les politiques publiques mises en place pour atteindre les objectifs du développement durable ODD à l'orée 2030.

La lutte contre la malnutrition et la famine, Faut-il rappeler, faisaient partie intégrante de ce nouveau consensus quant aux objectifs du développement adopté par la communauté internationale.

Avec les pertes d'emploi, le chômage, la faim et la malnutrition dans le monde ont accusé une envolée fulminante où le nombre de personnes pâtissant de la faim dans le monde est évalué à 768 en 2020, 821,6 millions en 2018, soit une augmentation de plus de 10 millions de personnes par rapport à 2017. Ce chiffre s'envole pour frôler les deux Milliards de personnes si on inclut les personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Aussi, selon un récent rapport d'OXFAM intitulé " le Virus de la faim se propage", 11 personnes risquent de mourir de faim chaque minute, soit un rythme plus élevé que le nombre de victimes du Covid-19 qui est environ de 7 personnes par minute.

Au niveau de la ventilation spatiale de la famine dans le monde et sans aucune surprise, c'est notre continent noir qui vient en tête de peloton de ce classement ; l'Afrique subsaharienne, où 224,3 millions de personnes souffraient de malnutrition.

Les autres continents ont, à leur part, ont été affectés par une recrudescence de la famine, notamment en Asie avec 12%, l'Amérique latine et les Caraïbes avec 8%. Les pays qui endurent le plus de la malnutrition sont le Yémen, le Congo démocratique, l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Sud Soudan et le Nord du Nigéria. Cependant, cette calamité ne se cantonne pas aux pays pauvres et des pays en développement : Les pays développés ont également connu le regain de la famine au cours des dernières années avec notamment les crises économiques et sociales qui corrodent l'économie mondiale, notamment auprès des couches pauvres et marginalisées. Mais, le côté le plus odieux est que la famine ronge de plus en plus les mômes. En effet, le rapport des Nations-Unies atteste que le

nombre d'enfants qui sont ravagés par la faim et la malnutrition dans le monde est de 149 millions d'enfants ; un chiffre qui nous apostrophe sur le grand chaos du bilan de l'alimentation dans le monde.

Un tableau très noir de l'évolution de la famine qui montre incontestablement que les objectifs fixés dans le consensus sur le développement et les objectifs l'Objectif de la faim zéro et du développement durable ODD en 2030 d'enrayer la famine sont reportés aux calendes grecs. Parmi les raisons de la détérioration des conditions de l'alimentation dans le monde, on énumère le rôle des guerres, des conflits et de l'instabilité politique en général et les catastrophes naturelles qui ont joué un rôle important dans le retour des crises alimentaires. Mais, en dépit de son importance, ce rapport ne s'est intéressé que de manière accessoire à la question des politiques agricoles et des choix de développement mis en place dans ce domaine qui expliquent, à notre sens, largement la dystrophie des conditions de l'alimentation. Malheureusement, depuis la seconde guerre mondiale, les politiques agricoles et les choix de développement agricoles ont été marqués par la prépondérance des politiques industrielles et les intérêts urbains par rapport à ceux du milieu rural et de l'agriculture.

Plus que jamais, aujourd'hui, nous avons besoin d'une rupture avec les choix passés afin de mettre l'agriculture et l'alimentation au centre pour mettre fin à l'outrage de la faim et de l'insécurité alimentaire dans notre planète qui tue plus de personnes que le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces stratégies passent inlassablement par une réorientation des systèmes agricoles visant à privilégier le développement durable ; stratégies où les organismes humanitaires ont un rôle à jouer en œuvrant pour promouvoir une agriculture durable, pour instaurer des mesures visant à élargir l'accès à la nourriture pour tous, pour améliorer l'économie locale et contribuer à la sécurité alimentaire. Il faudrait toutefois qu'un cadre politique, de gouvernance mondiale crée un environnement favorable en encourageant la paix, la stabilité macroéconomique et en définissant les domaines prioritaires d'un programme de lutte contre la faim.

Avouons-le, en guise de conclusion, la faim dans le monde n'est pas une fatalité, les thèses malthusiennes et néomalthusiennes sont fausses et battues en brèche, les ressources naturelles sont suffisantes depuis la création de la planète. Pour preuve, DIEU dans Sourate FUSSILAT verset 9 et 10 dit "Renierez-vous

[l'existence] de celui qui a créé la terre en deux jours et LUI donnerez-vous des égaux ? Tel est le SEIGNEUR de l'univers, c'est LUI qui a fermement fixé des montagnes au-dessus d'elle, l'a bénie et lui assigna ses ressources alimentaires en quatre jours d'égle durée. [Telle est la réponse] à ceux qui t'interrogent."

Le droit à l'alimentation pour tous est une revendication légitime où chacun a son rôle à jouer, des ONG aux pouvoirs politiques sans occulter chacun d'entre nous qui à sa façon, ses propres moyens, peut contribuer à cette lutte par un don, une offre de bénévolat, un effort pour préserver les potentialités de la nature. Le droit à l'alimentation est un droit de naissance pour tout être humain. Nelson Mandela n'a-t-il pas argué que "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité" ??

FOR AUTHOR USE ONLY

Une nouvelle posture géopolitique Maghrébine : L'autre dimension du Discours du trône du 31 Juillet 2021

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 18/08/2021

Si les modulations géopolitiques et géoéconomiques internationales rendent plus qu'immanquable et manifeste une refonte de la coopération en Méditerranée, il n'en demeure pas moins que l'édification d'une Union Maghrébine (UMA) reste toujours un projet historique porteur d'espoir pour les 5 pays du Maghreb. Ainsi, à la lumière de l'éloge Royal dans lequel le Souverain Marocain tend la main à l'Algérie, nous chroniquons pour ambition de réfléchir sur l'importance et la pertinence d'une Union maghrébine qui reste un impératif de stabilité régionale, pouvant assurer non seulement la prospérité économique et l'arrimage à la rive Nord de la Méditerranée mais représenter aussi un pôle géopolitique contribuant à la préservation des équilibres mondiaux.

Cette serrure, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, ne bute-t-elle pas sur un droit naturel et un principe juridique authentique, consacré par les instruments internationaux, notamment le Traité de Marrakech scellé le 17 Février 1989 à Marrakech, texte fondateur de l'Union du Maghreb Arabe qui prévoit la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les pays constitutifs de l'espace maghrébin : Maroc, Tunisie, Algérie, Libye et la Mauritanie ?

A travers le panégyrique Royal, le Souverain s'attache à poursuivre ses efforts sincères et louables pour cimenter la sécurité et la stabilité dans son environnement africain et euro-méditerranéen, et plus singulièrement dans son voisinage maghrébin, en particulier avec l'Algérie à travers l'établissement de relations bilatérales fondées sur la confiance, le dialogue et le bon voisinage.

C'est la partie la plus large du discours vu le contexte géopolitique très particulier dans lequel le Maroc a évolué dernièrement. Tandis que certains y voient un desiderata édifiant, d'autres une approche créative, une troisième grille de lecture, celle de la rigueur, semble avoir été totalement omise par les analystes. Deux niveaux d'analyse nous semblent importants.

- Le premier niveau d'analyse est la nature prochronique et désuète des éréthismes actuels, en singulier l'enclos des frontières entre nos deux jumeaux

pour reprendre l'expression du Souverain Marocain. Une muraille héritée du passé et qui n'a plus lieu d'être eu égard à l'interdépendance et la complémentarité irrécusable entre nos deux pays autant au niveau historique et civilisationnel qu'au niveau économique, stratégique et géopolitique pour toute la région que ce soit la coopération verticale Nord/Sud (la méditerrané et l'Europe) ou les échanges horizontaux Sud/Sud avec le reste de l'Afrique.

Au regard des blocs commerciaux régionaux, le Maghreb demeure l'une des régions les moins intégrées du monde. Le "non-Maghreb" bloquerait le potentiel de développement de la région où diverses sources estimerait le coût du "non Maghreb" entre 1 et 2 % du PIB.

Quant à l'intrus à l'origine de la division actuelle dont il est question dans le discours Royal, cela renvoie, à certaines puissances et forces occidentales du point de vue contemporain : Ces mainmises œuvrent inépuisablement en vue de pérenniser le Maghreb dans un morphogramme de division permanente, quitte à entreprendre des "Openfields" pléonastiques de désinformation (affaire Pegasus), de déstabilisation (printemps arabes) et d'isolement du Maroc sur la scène internationale (provocations de l'Espagne, activisme diplomatique anti-marocain mené par l'Allemagne, rôle de l'Open Society dans l'affaire Pegasus ...).

Dans une région qui concentre des intérêts stratégiques de première importance, les grandes puissances n'épient-elles et ne suivent-elles pas de près les mutations qui s'accélèrent ?

Le projet d'intégration maghrébine n'a-t-il pas pâti de facteurs exogènes tel le développement du Partenariat euro-méditerranéen ? Au moment où l'UMA entrain en sommeil, l'UE perfectionnait son projet de partenariat avec la rive sud de la Méditerranée avec l'objectif d'établir une "zone euro-méditerranéenne de libre échange" dont l'architecture est constituée par les accords d'association de l'UE avec les États de la rive sud de la Méditerranée dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Concernant le cœur sur la main du Souverain et la main tendue par le Maroc à l'Algérie, le premier niveau de lecture est substantiel et pragmatiste. Les "Jumeaux" sont confrontés à des menaces géostratégiques et géopolitiques homologues.

Pour preuve, le Souverain Marocain, dans sa rhétorique, a bien souligné que " La vérité est que le Maroc et l'Algérie sont tous deux confrontés aux problèmes de l'immigration, de la contrebande, du narcotrafic et de la traite des êtres humains. Les bandes qui s'adonnent à ces activités criminelles sont notre véritable ennemi commun. Si, ensemble, nous nous attelons à les combattre, nous parviendrons à mettre fin à leurs agissements en extirpant leur mal à la racine."

Les intérêts du Maroc et l'Algérie étant convergents et leurs destinées attelées et cadennassées par l'histoire et la géographie, le Maroc et l'Algérie ont tout intérêt à outrepasser les faux clivages qui les départagent et à agir de concert et de front pour rasséréner la région et enchaîner une nouvelle géopolitique étayée sur la confiance, le dialogue et le bon voisinage, car tandis que la stabilité et la sécurité régionale se "co-construisent", l'instabilité de l'un agit de facto sur l'autre.

- Le deuxième niveau de lecture où résiderait la rigueur du discours Royal, concerne le principe de réciprocité évoqué par le Souverain " Ce qui vous affecte nous touche et ce qui vous atteint nous accable. Aussi, Nous considérons que la sécurité et la stabilité de l'Algérie, et la quiétude de son peuple sont organiquement liées à la sécurité et à la stabilité du Maroc. Corollairement, ce qui touche le Maroc affecte tout autant l'Algérie ; car les deux pays font indissolublement corps."

Aussi, pour contextualiser le discours du Souverain, nous préférons faire référence aux événements diplomatiques à travers la note adressée par l'Ambassadeur du Maroc à l'ONU, à la présidence du Mouvement des non-alignés, où il rappelle que "le principe d'autodétermination n'est pas un principe à la carte", et "le peuple Kabyle mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination».

Il en résulte que situé dans son contexte, ce que ce qui touche le Maroc dans son Sahara, affectera tout autant l'Algérie dans sa Kabylie.

La seule alternative viable pour le pouvoir algérien serait donc de serrer une fois pour toutes la main qui lui est tendue par le Maroc, et de contribuer activement à jeter les bases d'un nouveau pacte de développement, de stabilité régionale fertile et propice à la géopolitique maghrébine évoluant dans son environnement régional et international, qui en plus de profiter irrémédiablement à peuples

Maghrébins, mettra fin à la déperdition des points de croissance, desserrera l'étai de la contrainte de la dépendance structurelle à l'égard de l'Europe et renforcera la stabilité dans la région au détriment des ingérences étrangères dont les agendas vont à l'encontre de nos intérêts les plus vitaux, malgré le caractère fallacieux et mielleux de leurs discours officiels.

Avec une telle nouvelle reconfiguration géopolitique Maghrébine et pour d'évidentes raisons géostratégiques, les puissances mondiales, l'ensemble des acteurs régionaux et extrarégionaux ne se trouveraient pas dans l'obligation de prendre en considération un rapport de force régional entièrement nouveau ?

FOR AUTHOR USE ONLY

L'invariant Afghan est plus virulent que le variant Indien, 20 ans plus tard les Talibans aux commandes : Quels enseignements ?

Chronique publiée sur notre site www.maghrity.com le 24/08/2021

Le 15 Août dernier, Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, tomba littéralement entre les mains des Talibans après l'effondrement des forces Gouvernementales et la fuite à l'étranger du Président Ashraf Ghani. Des scènes apocalyptiques y ont eu lieu, où l'on a pu voir des centaines et des milliers d'Afghans, tenter opiniâtement de monter et de s'accrocher à un avion Boeing C-17 de l'Armée Américaine, des scènes bibliques qui ont réveillé aux États-Unis le traumatisme de la guerre du Vietnam et de l'évacuation piteuse des diplomates américains à Saïgon le 30 avril 1975 et qui m'ont fait rappeler des films fétiches que j'ai vus au Cinéma à l'instar de Né un 4 Juillet, Platoon, retour vers l'enfer, Voyage au bout de l'enfer.....etc.

L'exécutif Biden a défendu sa décision de mettre fin à 20 ans de guerre, la plus longue qu'ait connue l'Amérique. "Ceci n'est pas Saïgon", a assuré dimanche le secrétaire d'État américain Antony Blinken sur CNN, évoquant la chute de la capitale vietnamienne en 1975, un souvenir encore douloureux pour les États-Unis. Mais la pilule est amère pour Washington dont l'image en ressort profondément écornée et qui déplore 2.500 morts et une facture de plus de 2.000 milliards de dollars.

Sans entrer dans l'historique de cette guerre qui n'est pas l'objet de cette chronique ; Quels enseignements pourrions-nous inférer de ces 20 années fatales?

- Primo : Une démocratisation ne se fait guère sous la mainmise d'une puissance étrangère, mais jaillit d'une multiplicité de paramètres et de modulations socio-économiques intrinsèques au pays, et sans lesquelles aucune transfiguration politique pérenne ne peut se produire

- Secundo : Une razzia humanitaire comme celle menée par les USA en Afghanistan, ne se fait pas comme par des mitraillages de médicaments, ou des canonnages de boîtes de conserves et de livres, mais bien par des fusées effrontément funestes qui, en sus, de faire des dizaines de milliers de morts, élucubre une cinétique de résistance qui peut compter sur l'appui immarcescible

d'une population autochtone ravilie opprimée par l'aliénation qu'elle a eu à subir. Pour preuve : Après 20 années de guerre, les Américains ne croyaient-ils pas combattre les Talibans au moment où ils bataillaient les Pachtones, soit rappelons-le encore, l'ethnie majoritaire du pays ?

- Tertio : Une mutation sociale et un changement de mentalité aussi optative et endurable soit-il, ne se fait pas par la diabolisation et l'ostracisation d'un pays ou d'un peuple, mais bien au contraire, par son inclusion dans le droit humain international et son insertion dans la réalité économique mondiale.

- Quarto : Le terrorisme et le radicalisme rudimentaire constituent du point de vue de la géopolitique des grandes mainmises et tyrannies mondiales, deux répliques et deux armes dont on peut facilement perdre le contrôle, au point de les voir se retourner contre soi-même.

Chaque pays et chaque peuple a ses spécificités, sa temporalité et sa propre trajectoire de développement. Essayez de bousculer cette réalité anthropologique par une ingérence quelconque entrainera des résistances voir des rebelles, car le réel a sa propre dialectique et ne tolère jamais d'être bousculé ni violenté.

Une fois libéré du joug Américain que sera le nouvel Afghan ? Sera-t-il un Gouvernement afghan qui préserve les droits fondamentaux de son peuple dont la moitié de sa population - ses femmes et ses filles, car les Hironnelles de Kaboul pour reprendre Yasmina Khadra, principalement dans les villes, craignent que les talibans n'imposent la même version ultrarigoriste de la loi islamique que lorsqu'ils dirigeaient leur pays, entre 1996 et 2001, des femmes, qui observent déjà des retombées immédiates sur leur quotidien, car on se souvient durant le règne du mouvement islamique, une application ultrarigoriste de la loi islamique était en place où les femmes n'avaient pas le droit d'aller à l'école, de travailler, subissaient des mariages forcés, devaient porter le voile intégral, ne pouvaient sortir de chez elles sans un chaperon masculin et étaient lapidées ou fouettées sur la place publique en cas d'adultère, par exemple ? Le Temps est révélateur !!!!

Bilan d'Adieu du Gouvernement Saad-Eddine El Othmani : Constats et Réflexions

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 02/09/2021

Seul moins d'une semaine nous séparent des prochaines élections législatives qui se tiendront le 8 Septembre 2021.

Nous savons pertinemment tous que le bilan du Gouvernement quelque soit sa nation, sa couleur et son sigle politique est toujours un bon exercice de réflexion, de constats, de diagnostics et même de proposition de pistes et des pistes d'amélioration. Qu'en est-il du bilan économique du Gouvernement El Othmani avec à sa tête un psychiatre et Fqih Soussi bardé de diplômes en théologie, en l'occurrence Saad-Eddine El Othmani le "psy-chef" de l'exécutif Marocain ?

L'apostrophe fondamentale qui nous interpelle est de savoir si les Gouvernements El Othmani Saison I et II ont pu remédier aux tares structurelles de l'économie nationale (Chômage élevé des jeunes diplômés, volatilité de la croissance, déficits jumeaux.... etc.).

Au regard des maux économiques et sociaux dont pâtit notre tissu économique et social, épineux de répondre par l'affirmative. Pour preuve, le caractère erratique et ambulatoire de la croissance économique, en raison de la prépondérance de la variable agricole soumise aux caprices climatiques et clémence du ciel, est resté inerte sous le mandat du Team El Othmani. Le maréchal Français Lyautey n'a-t-il pas argué "Au Maroc, gouverner c'est pleuvoir ?

A titre illustratif, le taux de croissance économique a chuté de 4,1% du PIB en 2017 à 3% en 2018 et 2,5% en 2019. En 2020, eu égard à l'ampleur de la pandémie, le Maroc, à l'instar de la plupart des Etats, a enregistré une forte crampe de la dynamique économique, avec un taux négatif de croissance de -7%. N'oublions pas lors du discours de l'investiture du Gouvernement El Othmani, le chef de l'exécutif avait promis un taux de croissance annuel moyen du PIB compris entre 4,5 et 5,5%. Or, le taux de croissance annuel moyen entre 2017-2021 est de 1,6% du PIB.

Même en faisant litière de l'année 2020 marquée par la crise exceptionnelle liée au Coronavirus, nous constatons lisiblement que l'objectif de la cible de la dynamique économique n'est pas atteint où le taux de croissance annuel moyen des quatre années restantes est de 3,6% du PIB.

Un point de croissance perdu chaque année pendant 5 ans, n'est-il pas équivalent à un "manque à gagner" de près de 55 Mds de DH par rapport à l'objectif fixé par le Gouvernement ??

En outre, avec le tarissement et l'assèchement des ressources financières, l'envolée de l'endettement n'a pas épargné le bilan économique du Team El-Othmani où les chiffres montrent que le taux d'endettement public global s'afficha au-delà de la barre de 80% du PIB (82,2% du PIB en 2018 et 80,4% du PIB en 2019). Sous l'effet de la crise sanitaire du Covid-19 qui a eu des corollaires négatifs sur le tissu économique et le recours accru à l'endettement, ce taux a culminé à 92% du PIB en 2020. Un endettement qui hypothéquera l'avenir de moult générations de marocains condamnés à rembourser les dizaines de milliards de dollars de dettes qui plombent les ailes du Maroc.

La moyenne des déficits budgétaires sur les cinq années, mandat du Gouvernement El-Othmani affiche un taux de 4,9% du PIB. D'où l'existence d'un écart de près de 2 points de plus par rapport à l'objectif gouvernemental. Aussi, même en faisant fi de l'année 2020, le taux moyen du déficit budgétaire des quatre autres années tourne autour de 4,3% du PIB.

A fin 2020, la part de la dette extérieure dans la structure de la dette a progressé pour atteindre 37% (contre 20% avant la crise), tandis que la part de la dette intérieure a reculé à la même période à 63% (contre 80% avant la crise).

En sus, le Coronavirus et les frontières que dessinait l'économie mondiale, l'Exécutif El-Othmani a mis en place le "label Maroc" à travers la promotion du "Made in Morocco" et via l'incitation à la consommation locale qui stimulerait le tissu entrepreneurial en exhortant les promoteurs nationaux à investir davantage dans différents niches et segments de l'économie Marocaine et visant à substituer l'importation de certains produits par la production locale, le brandage "Made in Morocco" saluée par le milieu des affaires, censé renforcer notre indépendance économique, n'a pas cependant réussi à infléchir fondamentalement le déséquilibre de la balance commerciale. Pièce à

conviction, le déficit de la balance commerciale a accusé un taux qui gravite autour de 18,3% du PIB en 2018 et 18,2% du PIB en 2019, pour enregistrer un léger recoin en 2020 à 16,3% en raison de la fermeture des frontières due à la crise du Covid-19.

Le déficit commercial est resté compris dans une fourchette entre 16 et 19% du PIB, et le taux de couverture des importations par les exportations s'est maintenu autour d'une moyenne de 55%, qui signifie que le Gouvernement Maroc importe plus que le double de ce qu'il exporte.

Sur le front social et en matière de lutte contre l'oïveté, les résultats obtenus ne sont guère rutilants. Rappelons que le gouvernement avait pour ambition de ramener le taux de chômage à 8,5% en fin de mandat. Or, les chiffres officiels montrent que le taux de chômage annuel moyen au cours des années précitées est de 10,4%. Ce qui est nettement en deçà de l'objectif initial fixé.

En plus, le Maroc ne s'est pas mieux porté lors des cinq dernières années. Pour preuve, le pays occupe toujours la 121ème place sur 189 dans l'IDH du PNUD (2020), 98ème dans le nouvel Indice du capital humain de la Banque mondiale et 75ème de l'indice de compétitivité avec à peine un score de 58 sur 100, en dessous de la moyenne mondiale qui est de 61 en vertu du World Economic Forum.

Aussi, la crise a mis à nu la vulnérabilité sociale d'une très large frange de la population. D'après une étude inédite du HCP, les inégalités sociales se sont fortement détériorées : L'indice de Gini (qui mesure une telle inégalité) a atteint 46,4%, alors que, selon le département HCP, le seuil "socialement tolérable" serait de 42%.

Sur le plan du climat des affaires, le chef de l'exécutif a maintes fois fait éloge et apologie du climat de l'investissement où le Maroc s'est classé à la 53ème dans Doing Business 2020. Sur ce registre de Doing Business, le cabinet Saadine Elothmani s'est-il donné le temps de sonder, sur le terrain, l'opinion du milieu des affaires national et international ? S'est-il donné le recul d'aller faire un tour dans les tribunaux de commerce pour évaluer les tares qui obturent le climat de l'investissement et des affaires internationales: Les délais trop longs, la partialité ressentie et les difficultés d'obtenir gain de cause qui plombent tout

crédit en la justice marocaine. Le cabinet de Saadine Elothmani a-t-il demandé aux promoteurs économiques ce qu'ils redoutent le plus dans l'acte d'investir ?

Les Marocains revendiquent une politique économique qui relance l'activité, l'investissement et l'emploi. Les Marocains réclament une vie décente et une protection des plus faibles, une amélioration de la qualité de la présence territoriale des services publics, une réforme de l'administration. Les Marocains exigent une politique de l'impartialité de la justice, de l'éducation nationale et de la santé publique.

Saad-Eddine El Othmani n'a-t-il pas du tenir compte de ces aspirations et doléances. Le Souverain Marocain, lors du discours de Dakar n'a-t-il pas fixé la feuille de route en soutenant majestueusement que l'alliance gouvernementale n'est pas le partage d'un gâteau ? Le Gouvernement, c'est une équipe, des compétences, un programme, des actions qui s'inscrivent dans la durabilité des choix de la Nation.

Les acteurs économiques attendent des réponses à des questions, récurrentes, qu'ils se posent de manière formelle, explicite et latente. De telles préoccupations revêtent une stridence singulière dans le contexte de ce Gouvernement à fin mandat et qui marque la première expérience gouvernementale conduite à l'ère de la nouvelle constitution de Juillet 2011. Dans ce sens, le corps social tout entier Entreprises et Ménages avaient attendu avidement que les politiques publiques qui seront mises en place par le Gouvernement Psy Saad-Eddine El Othmani issu de la majorité parlementaire, prédéfinissent les voies et les layons destinées à installer le Maroc sur l'itinéraire et la trajectoire d'une réelle émergence économique, accompagnées d'un agenda précis de réalisation.

In fine, c'est dans la capacité des futures politiques du Gouvernement prochain d'apporter des répliques à ces " spleens " et " psy-causes " émanant aussi bien des opérateurs économiques, du milieu des affaires, ainsi que des entreprises et des ménages que l'économie Marocaine pourrait renouer avec une croissance économique soutenue pour claustre et se greffer sur le sentier de l'émergence économique. A défaut, tout hiatus entre les préoccupations du corps social électoral Marocain et la pertinence des réponses inscrites dans le prochains programmes du Gouvernement et les stratégies qui en découlent ne feraient que

renforcer la césure sociale, les attitudes et les comportements de réserve voire de méfiance du citoyen à l'égard de toute opération électorale future.

FOR AUTHOR USE ONLY

Le PJD et la prière de l'absent : les Raisons du naufrage politique Pjdiste

Chronique publiée sur notre site www.maghrity.com le 12/09/2021

La Prière de l'absent : Le titre semble dévier l'imaginaire des Romains vers le conte culte de. Idem, la Prière de l'absent semble bifurquer l'imaginaire des cinéphiles vers le film, LONG MÉTRAGE, adaptation de l'œuvre de de Hamid BENNANI. Détrompez-vous Il n'en est rien, il s'agit du grand enterrement du parti islamiste à la tête du gouvernement au Maroc depuis une décennie ; le Parti de la justice et du développement Pjd s'effondre comme un château de cartes, passant de 125 sièges dans l'Assemblée sortante à 13 siège ; Un fiasco politique et électoral historique et si l'on se réfère au règlement intérieur de la première Chambre, le PJD n'aura même pas droit à la constitution d'un groupe parlementaire. Le seuil pour ce faire est fixé à 20 sièges.

Premier parti du Maroc depuis deux législatures, la formation islamiste devient seulement la 8ème force politique à la première Chambre, où elle vire de facto dans l'opposition.

Si Aziz Rabbah membre et ministrable du Pjd, dans une lettre à la tonicité testamentaire, le président sortant du Conseil Communal de Kenitra n'a aucune explication à donner à cette défaite ou El Habib Choubani, ex-président de la région Draâ-Tafilalet, lui aussi, à analyser l'équanimité des électeurs par le fait qu'il n'y a d'explication ni dans la science politique, ni dans la science sociale aux résultats du scrutin du 8 septembre. Nous pensons quant à nous qu'il y a bel et bien des explications : Le taux de participation qui dépasse la barre des 50%, soit 8,78 Millions d'électeurs en dit long , c'est une véritable mobilisation du citoyen contre une épée de Damoclès d'un parti qui avait bien profité des effets d'aubaine du Printemps arabe et du mouvement du 20 Février en promettant monts et merveilles aux Marocains. De ce fait, le naufrage tétanique du PJD rassérène sur la modernité et la sagesse démocratique de notre société.

Le krach du PJD en dit long sur le comportement électoral mature de la société marocaine ; elle rassoit sur la sociologie électorale de notre structure sociale. Nous alléguons que le Pjd avait remporté les élections de 2011/2015 non pas parce qu'il avait des émérites bien transplantés dans leurs suzerainetés, mais parce qu'il reproduisait la revendication du changement d'une société marocaine

avide de limpidité, de réverbération et de rigueur. C'est dans les villes que le PJD avait picolé victoire, c'est-à-dire dans les superficies urbaines qui évadent la mainmise électorale du pouvoir et des partis plus sacramentels qu'il avait accédé aux commandes du Gouvernement en 2011/2015.

Le Parti barbu et light avait réussi parce qu'il était le seul sigle politique qui représentait des lueurs d'espoir de renouveau, de disjonction avec des élites usées. En 2011-2015, le Pjd était l'emblème d'une appétence de se tronçonner avec le rituel politique prédominant.

La prouesse du PJD de 2011/ 2015, n'était pas le signe d'un culte gagnant en force mais d'une volonté de changement, de modernité et de clarté. Le Pjd avait gagné successivement en 2011-2015 parce qu'il était le seul référé encore moral et propre, parce que son argumentaire moralisateur qui se recoupaît avec la velléité d'une gestion cohérente et prometteuse.

Une grande frange sociale moderniste de la population désireuse de changement avait donné sa voix à un parti islamiste qui promettait du rebondissement, réviviscence et du progrès. C'est cette frange de la société Marocaine qui avait voté à un parti barbu non pas parce qu'il est barbu-islamiste, mais en pensant au changement dans les gisements et les chantiers de l'école, la santé, et la liberté, c'est cette frange qui avait élu le PJD et qui le fait sèchement et subitement ramollir au scrutin du 8 Septembre en raison de sa gestion cataclysmique et calamiteuse de 10 dix ans de la chose publique (économique, social...etc.)

C'est un enseignement à retenir pour l'avenir : l'acquis démocratique du 8 Septembre montre inlassablement que la société Marocaine est beaucoup plus mature, sage et moderne.

Les Marocains revendiquent une politique économique qui relance l'activité, l'investissement et l'emploi. Les Marocains réclament une vie décente et une protection des plus faibles, une amélioration de la qualité de la présence territoriale des services publics, une réforme de l'administration. Les Marocains exigent une politique de l'impartialité de la justice, de l'éducation nationale et de la santé publique.

Autant en emporte le vent, le Pjd n'a pas exaucé ces aspirations et ces doléances des Marocains. Et Ipso facto, le vote sanction contre le PJD dit très bien l'attente des Marocains des villes, les classes moyennes, les gens même aisés qui ont

envie d'un autre Maroc, plus égalitaire, démocratique, avec une école blindée, et une santé de béton protège les plus vulnérables. Ces Marocains de la modernité progressiste ont renvoyé chez lui, un Pjd qui les a déçus et désillusionnés, parce qu'ils voulaient un parti du renouveau et non de la tergiversation, de la carotte, de la platitude et de l'obséquiosité. Le PJD a revêtu l'habit d'un parti anti-corruption et anti-inegalite, mais l'habit ne fait pas le Moine, ni l'Imam encore!

L'hiatus abyssal entre les préoccupations du corps social électoral Marocain et l'impertinence et l'incohérence des réponses inscrites dans le Gouvernement Pjd et les stratégies qui en découlent n'ont fait que renforcer la césure sociale, les attitudes et les comportements de réserve, de déception, voire de méfiance du citoyen Marocain à l'égard de toute opération électorale Pjdiste.

Le Souverain Marocain, lors du discours de Dakar n'a-t-il pas fixé la feuille de route politique, économique et social en soutenant chevaleresquement que l'alliance et le pacte gouvernemental n'est pas le partage d'un gâteau ? Le Gouvernement, c'est une équipe, des compétences, un programme, des actions qui s'inscrivent et se greffent dans la pérennité des choix de la Nation.

Dans cette mouture, le corps social tout entier Entreprises et Ménages avaient attendu avidement que les politiques publiques qui seront mises en place par le Pjd issue de la majorité parlementaire, prédéfinissent les voies politiques et les sentiers économiques destinés à installer le Maroc sur l'itinéraire et la trajectoire d'une réelle émergence économique et sociale, accompagnées d'un agenda précis de réalisation.

In fine, c'est dans la capacité du Gouvernement Aziz Akhouch que vient de nommer le Souverain Marocain d'apporter des répliques aux " spleens " et aux aspirations émanant aussi bien des opérateurs économiques, du milieu des affaires, ainsi que des entreprises et des ménages que l'économie Marocaine et le tissu social pourraient renouer avec une croissance économique soutenue pour claustre et se greffer sur le sentier de l'émergence économique et sociale et la voie Royale de la démocratie.

Climat, COP 26 et la promesse de 1,5° à l'ombre : Que des promesses !!!

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 07/11/2021

C'est un secret de polichinelle qu'aujourd'hui, personne, n'est indifférent au réchauffement climatique et aux dommages collatéraux qu'il fait appesantir sur l'écosystème, la finance et l'économie, l'agriculture ou la santé humaine. Pour preuve, d'année en année, ce réchauffage se traduit en désastres naturelles d'origine climatique, météorologique ou hydrologique.

Catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à cinquante degrés, de pluies diluviennes, inondations, feux de forêt, séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l'Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des contrées entières comme l'Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l'été. Des invasions de criquets en Afrique de l'Est, des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales et des inondations forçant plus d'un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

De telles cataclysmes et cyclones ont été multipliés par cinq entre 1970 et 2019, selon les estimations de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

A ce titre, nul ne doute que la thématique récurrente du chauffe climatique est dans tous les esprits parmi les participants à la 26ème session de la Conférence des Parties (COP 26) qui s'est ouverte lundi 1er Novembre 2021 à Glasgow en Ecosse qui se déroule à l'ombre portée de l'épidémie de Covid 19 qui a entraîné son report d'un an et qui illustre tragiquement les risques planétaires du 21ème siècle qui va durer deux semaines et qui réunit près de 200 pays; conférence considérée comme la dernière chance pour sauver la planète, qui se préoccupe aussi bien de savoir comment réduire les émissions de carbone que de faire face aux effets dirimants et néfastes du changement climatique et présenter des plans concrets de limiter à 2°C, et dans l'idéal à 1,5°C et pour réduire de 45 % les gaz à effet de serre sur les dix ans à venir et pour les supprimer totalement d'ici 2050.

Certes, les différents blocs de négociation qui sont présents au sommet du COP 26 de l'ONU défendent leurs propres priorités en fonction de leur situation climatique et économique.

Un réchauffement qui impacte particulièrement l'Afrique, contraint à subir les émissions de CO2 des pays les plus riches.

Alors que la plupart des pays de la planète peinent à réduire prodigieusement leur empreinte carbone, dans les pays du Sud, en général et en Afrique en particulier, continent qui représente moins de 4% du total mondial des émissions de carbone, le débat est différent : Pour les pays Africains, la problématique n'est pas de savoir comment réduire les émissions de carbone, mais surtout comment financer les effets dévastateurs du changement climatique ce qui nécessite des fonds énormes que les pays Africains ne peuvent se permettre et ce, d'autant plus que les plus démunis d'entre eux (33 figurent parmi les 47 pays les moins avancés) s'inquiètent du fait qu'ils n'ont pas reçu jusqu'aujourd'hui la manne financière promise par les pays nantis.

A égard, une étude de l'ONU n'a-t-elle pas estimé, il y a quelques années, que l'Afrique subsaharienne aurait à elle seule besoin d'un financement d'environ 50 Milliards de dollars US par an pour l'adaptation au changement climatique d'ici 2050.

A titre illustratif, l'Afrique du Sud, qui dépend fortement du charbon et qui est le 14^{ème} émetteur mondial de gaz à effet de serre, a clairement indiqué que sa sortie du charbon est conditionnée aux financements des pays plus riches.

De fait, au regard de l'endommagement climatique affligé à l'Afrique, les faibles financements et la carence de l'appui technologique qui lui sont dévolus, attestent, de la manière la plus ostensible, la syncope du système international qui chante en chorale, à chaque sommet climatique, la tarte à la crème des effets nuisibles du changement climatique et du COP de la dernière chance.

Aussi, l'Afrique a besoin, non seulement, de ressources financières, mais aussi de transfert de technologie : Il incombe à la communauté internationale, de manière urgente, d'affirmer une volonté politique réelle et audacieuse en s'engageant plus équitablement et impartialement en faveur de l'Afrique, astreinte de subir les corollaires d'un ordre économique mondial qui ne lui profite pas dans de proportions légitimes.

Avec une telle détermination, l'Afrique peut s'associer aux pays riches dans une adhérence plus ferme aux efforts de lutte contre les retombés dévastateurs du changement climatique.

Avouons-le, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnaient plutôt comme une ribambelle de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation ; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti à la hausse, pour atteindre en 2021 son niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

En guise de conclusion, la communauté internationale doit cesser ses promesses de monts et merveilles et ses attitudes timorées en s'attelant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours tumultueux de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde. A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les dires du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!

Earth song

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 23/11/2021

“**Earth Song**”, le titre semble dévier l’imaginaire des mélomanes vers le 3^{ème} single, la chanson écologique de Michael Jackson la plus populaire qui incorpore des éléments de Blues, de Gospel et d’Opéra, tiré de l’album HIStory le 27 Novembre 1995, “Earth Song” qui a atteint le Top 5 de nombreux classements musicaux et classée N° 1 au Royaume-Uni en devenant la chanson de Michael Jackson la mieux vendue dans ce pays. Il s’accompagne d’un très beau clip, tourné dans 4 régions du monde : Croatie, Tanzanie, Brésil et New-York aux Etats-Unis.

“**Earth Song**” aborde la thématique récurrente de l’environnement, ses strophes et syllabes évoquent la guerre, la pollution, la déforestation, l’incendie et la frénésie envers la planète et les animaux. A travers “**Earth Song**”, Michael Jackson essaya de faire passer un message écologiste et estima lors d’une interview que la chanson représente une occasion de faire entendre aux gens la voix et les douleurs de la planète lorsqu’il chante “I think earth feels the pain, and she has wounds [...] this is my chance to pretty much let people hear the voice of the planet.”

À l’époque, les questions environnementales deviennent un véritable sujet d’alerte, d’effarement à travers le monde. Chacun de nous se souvient, quelques années plus tôt, en 1986, de l’explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, ou encore, en 1989, de la tournée médiatique du chef Raoni, accompagné du chanteur british Sting pour sonner et proclamer la déforestation de l’Amazonie.

“**Earth Song**”, c’est cette mélodie de Michael Jackson qui nous inspira à rédiger cette chronique sur les préjudices et les dégâts subis envers la planète.

Historiquement, au Québec, et ce malgré les avertissements de bon nombre de scientifiques depuis les années 1970, ce sont le déluge du Saguenay (à quelques kilomètres du Québec) de 1996 et la tempête de verglas de Janvier 1998 qui ont fortement révélé que notre société visant efficacité, productivité et optimisation industrielle n’a peut-être pas autant d’emprise que prévu sur les impacts du climat. En fait, non seulement cette société post-industrielle efficace, productive

et optimisée a fortement fragilisée par la variabilité naturelle du climat, mais celle-ci a contribué vélocement à exaspérer sa vulnérabilité en ajoutant malencontreusement dans la biosphère la “strychnine” des gaz à effet de serre.

Ce réchauffement des températures de la surface de la planète provoquera une importante fonte de glaciers polaires et alpins, ainsi qu’une hausse du niveau de la mer pouvant atteindre jusqu’à 95 centimètres d’ici la fin du 21ème siècle. Cette flambée, induite par la fonte de glaciers mais, surtout par simple expansion thermique de l’eau réchauffée, rendrait particulièrement vulnérable aux inondations les basses terres côtières où plus de 50% des habitants de cette planète y vivent.

Avec une augmentation du nombre de journées avec de telles températures très chaudes, la fréquence des vagues de chaleur et des épisodes de smog devraient croître. L’augmentation de ce type d’événements provoquera une augmentation dans le nombre de décès reliés à la chaleur et entraîne une plus grande incidence d’allergies et de maladies respiratoires et cardiovasculaires. Aussi, des experts nous mettent en garde que d’ici 50 ans, plus d’un 1,5 Milliard de personnes pourraient être tyrannisées à s’évader des réchauffements températures odieuses.

Les signes précurseurs de cette chauffée climatique ne se font-ils pas sentir ? Désastres naturels d’origine climatique, météorologique, hydrologique, catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à plus de cinquante degrés, de pluies diluviennes, inondations, feux de forêt, séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l’Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des contrées entières comme l’Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l’été.

Des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales, des invasions de criquets en Afrique de l’Est et des inondations forçant plus d’un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

Les quelques illustrations fournies dans cette chronique ne brossent qu’un tableau incomplet des impacts potentiels des changements climatiques alors que l’humanité prend pour bouc émissaire de la fatalité au lieu de prendre conscience qu’il faut changer sa façon d’habiter la terre et renoncer à ses mauvaises habitudes.

Notre patrie a enregistré, cet été et même en automne, de nouvelles vagues de chaleur. Aussi, de nouveaux records de chaleur ont sapé plusieurs contrées, des incendies s'en sont suivis, qui ont ravagé les forêts au Canada et Californie notamment. Ne se sont-ils pas les signes avant-coureurs très alarmants de mégasécheresses et de l'acidification des océans ? Tel est le résultat d'un réchauffement des températures mondiales.

Avouons-le, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnaient plutôt comme une ribambelle de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation ; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti de plus bel à la hausse, pour atteindre en 2021 son niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Suite aux échecs des précédents engagements et après plusieurs reports dus à l'épidémie de Covid-19, le Sommet des Nations Unies la 15^{ème} Conférence des parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique qui a eu lieu 11 Octobre 2021, à Kunming en Chine n'a pas connu de grandes avancées nécessaires sur un nouveau traité international pour la conservation à même à stopper la perte en cours de la diversité des plantes et des animaux sur Terre. On est toujours loin d'atteindre la vision à 2050 de vivre en harmonie avec la nature et des cibles visant à ce qu'au moins 30 % des zones terrestres et des zones maritimes soient conservées grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation efficaces ou à limiter les pollutions agricoles ou plastiques.

Quelques semaines plus tard, cette conférence a été suivie par le fameux sommet mondial sur le climat COP26 à Glasgow qui s'est soldé à son tour par un échec :

Alors que la planète se trouve selon l'ONU sur une trajectoire "catastrophique" de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère préindustrielle, les 200 pays de la COP26 ont adopté samedi 13 Novembre 2021 un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide financière des pays démunis. Fiasco qui peut être expliqué par le conformisme des politiques

des gouvernements et leur complaisance vis-à-vis des lobbies qui les empêchent d'avancer, critiquant "les promesses d'ivrognes" de certains pays au lieu d'"engagements sérieux" selon le candidat écologiste à l'élection présidentielle de l'Élysée Yannick Jadot, un échec audible sur le visage avec les larmes aux yeux du président de la conférence sur le Climat, Alok Sharma.

Les rapports alarmants nous cessent de s'enchaîner, les preuves tangibles ne cessent jamais de s'accumuler, les scénarios les plus noirs ne cessent de se confirmer sur les cries d'orfraie de la terre. Nous restons pourtant étonnamment amorphes et inertes au regard de ce qui constitue le plus grand risque de mettre notre espèce en péril.

La communauté internationale, somme toute, ne doit-elle pas cesser ses promesses de monts et merveilles et ses attitudes timorées en s'attelant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours tumultueux de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde ? A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les propos du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!!

La relance par l'Investissement au Maroc à l'heure du Covid-19, ou le renouveau des politiques économiques keynésiennes

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 08/12/2021

La pandémie du Coronavirus était initialement une crise sanitaire mondiale, mais qui a fait tâche d'huile en évoluant rapidement vers une crise économique et sociale en affectant tous les contrées du monde à des degrés différents, mais surtout les plus intégrés d'entre eux. La perturbation des chaînes de valeur mondiales, les arrêts de production ont touché les grandes puissances économiques mondiales, d'une manière brutale et soudaine.

Avec la crise économique du Covid-19, la relance économique exige aujourd'hui la présence d'un Etat fort et la mise en place d'un mécanisme institutionnel stabilisateur dans lequel l'investissement joue un rôle central.

Dans ce contexte économique déprimé et tumultueux, l'économie postkeynésienne avec ses principes de base (incertitude radicale, relance de l'investissement, souveraineté, confiance, politique publique), ses codes, reprend son pouvoir partout dans le monde, car elle rime avec le cycle économique dans lequel se trouve l'économie internationale aujourd'hui.

Remémorons-nous tous, en 1972, le président Américain Richard Nixon n'hésita pas à déclarer "désormais nous sommes tous keynésiens" La situation périlleuse du Covid-19 nous ne inciterait-elle presque à reprendre ses mots ? Aux Etats-Unis, le plan de soutien Américain, en plein confinement, avoisina les 850 Milliards, complété par " Helicopter Money" : Un chèque de 1.000 Euros pour chaque adulte Américain et la moitié pour enfants. Les économies Européennes sortirent l'artillerie lourde sur le plan budgétaire. Ces dispositifs contra-cycliques de dépenses publiques supplémentaires n'ont-ils pas des allures de politique keynésienne, terme renvoyant au célèbre économiste britannique John Maynard Keynes.

Souvenons-nous tous durant les premiers cours de l'économie politique de la macroéconomie que pendant la grande crise économique des années 1930, John Maynard Keynes rédigea son œuvre majeure "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" qui provoqua ce qu'on appelle la "révolution keynésienne". Sa thèse centrale, contrairement à l'approche néoclassique, est

que le marché ne s'autorégule pas : il n'assure pas le plein-emploi et l'intervention de l'État à travers l'investissement public est nécessaire pour réamorcer l'économie dans les périodes de récession.

En effet, schématiquement, un plan de relance keynésienne de l'économie consiste à infiltrer de l'argent dans l'économie pour lui permettre de redémarrer par la dépense publique (commandes et travaux publics...), ces commandes baissent le solde de l'État dans un premier temps, mais elles entraînent une augmentation des besoins (main d'œuvre, matériaux, équipement, matières premières), relaçant les investissements des fournisseurs (outils de production, embauches...), diminuant le chômage, augmentant le pouvoir d'achat et, in fine, engendrant un effet multiplicateur dans tous les secteurs d'activité.

Ce plan de relance keynésienne a été formalisé par l'économiste J.M.Keynes après la crise de 1929 et a été pratiquée avec succès après la seconde guerre mondiale ce qu'on appelait les trente glorieuses.

Atteindre ces objectifs de relance économique requiert de réhabiliter la politique budgétaire comme instrument clé de la politique économique, à rebours de sa marginalisation depuis plusieurs décennies. La crise du Covid-19 impose de changer le référentiel intellectuel prédominant en macroéconomie. La politique budgétaire devient, ainsi, l'outil privilégié de la politique économique comme le recommandent les post-keynésiens au contraire des tenants du nouveau consensus en macroéconomie néoclassique où ces politiques d'austérité d'obédience néolibérales, bien avant la crise du Coronavirus, ont révélé leurs limites et ont eu des conséquences néfastes, car elles diminuèrent la capacité productive et allèrent à l'encontre de l'objectif de plein emploi engendrant chômage, inégalité sociales, creusement du déficit commercial, dette publique et privée, exclusion sociale.

La crise du Covid-19 a certes un fond keynésien : Lorsque les forces économiques privées sont confinées chez elles et que seule la puissance publique peut intervenir, le marché ne peut logiquement être autorégulateur, à supposer qu'il le soit déjà en temps normal. La mise des prérogatives sociales de l'Etat et des stabilisateurs automatiques, mis en avant par le néo-keynésien Samuelson, jouent en faveur de Keynes.

Au Maroc, devant la première chambre pour faire le point sur la situation économique et sociale du pays, Le Chef du gouvernement, AKHNOUCH n'a-t-il pas abordé la question de la consolidation des services publics à travers l'épithète de "**l'État Social**" (enseignement, création d'emplois, généralisation de la protection sociale ...)

Faut-il souligner que le déclenchement de la crise économique provoquée par la Covid-19 au début de l'année 2020 n'est comparable ni à celui de la crise de 1929 ni à celui de 2008 ; ses effets non plus : La crise de 2020 se caractérise promptement par un très violent choc d'offre négatif (la production est en partie bloquée par les mesures de confinement ou les ruptures observées dans les chaînes de production globalisées) alors que la survenue consécutive, et d'ores et déjà amorcée, d'un choc de demande lui aussi négatif, est inévitable. Les commandes adressées aux entreprises se réduisent du fait de la baisse des revenus et de la contraction des exportations ; les anticipations de revenus futurs sont elles aussi revues déclenchant une diminution de l'investissement.

La politique budgétaire, du moins à court terme, ne peut pas prétendre répondre au choc d'offre. Néanmoins, en modifiant les conditions de la demande, la politique budgétaire peut, à terme, influencer les conditions de l'offre. Ainsi, en soutenant la demande effective et en générant de nouveaux investissements publics, la politique budgétaire encourage l'investissement privé et joue, à moyenne échéance, sur les conditions de l'offre.

C'est dans ce contexte et pour profiter de l'effet multiplicateur keynésien, que l'exécutif AZIZ AKHNOUCH s'attaque sérieusement à l'investissement. Pour preuve, le projet de loi de Finances PLF 2022 ne prévoit-il une prouesse des investissements publics de l'ordre de 245 Milliards de dhs, représentant plus de 20% du PIB, un plafond jamais franchi par le passé, pour aiguillonner la croissance, relancer l'économie et créant 250.000 emplois directs durant les deux prochaines années.

En sus d'être générateur de commandes, de marchés et de revenus pour les entreprises privées Marocaines, qui elles-mêmes créent des emplois, l'investissement public joue également un rôle structurant pour drainer davantage d'investissements et de capitaux du secteur privé, qu'ils soient étrangers ou Marocains.

Aussi, les entreprises Marocaines ayant tendance à être plus grandes, plus innovantes joueront un rôle important en accélérant la diversification économique et en stimulant les petites et moyennes entreprises Marocaines (PME) par le biais de connexions et liens d'affaires permettant d'encourager une dynamique économique durable, inclusive, technologique et plus globale à l'ensemble du tissu économique et social Marocain.

C'est ce qui explique aussi les raisons qui ont amené le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH à multiplier les fréquences de réunions de la Commission des Investissements chaque semaine à l'investissement où moult conventions, mémorandums d'entente et partenariats sont scellés avec des opérateurs étrangers et Marocains, des réunions hebdomadaires, avec les directeurs des Centres Régionaux de l'Investissement CRI, pour dresser un bilan détaillé des projets conventionnés, de voir leur état d'avancement, d'identifier les retards et leurs causes afin de prendre les mesures qui s'imposent pour y remédier et fluidifier l'acte d'investir alors la Commission des Investissements se réunit une fois tous les six mois sous l'ère des précédents gouvernements. Une démarche volontariste et soutenue qui confirme que la relance et la croissance passent irrémédiablement par l'investissement.

En outre, pour renforcer le chantier de l'investissement, le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH lors d'un conseil du Gouvernement, ce gisement sera renforcé par le projet de la nouvelle Charte de l'investissement, en cours d'élaboration, un minerai qui permettra de démultiplier l'investissement privé, de garantir toutes les conditions incitatives, légales, financières, fiscales, matérielles, techniques, logistiques aux entreprises et offrir une visibilité au milieu des affaires, aux investisseurs étrangers, afin de jouer pleinement le rôle qui leur échoit pour le soutien de l'économie nationale et l'accélération de l'exécution des investissements, en singulier ceux ayant un impact en termes de création d'opportunités d'emploi et de valeur ajoutée.

Ce renouveau d'intérêt et ce changement de vision en matière d'investissement est encore plus d'actualité au regard de certaines orientations majeures prises par le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH : La régionalisation avancée n'en-est-elle pas la meilleure illustration ? Pour disposer de régions compactes, fortes et denses, cela ne nécessitera-t-il pas un travail de rééquilibrage délibéré de l'investissement entre les territoires au vu des derniers chiffres du HCP où 3

régions, qui représentent l'axe Tanger-El Jadida, concentrent à elles seules plus de 60% de la création de richesse et de valeur ajoutée qui ne sont finalement que la résultante d'un déséquilibre de partage de l'investissement.

Aussi, une autre action de rééquilibrage est inéluctable entre la sphère publique et privée. Dorénavant, la norme standard admise à l'échelle mondiale stipule que dans une économie solide, le volume de l'investissement privé doit représenter le double de celui du public. Pour 2022, à titre illustratif, dans le projet de loi de finances PLF2022, si l'Etat a prévu d'investir 245 Milliards de dhs, le secteur privé devrait en afficher 500 Milliards de dhs ce qui est encore l'une des options de l'avenir. En Turquie, le taux de l'investissement privé est de 85% contre 15% pour le public.

En somme, le Team AKHNOUCH envoie un signal fort en traduisant pas les chiffres, sa politique keynésienne qui veut faire de l'Etat et de l'investissement public les carburants de la relance économique. Cependant pour que la politique l'investissement public d'obédience keynésienne puisse impacter positivement la croissance économique, sa coordination est incontournable avec les autres formes de politiques économiques (politique monétaire, politique de change, politique industrielle....etc.) et disposer des compétences humaines de haut niveau, capables d'améliorer la capacité d'absorption du tissu économique national dans son ensemble.

Le COVID-19 et ses variants trigonométriques grecs alpha, beta, gamma...:

Le Mythe de Sisyphe

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 20/12/2021

Ne cessant de muter, le Covid-19 nous surprend de plus en plus et le monde parle trigonométrie grecque : Variant britannique, découvert en Octobre 2020 au Royaume-Uni nommé Alpha, il a été le premier variant jugé préoccupant par l'OMS, puis en Décembre 2020. Après, l'apparition du variant à risque Sud-africain signa l'entrée de la deuxième lettre de l'alphabet grec Bêta. Et de charybde en scylla, voilà qu'arrive fin 2020 le troisième agitateur, le variant Brésilien qui entraîna une deuxième vague de contamination qui a été baptisé Gamma, d'après le nom de la troisième lettre de l'alphabet grec, avant que la planète ne soit submergée par le fameux variant indien, quatrième lettre de l'alphabet grec Delta qui affole la planète, et que l'OMS classa dans les variants préoccupants au mois de Mai 2021.

En somme, plus de 4.000 variants du Sars-cov-2 ont été identifiés à travers le monde. Ils nous agitent de plus en plus, car on pensait que, piano piano, on allait finir avec cette épidémie à travers le dream de " l'Immunité Collective." Détrompez-vous, Il est toujours là en train de nous guetter : Hier, le dernier était le variant Delta, aujourd'hui c'est le variant baptisé Omicron, repéré à l'Afrique du Sud qui terrorise le monde.

Le dénombrement des pays où le nouveau virus Omicron est détecté ne cesse de s'étendre, notamment dans le vieux continent, après de premiers cas repérés en Afrique australe courant Novembre. A elle seule, la Grande Bretagne atteint Décembre courant des records de contaminations à la Covid-19 par 90.000 cas infectés quotidiennement ou la Russie tournant avec une moyenne de 1.000 décès quotidiens ce qui a poussé de nombreux États à clore leurs cieux, y compris le Maroc qui a fermé à huit clos son ciel pour se prémunir contre ce nouveau virus.

Certes, le Maroc qui connaît une amélioration, ces dernières semaines de la situation sanitaire, en recensant en moyenne une centaine de nouveaux cas d'infection au Covid-19, n'est pas à l'abri de ce nouveau variant. D'ailleurs, le premier cas du nouveau variant Omicron a été déclaré Mercredi dernier chez une

femme à Casablanca. Ainsi, le Maroc est d'ores et déjà confronté à la fulmination de ce nouveau variant hautement transmissible avertit l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Au regard de ce risque, la Communauté Internationale, dont notre patrie fait partie, exige une action impérieuse et impérative, comme l'ont prévenu les Ministres de la santé des pays du G7, lors du dernier congrès d'urgence convoquée par Londres où les pays du G7 s'engagent à travailler de concert avec l'OMS et les partenaires internationaux pour partager l'information et surveiller le nouveau variant Omicron.

A cette fin, la Communauté Internationale doit consolider le multilatéralisme et le doter de plus de solidarité pour paraphraser le chef de la diplomatie Marocaine qui intervenait par visioconférence devant la 45ème réunion des ministres des Affaires étrangères du Groupe des 77 et la Chine, tenue à New York.

Cette solidarité passe irrévérablement par garantir l'accès universel et équitable aux vaccins aux pays les plus démunis. Hélas, seulement moins de 6% de la population africaine est vaccinée. N'est-il pas injuste que les riches produisent des vaccins et les pauvres devront l'acheter.

Après plus de 18 mois de stress de suivi des JT et des bilans épidémiologiques au Maroc et dans le monde, j'ai appliqué la politique de l'autruche en attendant que la vie normale reprenne d'autant plus qu'au Maroc, la situation épidémiologique s'est nettement amoindrie, m'ont fait croire que le Coronavirus est vaincu et qu'il n'y a plus de danger. Non et non, décillez les yeux !!!!

Le Virus est coriace, redoutable et s'habille dans d'autres variantes plus mortelles à l'instar des variantes Indienne et Brésilienne considérées comme les plus mortifères ; elles se rebellent en tuant en bloc, elles se rebiffent en résistant aux vaccins. Dans ce contexte, les variants issus du Covid-19 s'apparentent de plus en plus au mythe de Sisyphe ou l'absurde pour paraphraser Albert Camus.

Nous sommes tous, pays développés ou en développements, pays riches ou démunis dans le même temps d'épreuves, on n'est pas encore sorti de l'auberge.

Dans cette aura minée et avec l'apparition de ces nouvelles souches (Sud-Africain Omicron) sont autant de facteurs qui nous poussent à être vigilants et éveillés devant ces virus redoutables qui n'épargnent personne.

Le propos de ma chronique n'est pas de saupoudrer l'horreur et la frayeur, le propos de ma missive est d'avertir nos concitoyens et leur alerter que la bataille n'est pas parachevée. Le virus filoché toujours quoiqu'il est moins acerbe ou moins venimeux. C'est une "hydre de Lerne" qui ne cède pas ; c'est un polype qui ne renonce pas. La variante Omicron se prolifère 33 fois plus vite que le virus originel. Tout ceci pour redoubler de vigilance.

Nous sommes toujours sous le tunnel, on n'a pas gagné la bataille ; pour le moment, c'est le virus qui triomphe toujours. Encore faut-il que nous participions tous à cet effort louable en restant vigilants, prudents et ne pas croire que la guerre est terminée, On est encore loin de l'immunité collective tant espérée. On doit se comporter plutôt que l'épée de Damoclès nous guette toujours.

FOR AUTHOR USE ONLY

Harcèlement & Proposition Indécente

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 04/01/2022

"Harcèlement", le titre semble dévier l'imaginaire des cinéphiles vers le film sulfureux et fétiche "Harcèlement" de Barry Levinson, adaptation du roman homonyme de Michael Crichton, sorti dans le grand écran le 8 Février 1995, incarné magistralement par Michael Douglas et Demi Moore où Tom Sanders (incarné par Michael Douglas) repousse les avances trop cavalières de sa nouvelle patronne. Aussi, "Proposition Indécente" le titre semble égarer le mental des cinéphiles vers le film culte "Proposition Indécente" d'Adrian Lyne, sorti dans l'écran géant le 12 Mai 1993, interprété solennellement par le duo Robert Redford et Demi Moore.....

Détrompez-vous, Il n'en est rien, il s'agit des deux grands scandales qui ont enflammé la toile et ont ébranlé le secteur de l'enseignement supérieur Marocain connu médiatiquement sous le nom "Sexe contre bonnes notes" : Il y a quelques mois, c'était la Faculté des sciences de l'éducation de Rabat, l'Université Moulay Ismaïl de Meknès et l'Université Abdelmalek Essaâdi de Tétouan, hier c'était l'université de Settat dans laquelle plusieurs professeurs universitaires de Droit et d'Economie sont impliqués dans des avances indécentes contre validation de notes. Aujourd'hui, c'est l'ENCG d'Oujda qui est accusée par de nombreux témoignages d'étudiantes de ladite école de commerce de harcèlement sexuel en échange de faveurs pour l'obtention ou la validation de leur année d'étude.

Les ripostes ne se sont pas fait attendre et force est de constater que la direction de cet établissement de l'Oriental, ainsi que son université de tutelle dénoncèrent l'acuité des faits reprochés et le soutien aux victimes présumées et de facto la direction de l'ENCG a été acculée à démissionner sous ordre du Ministre de tutelle.

En sus, ces avances obscènes ont été fortement colportées, provoquant la contrariété des internautes, mais aussi de députés au Parlement, et de militants d'ONG des droits des femmes, dont la Fédération des ligues des droits des femmes (FLDF)

Note chronique n'est pas de dénoncer tel ou tel professeur, ou d'investiguer sur les différentes enquêtes diligentées à l'Oriental, sur le professeur incriminé, le directeur général, la directrice adjointe ou le secrétaire général de ces établissements universitaires.

Notre missive transcende ces actes cyniques pour alléguer combien de femmes éventuellement silencieuses sous plusieurs contraintes ont-elles été victimes du corps professoral avant que les gouttes d'eau ne font déborder le vase pour que des témoignages et aveux finissent par faire surface ? Combien de manœuvres ordurières analogues se déroulent au jour le jour dans des établissements d'éducation, supérieure ou universitaire, publique ou privée, mais aussi dans le monde professionnel ? Combien de femmes, de sœurs, de filles, de mères, allons-nous sacrifier en nous rendant coupables de couvrir leurs silences de bourreaux, alors même que partout dans le monde les voix s'élèvent contre la prédation des femmes ?

A l'évidence, s'il n'est pas possible d'identifier des professeurs pervers qui profitent du poids d'une société macho où la voix de la Femme est consciencieusement discréditée, nous devons au moins ne pas leur faciliter la tâche : Avec l'ère du covid-19 où le distanciel prédomine dans de l'enseignement, Il est saugrenu que Messenger et les DM Instagram soient des plateformes d'échange alors même que les uns et les autres y partagent sur leur profil des informations personnelles. Avec ces comportements, le loup est de bon gré invité dans la bergerie et les atteintes sont collatérales.

Face à ces intrigues immondes et immorales, le staff de l'Université Mohammed 1er, dont dépend l'ENCG d'Oujda a proposé aux étudiantes qui subissent des outrages sexuels un numéro vert et une adresse e-mail où les étudiantes peuvent dénoncer des comportements qui porteraient atteinte à leur dignité.

D'autres part, des mouvements féministes ont aussi lancé différents hashtag (#MetooUniv) ou "#Hta_ana_baraka_harcèlement_université pour dénoncer le harcèlement sexuel et à recueillir les propos des victimes ou des témoins dans le milieu universitaire.

S'agit-elle de la solution et de la panacée pour éradiquer ce phénomène ? Certainement non, c'est un mal social où l'on agisse sur les symptômes au lieu des causes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pensons qu'il faut agir sur 2 volets :

- Le premier volet : Le corps professoral doit intérioriser et se mettre en face du miroir la mission noble qui lui incombe devant sa conscience, sa déontologie, sa famille, sa religion, les émoluments qu'ils touchent et sa patrie.

Les professeurs débauchés et jouisseurs, qui usent de ces instruments audibles et ignobles, doivent faire tourner 8 fois dans leur esprit et avoir conscience que ces propositions indécentes remettent en cause le système d'évaluation universitaire, la culture de la méritocratie, sa crédibilité, sa transparence, sa légitimité et met les pleins phares sur la nature et l'essence même du métier noble, suréminent, et surhumain de l'enseignant.

Aussi, les logiques de corporatisme distillent un sentiment d'appartenance et de solidarité dans le corps professoral entendue comme corporation plus comme profession sublime et vénérable, constituent une entrave rédhibitoire à la culture de droit et du mérite au sein de l'entité universitaire.

En outre, les professeurs et enseignants noceurs et fêtards qui s'adonnent à ses pratiques libidineuses, doivent avoir la conscience, des sentiments de remords, en simulant, à travers leur fille, leur sœur, leurs cousine ou leur mère que ce processus avilissant de chantages sexuels, en plus des traumatismes et blessures émotionnels qui nous rappelle le douloureux épisode du suicide d'une étudiante à Agadir en 2009 sous les pressions et le harcèlement répété de son professeur, et questionne une nouvelle fois la dignité des femmes qui succombe sous ce tabou et lèsent le parcours académique et professionnel des étudiantes victime d'abus sexuels.

- Le second volet : Le sexe contre bonnes notes ne constitue qu'une partie émergée de l'iceberg : Ce phénomène ne passe-t-il pas sous silence et sous le joug d'une culture phallocrate et mieux encore inculquée de misogynie à l'égard des femmes et crée un climat d'impunité et reloge la Femme dans une situation d'être humain offensé et dessaisi dans ses droits fondamentaux sans que justice soit rendue.

Et rappelons-nous haut et fort dans cette chronique : Il serait fallacieux et erroné de croire que cette pratique perversie soit taxée uniquement sur le Maroc, ou des pays en développement. Elle existe bel et bien dans les pays développées et sur d'autres cieux considérés comme les pays de lumière à l'instar du

rebondissement de l'affaire du fameux journaliste et présentateur de 20H (antenne 1 et TF1) Patrick Poivre d'Arvor connu sous le nom PPDA où 25 femmes, dont sept à visage découvert, prirent la parole dans le journal Libération pour raconter des faits de viol, d'agression sexuelle ou de harcèlement sexuel qu'elles disent avoir subis de la part de Patrick Poivre d'Arvor, sur une période allant de 1993 à 2008 ou l'affaire du célèbre écologiste, ancien animateur d'Ushuaia et ancien ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot qui est mis en cause pour des faits de violences sexuelles et de harcèlement par plusieurs femmes dans un épisode d'"Envoyé spécial" de France 2.

Étudiantes et Femmes, avouez-le !!!! Les étudiantes ou les femmes Marocaines qui subissent ces violences n'arrivent pas à briser le carcan et fardeau social qui pèse sur elles en raison des pressions culturelles, sociales et familiales.

A cet égard, n'est-il pas opportun que l'étudiante ou la Femme Marocaine brise cette furtivité, fracture cette discrétion, disloque ce silence, détruit ce tabou et d'en parler ostensiblement, ouvertement et à visage découvert en les dénonçant.

- En amont : Briser ce silence et dénoncer les actes pervers constitue une condition sine qua non pour guérir ces maux sociaux dont pâtissent les étudiantes Marocaines.

- En aval : les agissements de violences sexuelles doivent impérativement et juridiquement être punis.

En guise de conclusion, l'étudiante ou la Femme Marocaine doit, impérieusement faire le distinguo entre HARAM et HCHOUMA, car, in fine, dans le subconscient de la Femme ou l'étudiante Marocaine la " HCHOUMA " est le principal hic à tout changement et le pire ennemi des réformes sociales pour une société Marocaine libre, émancipée, démocratique et juste.

Loi de Finances 2022 et Climat de l'investissement au Maroc à l'heure de la crise du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 17/01/2022

Partout dans toutes les économies, la Loi de Finances est considérée comme le cadre déterminant de la vie sociale, politique et économique d'un pays. Elle est, selon sa définition générique, l'exercice, d'une année civile, déterminant l'affectation des ressources et des dépenses de l'Etat, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte. Elle constitue la plateforme budgétaire qui permet à la deuxième chambre d'approuver le Budget Général de l'État.

La Loi de Finances pour l'année budgétaire 2022, telle qu'adoptée définitivement par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers, vient d'être publiée dans le Bulletin Officiel n°7049 bis en date du 20 décembre 2021.

Cette Loi de Finances 2022 intervient dans un contexte économique national qui jalonne le premier mandat du Gouvernement AKHNOUCH, un contexte où le chef de l'exécutif, à travers la Loi de Finances, est censé donner les premières prémices de ses engagements promis lors de sa campagne électorale de Septembre 2021 et son speech d'investiture devant les deux chambres en Octobre 2021.

Aussi, la Loi de Finances 2022 intervient dans une conjoncture internationale grisâtre et perturbée par la pandémie du Covid-19 où la poursuite de la reprise de l'économie mondiale se fait à des rythmes différenciés selon les régions et les pays, un cotexte tumultueux exigeant de la part de l'exécutif AKHNOUCH un Budget censé donner une meilleure visibilité au milieu des affaires à même de créer une dynamique économique et sociale. Qu'en est-il de cette loi de Finances 2012 en matière des dépenses allouées aux différentes rubriques budgétaires afin de secréter un climat d'investissement fructueux aux businessmen ?

En sus, la Loi de Finances 2022 s'inscrit dans le cadre d'un contexte international marqué par l'émergence de signes d'un rebond de l'économie internationale, l'amélioration des indicateurs de confiance en sa capacité à surmonter les répercussions économiques et sociales de la pandémie de la

Covid-19 sur la base des hypothèses réalistes tenant compte notamment des données liées à la situation nationale et internationale et des effets de l'évolution de la crise sanitaire mondiale, ainsi que des hypothèses relatives aux prix de certaines matières de base sur le marché mondial et au niveau de la récolte agricole attendue au niveau national.

Le fait que cette Loi de Finances 2022 balise le premier mandat du Gouvernement AKHNOUCH, mise-t-elle sur l'investissement pour donner des clignotants positifs pour le milieu des affaires ? Ceci est d'autant plus vrai que d'un point de vue conceptuel et théorique, une loi de Finances est un moyen pour atteindre des objectifs préalablement fixés et non une fin en soi.

La lecture de la Loi de Finances 2022 montre l'objectif de l'exécutif AKHNOUCH d'abreuver le climat de l'investissement et des affaires économiques tout en consolidant les bases de la réviviscence de l'économie nationale, à travers l'opérationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement, la mise en place de la charte de l'investissement, et la mise en œuvre de la loi-cadre relative à la réforme fiscale.

Dans cette optique, le Gouvernement Marocain a pris des mesures urgentes pour accompagner le jeune milieu des affaires en encourageant les initiatives des jeunes porteurs de projets dans le domaine agricole et insuffler une nouvelle dynamique au programme "INTILAKA" à travers le lancement d'un nouveau projet "Al FORSSA" qui vise à financer les projets des jeunes sans conditions préalables.

Ce projet destiné au milieu jeune des affaires a en outre pour dessein de poursuivre l'instauration des bases de l'Etat social, à travers la réhabilitation du système de la santé, l'instauration d'une profonde réforme du secteur de l'éducation, en renforçant les mécanismes d'intégration, et la généralisation de l'Assurance maladie obligatoire de base au profit des travailleurs non-salariés, et la prise des mesures nécessaires pour la généralisation progressive des allocations familiales, à travers la mise en œuvre du Registre social unifié, tout en accordant une attention particulière à l'intégration sociale des personnes en situation de handicap, et en donnant la priorité à la promotion de l'égalité des sexes dans divers domaines économiques et sociaux.

En outre, le prodrome par le Chef de l'exécutif Aziz Akhouch d'apurer le stock de TVA dû aux entreprises (soit 13 Milliards de DH, avant fin avril 2022), qui, faut-il le rappeler, a été une des revendications majeures du Patronat. De ce fait, cet engagement pris par l'Exécutif dans le Budget 2022 est une cloche forte à l'adresse du milieu des affaires à même de créer une dynamique économique et sociale.

Autres mesures fiscales censées donner prévisibilité et appuyer les opérateurs économiques montrent l'intérêt du Team AKHNOUCH de booster le secteur privé à l'instar de la révision à la baisse du taux de l'IS de 28% à 26% pour les sociétés exerçant une activité industrielle, et du barème proposé pour la contribution sociale de solidarité (CSS), reconduite pour l'année 2022 par l'exécutif, pour alléger relativement la pression sur les TPME sachant pertinemment que le tissu économique national est composé essentiellement de PME, qui ont été les plus impactées par la crise ; certaines n'arrivent pas encore à rebondir, d'autres ont déclaré faillite.

A notre sens, pour le climat de l'investissement et des affaires économiques internationales, la visibilité fiscale, seule, reste une condition nécessaire mais insuffisante pour rendre l'environnement de l'investissement lucratif et crédible aux yeux des opérateurs économiques.

A l'heure de la crise économique du Covid-19 et pour redonner crédit et redonner de forts signaux positifs aux investisseurs internationaux et nationaux, ces derniers ont plus que jamais besoin de rétablissement de la confiance, de réactivité et de pro-activité.

D'où la nécessité de transcender les instruments budgétaires pour proposer des mesures non budgétaires à même d'améliorer l'environnement de l'investissement et de l'entreprise Marocaine, entre autres, la fixation d'un délai de traitement des réclamations des contribuables, l'accélération de la mise en œuvre de l'administration électronique en raison de la célérité du mouvement de digitalisation à l'heure du Covid-19.

Ceci est d'autant plus d'actualité que le numérique est appelé, à se positionner en véritable courroie de transmission de croissance inclusive avec plus de transparence dans la gestion de l'action publique et plus d'équité dans l'accès aux opportunités d'investissement pour une meilleure productivité et pour un

renforcement de la transparence, la clarification des textes fiscaux pour un meilleur climat fiscal, l'accélération de la fluidité des délais longs pour l'obtention des autorisations notamment de construction.

En sus, loin du pousoir budgétaire, d'autres chantiers s'avèrent incontournables aux yeux du Businemans à l'exemple de la lutte de la corruption, la facilitation des procédures concernant la commande publique, la finalisation du chantier de réforme de la justice à travers l'accélération des réformes d'ordre réglementaire et judiciaires telles que l'adoption de la loi relative à l'arbitrage, la médiation conventionnelle, la modernisation et la dématérialisation du système judiciaire et l'amendement du texte relatif aux entreprises en difficulté.

L'atténuation des contraintes actuelles qui se dressent devant les sociétés au niveau de la phase judiciaire, le caractère relativement long de la phase contentieuse et la révision des délais devant les tribunaux de commerce et les adapter à la nature des activités commerciales ne sont-ils pas importants pour sécuriser et redonner crédit aux investisseurs nationaux et étrangers ?

Aussi, la lutte contre l'informel, la facilitation de l'accès au foncier et l'urbanisme et la prédilection nationale dans la commande publique, la facilitation et la fluidification de l'accès aux marchés de l'État aux TPE et PME à travers des Partenariats Publics-Privé (PPP) qui sont des conditions infaillibles pour relancer le climat de l'investissement, en singulier pour les Très Petites Entreprises et les Petites et Moyenne Entreprise qui forment le maillon fort du tissu économique national . D'ailleurs et dans ce sens, le Comité nationale de l'environnement des affaires (CNEA) penche sur l'adaptation et l'assouplissement des procédures administratives et de la réglementation en tenant compte des besoins de l'entreprise pendant la période post-Covid-19.

Le Maroc pourrait notamment s'inspirer des pays d'Asie centrale, et en premier lieu de l'Azerbaïdjan où l'État a lancé une série de réformes destiné à faciliter les démarches des entrepreneurs. Il a par exemple rendu l'administration foncière plus transparente, en élargissant son périmètre d'activité et en numérisant le plan cadastral, ce qui a simplifié l'enregistrement des propriétés pour les entrepreneurs. Les pouvoirs publics ont également développé le numérique pour inaugurer un système de dépôt de plaintes au tribunal par voie électronique ou le paiement des impôts en ligne.

Le processus de réforme à long terme nécessite un débat politique plus large pour intégrer plus d'acteurs du marché et libérer l'économie. L'amélioration du cadre de la gouvernance d'entreprise pourrait stimuler l'intérêt des investisseurs par le biais des marchés financiers où la refonte des lois qui régissent ce cadre sera certainement laborieuse.

Nous gageons que ces réformes économiques, loin de toute loi de Finances et distant de toute considération budgétaire et fiscale, libéreront l'initiative privée nationale et internationale, renforceront la sécurité du cadre de l'investissement, chauleront la prévisibilité des entreprises, rétabliront la confiance et rendront le climat des affaires internationales juteux et fertile pour les hommes d'affaire internationaux et nationaux.

Antoine de Saint-Exupéry disait que "L'avenir n'est jamais que du présent à mettre en ordre", il est temps que le Team AKHNOUCH mette en ordre le présent des réformes et chantiers économiques pour l'avenir d'un climat de l'investissement clair, serein, sain et crédible pour le milieu des affaires économiques au Maroc.

Et comme le dit le vieil adage romain, Quidquid agis, prudente agas et respice finem. Quoi que tu fasses, fais-le avec prudence, sans perdre de vue la fin. Les entrepreneurs Marocaines et étrangères doivent bénéficier d'un climat des affaires économiques propice, opportun et fertile, porteur d'investissement, d'emploi et de croissance économique

Sauf ma mère, toutes les femmes sont.....

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 23/01/2022

"Sauf ma mère" le titre nous rappelle le livre de l'écrivain Français Titouan Lamazou, fondateur de l'association Lysistrata, qui a pour objectif de soutenir des initiatives de défense des femmes à travers le monde et Michel Onfray sorti en 2010 aux Éditions Gallimard. "Sauf ma mère" nous rappelle aussi l'œuvre et l'exposition de Titouan Lamazou qui relate des multiples formes de la misogynie dont il a pu croiser les visages au cours de ses voyages et de ses rencontres intuitives : Femmes battues, femmes violées, femmes objets, discriminées.

Idem, "Sauf ma mère, toutes les femmes sont des putes" disait crûment Jean Paul Sartre! Se faire traiter de pute est la condition sine qua non quand on adjure un gros inconvenant et discourtois ou qu'en règle générale, on fait perdre ses moyens à un homme à l'égo excentrique, et qui, en sus, manque de principe et bonnes manières.

Toute la toile a été enflammée de la misogynie anti-marocaine qui nécrose la presse Algérienne : c'est aux femmes Marocaines que l'on s'en prend et ce suite au fiasco de l'équipe de football algérienne contre la Côte d'Ivoire au CAN 2022, le présentateur sportif Algérien pour le compte de BeIN Sports, Hafid Derradji, et dont la langue déplacée est bien connue de tous les fans du ballon rond a insulté, non seulement, la femme marocaine, mais toute femme, mère, sœur

En effet, dans un échange sur Twitter avec une supportrice Marocaine, le présentateur sportif Algérien, furieux par la caricature d'un Fennec suite à la défaite de l'équipe d'Algérie, invité à faire leurs valises et faire le comeback à Alger, lui a répliqué de façon obscène en traitant la supportrice Marocaine de pute. Ainsi cruellement et grossièrement, a-t-il écrit grosso modo, toutes les femmes marocaines sont des putes, les Marocains des fils de putes et selon les dernières statistiques, 50% des Marocains seraient des bâtards.

Des propos sordides et débauchés, d'un commentateur censé annoter un sport propre et noble, ont échauffé la toile marocaine et les réseaux sociaux. Putes,

voilà le label et l'emblème que certains cherchent à coller à la Femme Marocaine. A croire que le plus vieux métier du monde serait marocain.

La femme Marocaine fait figure de prou de femme libre au sein du monde arabe, mais qui s'assume aussi de s'éduquer, d'apprendre, , de conduire, de trimer, de faire de la politique de voter, d'être au Pelton su jeux olympiques et j'en passe.....

La femme marocaine est-elle l'exception à la règle d'une sphère Arabo-musulmane qui se sclérose et se verrouille dans le conformisme et le conservatisme ?

D'ailleurs, c'est cette même liberté qui, aujourd'hui, se tourne sur la femme Marocaine d'être anathématisée, non seulement par les pays arabes, mais aussi et historiquement par les impérialistes et d'autres pays occidentaux.

Dans leur subconscient, la femme Marocaine reproduit deux fantasmes antagonistes : Tantôt l'obsession d'une femme émancipée qui s'assume aux yeux d'un carcan social liberticide, soit la hantise expansionniste et impériale de la femme autochtone encellulée et défailit au regard de l'homme pour mieux se laisser débaucher et partant libérer.

Au fil de l'histoire, c'est cette liberté cumulée dont dispose la Femme Marocaine qui la taxe aujourd'hui d'être homologuée de putes non pas par un commentateur de beign sport, mais d'antan par des phallocentriques machistes et misogynes de tout bord.

Je ne pense pas que la plainte pénale déposée par le club des avocats du Maroc auprès du procureur général qatari ne soit une solution. La bonne réplique est comme dit le proverbe arabe " Le chien aboie, la caravane passe." Aussi, il est commode de ne pas se rapetisser, ni de se ratatiner au bas niveau de ce commentateur sportif Algérien, car, in fine, le commentateur Algérien de BeIN Sports, Hafid Derradji ne va pas sortir de la cuise du Jupiter : Elle a sa propre mère.

L'incertitude économique au temps du Covid-19 : l'autre pandémie, l'autre paradigme

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 14/02/2022

Naguère, des chamboulements, des cataclysmes, des ébranlements et des nouvelles tendances mondiales lourdes, comme les changements géopolitiques, l'effacement des frontières des échanges commerciaux, la numérisation, les modulations technologiques, l'évolution des modèles d'affaires n'ont cessé de bouleverser la notion d'incertitude et partant du processus décisionnel.

Toutefois, la pandémie de la COVID-19 a chamboulé de fond en comble notre conception collective de l'incertitude, car il n'y a pas de mésaventures analogues à la crise CORONAVIRUS au cours du dernier siècle. L'humanité a été sapée par les épidémies de grippe, économiquement le lundi noir, financièrement le jeudi noir de 1929 et la crise financière de 2008. Le monde a vécu des menaces et des catastrophes qui ont eu des retombés géopolitiques mondiales, régionales ou nationales : Tchernobyl dans les années 80, l'invasion du Koweït par l'Irak durant les années 90, les attentats du 11 septembre 2001, les ouragans et les Tsunamis. Cependant la pandémie de la COVID-19 demeure unique : c'est une crise assurément planétaire avec des contrecoups plus profonds et plus complexes que toute autre crise que les décideurs actuels ont pu observer et/ou subir avec une incertitude totale.

En effet, la mise en place de confinements dans de nombreux pays en mars 2020 a poché toutes les boules de cristal de la conjoncture économique aussi bien international (Banque mondiale, Observatoire français des conjonctures économiques OFCE) que national (HCP, DEPF, Bank-ALMaghrib....) dans un hermétisme inédit. L'économie internationale virevoltait paresseusement : Certains économistes dissertaient de "congélation ou cryogénie " tandis que d'autres préféraient le récit d'une double perturbation : Choc d'offre et choc de demande (Boyer, 2020).

On ne peut que saluer, dans ce contexte opaque et brumeux, les efforts laborieux des entités de prévision et d'analyse économique qui pronostiquaient moult estimations de la chute d'activité (FMI, INSEE....etc). Puis vinrent

graduellement les premières prévisions du Produit Intérieur Brut (PIB) au niveau national et de sa variation (DEPF, HCP ou des think tank à l'instar du CMC.).

Au temps du premier dur confinement de Mars 2020, les premières estimations du HCP et de la DEPF sur la chute d'activité se sont avérées assez approuvables si l'on prend en considération la situation dans laquelle elles ont été produites.

Pour les conjectures, c'est un peu plus compliqué : Le HCP ne s'y est pas risqué et a privilégié des publications se rapprochant d'une prédiction en temps réel qui réduit l'horizon temporel de la projection. En effet, assonancées et rythmées par les annonces gouvernementales quotidiennes et les évolutions de la situation épidémiologique, les prophéties économiques ne pouvaient qu'être modifiées très régulièrement ou prendre la forme de scénario.

Contrairement en théorie économique pure chez Walras, c'est tout le paradoxe de l'information en situation de crise : la demande de prévisions et d'analyses s'accroît tandis que les conditions de l'offre rendent épineuses leur production. Ces chiffres sont manifestement importants pour le milieu des affaires économiques puisque ces derniers ont besoin de visibilité pour investir et développer des projets à moyen et long termes. Mais ils le sont tout autant pour les acteurs politiques, et ce pour deux raisons :

- La première est intuitive : La mise en place d'une politique économique implique que les décideurs jouent un rôle économique majeur en organisant et rationalisant les choix de l'acteur majeur qu'est l'État.
- La seconde, plus rarement explicitée, est que les données prévisionnelles en singulier et les statistiques économiques en général constituent un critère décisif de l'évaluation des dirigeants en place, et, à ce titre, jouent un rôle considérable dans les processus politiques.

Au Maroc, la pandémie du Covid-19 nous a fait onduler dans une ère d'incertitude irrévocable où le présent est insaisissable, le futur est imprévisible et le passé devient incompréhensible, ce qui rend toute prédiction montagnaise et toute stratégie hasardeuse et de charybde en scylla, l'arrivée improvisée du variant Omicron semble, de ce fait, entraver les pronostics de croissance pour 2022. Et même si les supputations laissent à penser qu'Omicron peut sonner le glas de la pandémie du coronavirus, les corollaires économiques de l'urgence de ce nouveau variant n'en sont pas subalternes.

Ainsi, selon le dernier document de l'agence de notation financière internationale Fitch Solutions, l'économie marocaine devrait avancer au ralenti en 2022 : Selon les prévisions du document, la croissance du PIB réel s'établira à 3,2%, contre une prévision initiale de 3,4%. Fitch Solutions augure d'une décélération de la croissance économique en 2022 eu égard aux répercussions de la propagation du variant Omicron au niveau national et international.

En sus, l'enclos du ciel Marocain a affecté sèchement le tourisme (deuxième principale source de financement extérieur avec une perte en devise estimée à 90 Milliards de dhs) et entraîna un rebond plus lent que prévu de l'industrie du tourisme, qui représente plus de 15% du PIB.

Même si les estimations de l'OMS que le virus Omicron est moins virulent que le delta, il est fort probable que le monde continuera à lutter contre Omicron à des degrés divers.

Ainsi, le variant Omicron causera, manifestement des incertitudes sur la conjoncture 2022, et ce, en dépit d'un fort rebondissement de la demande mondiale depuis plusieurs mois. Il pourrait bien que temporaire, entraîner des arrêts de commande dans les entreprises et perturbera de nouveau les chaînes de valeurs mondiales.

A cet égard, plusieurs apostrophes nous interpellent : Quelles seront les conséquences à court, moyen et long terme de nos réactions, et des diverses solutions que les pays mettent en œuvre ? Comment la crise risque-t-elle de modifier nos façons de vivre et de travailler dans l'avenir ? Quelle incidence la crise aura-t-elle sur les relations entre les principaux pays et à l'intérieur même de ces pays ? Comment le rôle – et la dépendance – d'un pays à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales et des échanges commerciaux changera-t-il, selon ses réactions à la crise ?

Aucun pays, aucune entreprise, aucune équipe de direction ni aucun leader ne pourra se mettre à l'abri des répercussions subites de la COVID-19. Aucune stratégie ne s'en sortira parfaitement indemne, la pandémie du Covid-19 a bel et bien placé l'incertitude non seulement comme une nouvelle contrainte, mais en plus comme un nouveau paradigme qu'il faudra appréhender comme élément consubstantiel de toute politique publique, ainsi que pour toute décision du milieu des affaires de la sphère privée. De fait, nous devons non seulement

vivre avec ce virus pendant un certain temps, mais somme toute apprendre à nous planifier et projeter différemment.

Les pires ennemis des bonnes décisions en ces temps de crise ne sont ni l'incertitude ni l'ambiguïté ; ce sont plutôt les excès de confiance. Cette façon de faire n'élimine pas les incertitudes et n'apaise pas les doutes, mais elle devrait donner aux dirigeants le courage et la conviction nécessaires pour mener leurs entreprises à bon port en cette période tumultueuse.

Andy Grove, le génial fondateur d'Intel, n'avait-elle pas une théorie sur l'adaptation au changement avec son célèbre aphorisme " Seuls les paranoïaques survivent. "

FOR AUTHOR USE ONLY

Biographie :

Mustapha MAGHRITI est titulaire de Doctorat en Relations Economiques Internationales (Faculté de Droit Rabat-Agdal) à travers une investigation sur les Investissements Extérieurs et le climat de l'Investissement et des affaires internationales au Maroc et du diplôme de Troisième cycle en Economie Internationale (Faculté de Droit Rabat-Agdal) à travers une thèse descriptive et analytique portant sur des recherches sur l'attractivité des Investissements Extérieurs au Maroc. Actuellement, il est Inspecteur Divisionnaire des Finances en chef au Ministère de l'Economie et des Finances à Rabat.

Il est à rappeler que Mustapha MAGHRITI est un ancien Administrateur adjoint au Ministère de l'Education Nationale en Mars 1996. Après avoir soutenu son Diplôme des Etudes Supérieures en Décembre 1998, il a rejoint le Ministère des Finances en Mai 2000 en tant qu'Inspecteur Divisionnaire des Finances à la Direction des Investissements DIE et en Juillet 2009 à l'Agence Marocaine de Développement des Investissements AMDI.

L'auteur assurait des cours d'Affaires Internationales au Master Affaires Internationales & Stratégie des Acteurs à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Meknès Université Mohammed Moulay Ismail Meknès et des cours des Investissements Directs Etrangers IDE au Master Echanges Internationaux et OMC à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Rabat Souissi, Université Mohammed Souissi et des cours d'Ethique des Affaires à HEC Rabat.

Aussi, à côté de son travail, Mustapha MAGHRITI anime des conférences au Maroc et à l'étranger dans le domaine des Sciences Economiques notamment sur les Relations Economiques Internationales, le climat de l'investissement et des affaires internationales au Maroc et l'insertion du Maroc dans l'économie internationale.

Aussi, l'auteur a contribué par plusieurs chroniques, articles, tribunes et points de vue dans plusieurs supports économiques tel le quotidien économique les Eco, l'observateur du Maroc et d'Afrique, l'Economiste, dans l'hebdomadaire Challenge Hébd, le mensuel Economie & Entreprises, et dans les Echos (France). Par ailleurs, l'auteur est ancien Consultant et Expert dans

l'hebdomadaire Marocain Challenges–Hébdô avant de créer son propre site où il publie ses chroniques économiques, politiques et sociales.

Email : mustaphamaghriti@yahoo.fr

FOR AUTHOR USE ONLY

Table des matières

Périple meurtrier d'un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ?.....	2
La bataille contre le Coronavirus Covid-19 au Maroc : Un combat national ..	4
Le Maroc au temps de Corona, un Maroc nouveau se façonne	7
Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ?.....	9
La révélation Humaine et Sociale des Marocains au temps du Corona	13
Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona	16
Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19	19
Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19	23
Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can't breathe	27
Les Relations Economiques Internationale Virales à l'heure du Covid-19	29
Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?.....	34
Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l'heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ?.....	39
Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus ?.....	42
Le Deuil du cèdre de Beyrouth.....	48
Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19 ?.....	51
L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19	54
Repenser le Patriotisme et le Civisme au Maroc à l'heure du Covid-19	56
Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du covid-19.....	60

Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance	67
La Course à la Maison Blanche, le Duel D.Trump/J.Biden : Quel impact sur la géopolitique mondiale et les Relations Internationales	70
Covid-19 et repositionnement de l'Union Européenne sur l'Afrique : Une aubaine pour la centralité géopolitique de la Méditerranée	74
Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden	77
Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19?.....	80
ADIEU SALAH, Salaheddine El Ghomari : Un Journaliste d'exception	84
La Seringue de l'Espoir	86
La Communication : Un préalable incontournable pour la réussite de la campagne de la Vaccination Anti-Covid 19	90
Le Warning de la Dette Mondiale à l'heure du Covid-19	93
L'année 2020, une année à oublier	96
L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender.....	99
Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden ?	103
La Seringue et Dose Royale de l'Espoir	107
Les Inégalités Sociales au temps de la pandémie du Covid-19	110
Quelle diplomatie climatique à l'heure de J.Biden ?.....	113
Le 8 Mars et la Femme à l'heure du Covid-19 : Un slogan Onsuein aux pieds d'argile	115
Le Multilatéralisme entre hurricane et œil de cyclone à l'heure du Covid-19	117
Le Bonheur au temps du Coronavirus.....	120
Agitation des chaînes d'approvisionnement du vaccin Covid-19, perturbation de l'agenda-de la-campagne de-vaccination : Les raisons de la frenésie	127

Une année après la pandémie du Covid-19 : Doit-on être optimiste en cette période sombre ?	130
Généralisation de la Protection Sociale : Nouveau Chantier de Règne à l'heure du Covid-19	133
"TARAWIH" au temps de Coronavirus : Sauver la Vie des Marocains passe avant tout	135
Covid-19 : Une hydre coriace, la bataille n'est pas terminée	138
Les Sirènes de Kaboul.....	140
Le serpent de mer à Gaza ou Le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas	143
Khalid Jamaï un journaliste d'exception, une plume sans détour	146
Covid-19 et si la Vie est Belle reprend de plus belle !!	147
Géopolitique du terrorisme en Afrique : Odieuse et Insidieuse.....	149
Baccalauréat au Maroc au temps du Covid-19 et l'énigme des mentions !!!... ..	153
L'argent ne dort jamais ou le boom des Fusions&Acquisitions au temps du Covid-19	155
Le Nouveau Système Fiscal au Maroc à l'épreuve de l'Équité et la démocratie : Quelques pistes de réflexion.....	159
Asymétrie et inégalité de la Vaccination mondiale contre Covid-19 : L'autre pandémie.....	163
La Famine au temps du Covid-19 : Epée de Damoclès et Cri d'Orfraie sur la planète.....	166
Une nouvelle posture géopolitique Maghrébine : L'autre dimension du Discours du trône du 31 Juillet 2021	170
L'invariant Afghan est plus virulent que le variant Indien, 20 ans plus tard les Talibans aux commandes : Quels enseignements ?.....	174
Bilan d'Adieu du Gouvernement Saad-Eddine El Othmani : Constats et Réflexions	176
Le PJD et la prière de l'absent : les Raisons du naufrage politique Pjdiste	181
Climat, COP 26 et la promesse de 1,5° à l'ombre : Que des promesses !!!	184

Earth song	187
La relance par l'Investissement au Maroc à l'heure du Covid-19, ou le renouveau des politiques économiques keynésiennes	191
Le COVID-19 et ses variants trigonométriques grecs alpha, beta, gamma... : Le Mythe de Sisyphe	196
Harcèlement & Proposition Indécente	199
Loi de Finances 2022 et Climat de l'investissement au Maroc à l'heure de la crise du Covid-19	203
Sauf ma mère, toutes les femmes sont.....	208
L'incertitude économique au temps du Covid-19 : l'autre pandémie, l'autre paradigme.....	210

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

**More
Books!**



yes
I want morebooks!

Buy your books fast and straightforward online - at one of world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at
www.morebooks.shop

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde!

En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite
www.morebooks.shop

KS OmniScriptum Publishing
Brivibas gatve 197
LV-1039 Riga, Latvia
Telefax: +371 686 20455

info@omniscryptum.com
www.omniscryptum.com



FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY

FOR AUTHOR USE ONLY